

Conseil national – 25 septembre 2016 – Rapport sur l'Europe

Anne Sabourin

Chers camarades,

« En crise », « dans la tourmente », « en voie de dislocation », les constats alarmistes pleuvent sur l'état de la construction européenne. C'est Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, qui en parlait le mieux, la semaine dernière, lors de son discours sur l'état de l'Union, devant le Parlement européen : « *J'ai été le témoin de plusieurs décennies d'intégration européenne. [...] Mais, jamais encore, je n'avais vu un terrain d'entente aussi réduit entre nos États membres. [...]* »

Jamais encore je n'avais vu des représentants des institutions de l'Union fixer des priorités aussi différentes, parfois en opposition directe avec les gouvernements et les parlements nationaux.

C'est comme s'il n'y avait quasiment plus de point de rencontre entre l'Union et ses capitales nationales. »

Le constat est juste : nous sommes entrés dans l'Europe post-crach financier de 2008, l'Europe de la crise sociale, l'Europe des chocs politiques à répétition, l'Europe qui commence à se replier. **Les fondements de l'Union européenne libérale ont non seulement conduit à la crise, mais l'ont lourdement aggravée.**

La croissance est de plus en plus atone en Europe, mais les tendances déflationnistes sont de plus en plus à l'œuvre avec à présent un recul des prix. Ceci tandis que la croissance financière s'envole. Le monde a retrouvé en 2015 (fin 2014) le niveau de levier financier de la veille de la crise de 2007-2008 avec des dettes quasi équivalentes. Nous sommes dans la même configuration qu'avant l'étincelle des subprimes qui a déclenché la crise financière.

L'investissement tant public que privé se réduit parce que l'argent est absorbé par la finance, planqué par les multinationales et les plus riches. Des 80 milliards par mois créés par la BCE, des 1000 milliards d'évasion ou de fraude fiscale à l'échelle européenne estimés par les frères Bocquet, pas un cent n'est investi dans les outils productifs, encore moins dans les services publics.

La destruction de l'industrie se poursuit – Alstom à Belfort en est un triste exemple. Mais c'est aussi le cas de Caterpillar à Charleroi et en Irlande du Nord.

L'Europe est entrée dans une crise du développement sans précédent alors que l'emploi reste la priorité de tous les peuples, et que le sentiment d'abandon et d'impuissance sur cette question est la cause première du désaveu et du désespoir des classes populaires.

Après 2008, les politiques d'austérité ont fait reculer l'investissement, augmenter les dettes et saignent à blanc les budgets nationaux et les collectivités locales.

Le dumping social bat son plein, entre les entreprises, comme avec la loi travail, et entre pays, parfois dans la même firme. La loi du travail en Europe, c'est celle de la jungle, c'est à qui se vendra le moins cher.

Le nombre de chômeurs atteint désormais les 22 millions dans l'Union européenne, sans compter les temps partiels et les contrats à la journée qui font exploser le nombre de travailleurs pauvres.

Le taux de pauvreté est de 17,2% dans l'Union européenne, ce qui fait 86 millions de personnes ! Dans la zone euro, depuis 2007, il a progressé d'au moins un point.

Ce qui mine l'Union européenne, ce sont les intérêts qu'elle sert, ses dogmes, sa soumission aux marchés. Ce qui la rend chaque jour plus illégitime aux yeux des peuples, c'est l'autoritarisme, la violence contre toute alternative, les négations de souverainetés, la collusion de plus en plus visible entre ses dirigeants et les milieux financiers.

Confrontée à de fortes résistances, l'Union européenne est devenue une machine de guerre contre la démocratie.

Le référendum de 2005 a montré le rejet du projet libéral, et la ratification parlementaire du traité de Lisbonne aura laissé le goût amer de la trahison politique pour la majorité des Français.

Le coup d'État financier contre la Grèce aura révélé au plus grand nombre la violence politique des dirigeants de l'Union européenne, de nos pays, et la puissance des outils de domination financière qui peuvent mettre un peuple, sa souveraineté, ses aspirations au changement, à genoux, en un clic.

Poursuivre, comme le fait la Commission, les négociations sur les accords de libre-échange TAFTA, CETA et TISA, alors même que des pays – dont le nôtre – commencent à les remettre en cause, c'est fouler au pied la démocratie.

Les grandes coalitions, les alternances, les ministres-banquiers, les pantoufles comme celui de Barroso chez Goldman Sachs, les scandales de l'évasion fiscale dont le dernier en date est BahamasLeaks où trempe Neelie Kroes, l'ancienne commissaire à la concurrence. Tout ça donne à voir une élite déconnectée et prête à tout pour servir les intérêts des patrons et des banques, quand ce ne sont pas ses intérêts personnels.

Sur fond de crise économique et sociale, de discrédit du politique – jugé impuissant voire corrompu –, l'Europe se dirige vers la régression civilisationnelle.

- Partout, les populismes et l'extrême droite prospèrent sur le sentiment d'abandon et l'anti-establishment, dans un racisme décomplexé.
- Les tensions grandissent entre les pays. Le Nord et les PECO se replient derrière des murs, dans la stigmatisation des populations d'origine immigrée, dans des débats identitaires qui empêchent la mise en œuvre de politiques solidaires entre pays membres, et à l'égard des populations déplacées, fuyant le chaos mondial.
- Le Brexit ouvre une nouvelle page de l'histoire européenne. Pour la première fois, un grand pays a décidé de quitter l'Union européenne.

L'édifice néolibéral a échoué à offrir un avenir aux Européens, il est en train d'échouer à garder unis les pays qui le composent. L'Europe de 2016 sent le fascisme et le retour des nationalismes. Elle nous conduit à la barbarie et la guerre si un sursaut ne survient pas.

Ce sursaut ne viendra pas des promoteurs de la construction européenne actuelle, qui sont littéralement tétanisés.

J'en prends pour preuve les conclusions du sommet de Bratislava dont l'objectif était « relancer le projet européen » après le choc du Brexit. Rien sur l'économie, le social ou la démocratie. Sur le Brexit lui-même, nos chefs d'État se sont contentés de demander à Theresa May d'enclencher au plus vite la procédure pour sortir les marchés de l'incertitude.

Leur réponse ? Faire l'Europe de la défense : sécurisation des frontières, quartier général unique et création d'un fonds pour l'industrie européenne. Dans un contexte de tension internationale, notamment avec la Russie, et avec l'OTAN derrière, ils sont prêts à faire courir un nouveau risque aux peuples de l'Atlantique à l'Oural, sous couvert de les « protéger », en relançant la course à l'armement.

Samedi 10 septembre, Alexis Tsipras réunissait les chefs d'État des pays du Sud de l'Europe, avec pour ambition d'aller à Bratislava avec des propositions pour infléchir les règles budgétaires, créant ainsi une alliance avec le Portugal et l'Italie. François Hollande s'y est rendu et a signé la déclaration finale.

Pendant ce temps, le « groupe de Visegrad », constitué des pays aux gouvernements les plus conservateurs - la Pologne (sur le point d'interdire totalement le droit à l'avortement et organisant la « *purge des contrepuvoirs* » comme l'a écrit Patrick Le Hyaric récemment), la Slovaquie, la République Tchèque et la Hongrie de Victor Orban (qui s'apprête à voter par referendum sur le refus d'accueillir des réfugiés) - bref ceux qui ont fermé leurs frontières, les autocrates et ceux qui vendent pas chers leurs travailleurs, ceux-là préparaient aussi leur plan d'attaque.

Résultat : à Bratislava, pas un mot sur l'inflexion budgétaire, la relocalisation des demandeurs d'asile n'apparaît même plus, rien sur les travailleurs détachés.

François Hollande et Angela Merkel ont cédé aux extrémistes.

Voilà ce qui est nouveau en Europe : une part conséquente des gouvernements cèdent aux pressions des forces populistes et l'extrême droite, quand elles ne se rallient pas à leurs thèses xénophobes. La bourgeoisie se divise mais finira par trouver ses solutions à la crise.

Prenons le Brexit. Cameron a fait le référendum pour trancher ce débat dans son parti et choisir qui lui succéderait. L'« arrangement » négocié avec l'Union européenne limitait le droit d'accès à la protection sociale pour les travailleurs immigrés. La campagne a été dominée par des arguments xénophobes, la surenchère raciste. Conclusion : les Britanniques n'ont eu le choix qu'entre euro-libéralisme et national-libéralisme. Les tenants du Brexit ayant démissionné les uns après les autres, rivalisant d'irresponsabilité, c'est la droite dure, la droite de Thatcher qui est de retour aux affaires. La bourgeoisie a trouvé son compromis au Royaume uni.

Tout ceci doit absolument nous faire réfléchir sur les options qui seront offertes aux Français en 2017 sur la question européenne. Pendant que Sarkozy propose un nouveau traité axé sur la sécurité et va à Calais sortir les petites phrases assassines sur les réfugiés, Marine Le Pen, propose un référendum sur le Brexit. Hollande est dans la logique de Bratislava, affaibli comme jamais.

En l'état, le débat est miné. Quel sera le compromis de la bourgeoisie française sur l'Europe ?

Face à ce risque, il nous faut tenir bon sur les enjeux de classe et résister à tout laisser-aller populiste car les peuples d'Europe ont besoin de s'unir face au capitalisme mondialisé. L'histoire de l'Europe doit nous inviter à la plus grande vigilance. L'Europe à Papa se meurt, tant mieux, mais il ne faudrait pas revenir à celle de Papy.

Bien entendu, nous devons poursuivre la critique de l'Union européenne et de ceux qui l'ont faite ; mais l'enjeu majeur pour tous les progressistes de France et d'Europe est de faire émerger un projet de refondation de la construction européenne. La lutte des classes se mène aussi sur le terrain de l'alternative. Une des leçons du Brexit est aussi que si nous en restons à la critique, nous pouvons tomber dans le piège droite-extrême droite, et être obligés de s'en démarquer, avec une position faible que l'on pourrait résumer à « rester sans conviction », comme ce fut malheureusement le cas du Labour et les TUC.

Il s'agit, face au désert politique du camp libéral et à la spirale du repli nationaliste, de passer à l'offensive politique sur l'avenir de l'Europe. Nous ne voulons pas aménager le cadre existant comme j'entends parfois. Nous voulons revoir les fondements de la coopération des peuples européens. Une Union de peuples, libres, souverains et associés, avec une politique économique et monétaire au service du développement partagé et une harmonisation des droits par le haut, doit être notre objectif dans l'intérêt des peuples européens, des Français, et pour la bataille mondiale pour la paix.

La France peut et doit jouer un autre rôle sur la scène européenne. L'Union européenne est un espace de luttes politiques, avec des rapports de forces, entre forces politiques, forces sociales, États, d'institutions entre elles. C'est un ensemble complexe dans lequel la France dispose de puissants atouts. Les négociations entre États continuent de dominer les autres arènes. Si un État le décide, il peut provoquer un débat, une crise, une rupture, mais aussi proposer, trouver des alliés. Bref, la France peut mener une bataille d'orientation de l'Union européenne au plus haut niveau. Un grand pays doit basculer dans le camp du progrès en Europe. C'est l'objectif que nous devons nous fixer pour la France.

Abordons les échéances de 2017 avec ce niveau d'ambition : rendre crédible, possible et incontournable la formation d'un gouvernement anti-austérité en France, qui défendra l'idée d'une refondation progressiste de l'Union européenne, utilisera toute son influence et cherchera des alliances pour y parvenir.

La France est attendue par celles et ceux qui ont engagé le bras de fer. Elle est attendue par toutes celles et ceux qui ont lutté contre l'austérité, les réformes du travail, les fermetures d'usines et de services publics, par tous ceux qui organisent des solidarités à leur échelle, par ceux qui accueillent les migrants, par la jeunesse citoyenne du monde consciente de l'intérêt commun et attachée au partage culturel.

Elle est attendue par nos alliés engagés au plus haut niveau : en Grèce, au Portugal, dans des configurations différentes, par les forces de gauche devenues principales forces d'opposition comme en Espagne, en Irlande ou au Royaume-Uni, avec la réélection hier de Jeremy Corbyn à la tête du Labour. J'en profite pour relayer ici l'appel lancé hier soir par Declan Kearney, secrétaire général du Sinn Féin, à la solidarité internationale dans la lutte engagée pour une Irlande Unie, après le Brexit.

La France est attendue. Et la gauche française qui combat l'austérité est attendue.

Elle doit s'unir. Là où elle le fait, sur des bases clairement anti-austérité, elle offre des perspectives de victoires. Mon expérience européenne, c'est que si l'unité de la gauche ne suffit pas toujours, elle est la condition du rassemblement populaire et non un obstacle, parce qu'elle suscite l'espoir. Je suis convaincue que les communistes français ne doivent pas lâcher cet objectif, et si l'on regarde les 5 dernières années en Europe, cet espoir peut provoquer des accélérations inouïes.

Que devrait porter un gouvernement de gauche en Europe ? Pierre Laurent en a donné les grandes priorités à l'université d'été :

D'abord, récupérer l'argent :

- La France doit provoquer une rupture prioritaire : se battre pour l'abrogation du traité budgétaire quitte à retirer sa signature, que personne n'a autorisée.
- La France doit mettre sur la table une proposition pour tourner l'euro, la Banque centrale européenne vers le développement industriel, les services publics et les PME.

Les économistes du Parti ont maintenant une proposition aboutie de fonds européen de développement social et solidaire, qui, abondé par la Banque centrale européenne, pourraient financer sur critères sociaux et environnementaux un plan massif d'investissement en Europe.

- La France doit engager le débat sur une harmonisation fiscale, à commencer par celle des multinationales.

Deuxièmement, proposer une grande loi anti-dumping social instaurant une révision complète de la directive sur les travailleurs détachés et des critères de convergence par le haut des salaires et les droits des travailleurs.

Il faut trouver des solutions pour tous les travailleurs d'Europe, détachés ou non, porter leur intérêt commun plutôt que de laisser les divisions détruire les solidarités possibles et nécessaires dans le monde du travail.

Troisièmement, la démocratie.

L'Union européenne ne peut être un cadre punitif où les souverainetés nationales sont sans cesse réprimées.

La France doit défendre la liberté des peuples de choisir les coopérations et les espaces de souveraineté partagés.

Les instances élues doivent avoir le dernier mot.

Un gouvernement de gauche doit prendre ses mandats avant les sommets européens d'un vote du Parlement et les grands enjeux doivent être soumis aux Français par référendum.

Enfin, la France doit user de toute son influence pour faire de l'Europe un outil de paix et de développement mondial, en mettant un stop aux négociations TAFTA, CETA et TISA, en accueillant dignement les réfugiés, et en prenant une initiative pour faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires, agissant contre la vente d'armes, engageant des projets de

développement économiques mutuellement bénéfiques entre États membres de l'Union européenne et entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, du Maghreb et du Proche-Orient.

Ces propositions peuvent rassembler la société française et les forces de gauche, elles peuvent être des points communs pour un gouvernement de combat pour défendre son peuple, mais aussi tous les autres.

Au-delà des échéances de 2017, nous pourrions nous engager dans une bataille populaire du PCF, une campagne durable d'écriture d'un nouveau traité jusqu'aux européennes de 2019. Cela devrait, à mon humble avis, être la feuille de route du collectif Europe, mais bien au-delà, de l'ensemble des secteurs du Parti – et ils sont nombreux – dont les activités nécessitent la production d'une politique alternative à l'échelle européenne. Ce dont je parle, c'est d'une campagne de l'ampleur de celle de 2005, une sorte de constituante populaire qui mobiliserait toutes les forces, toutes les intelligences autour de grands axes de refondation du projet européens. Nous aborderions alors les européennes de 2019 avec un projet précis et partagé largement dans la société.

Chers camarades, la France peut beaucoup, mais la France ne peut pas tout. Après le coup de force contre la Grèce, nous avons bien analysé, d'une part, l'interdépendance de nos sociétés et, d'autre part, la nécessité d'élever le niveau de notre bataille à l'échelle européenne. Ainsi, j'en viens aux enjeux du congrès du PGE, qui n'est pas le seul espace de coopération des forces progressistes en Europe, mais qui en est une pièce importante.

Ces six dernières années, sous l'impulsion de la présidence de Pierre Laurent et dans une ambiance constructive, le PGE a fait des efforts inédits de définition d'axes communs de luttes et de projet, a contribué à la victoire de Syriza en Grèce, notamment en présentant la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne. La gauche européenne a pris une place nouvelle, elle a suscité l'intérêt et l'espoir, elle a rassemblé des forces jusque-là éparées.

Après l'accession de Syriza au gouvernement grec et surtout face à la violence de la finance et des gouvernements adversaires, nous avons tous pris au visage l'état du rapport des forces. Cela a suscité de profonds débats au sein du PGE et dans les forces progressistes en général. Les analyses divergent sur les leçons à tirer de l'expérience grecque. Et, il faut le mentionner, certains cherchent à organiser la division de la gauche européenne au sens large sur la base de ce débat.

Aussi, ce congrès n'est pas un congrès comme les autres, la gauche européenne cherche les voies nouvelles de son unité, les convergences de fond, les outils d'un dialogue approfondi, les espaces à construire pour poursuivre l'effort de rassemblement entrepris jusqu'ici.

Le PCF, qui a su et qui est reconnu pour cela, être un pont, un facilitateur dans ce travail de convergence, a donc une responsabilité toute particulière pour que le PGE franchisse une nouvelle étape.

Quatre grands enjeux vont traverser le congrès.

D'abord l'analyse et le projet : Quelle est notre appréciation de la situation ? Sur quoi et jusqu'où nous pouvons converger ? Le document que vous avez dans les mains est déjà le résultat d'un an de débats préparatoires avec la diversité du PGE, sur la base d'une proposition de son président Pierre Laurent (et j'en profite pour saluer Vincent Boulet qui y a beaucoup travaillé). C'est un cadre

commun. Il propose un nouveau « contrat social » entre les peuples européens et des campagnes politiques pour en promouvoir les axes.

Les partis membres et observateurs sont aujourd'hui appelés à opiner et enrichir l'analyse et les propositions du texte. Ce document sera envoyé aux communistes en début de semaine et nous lançons aujourd'hui un appel à contribution qui durera jusqu'au 25 octobre. La délégation qui vous est proposée sera chargée d'éplucher, condenser et produire la contribution du PCF, sur la base des réflexions des camarades, et dans le respect de nos orientations de congrès. Elle est composée de camarades déjà engagés sur les enjeux européens, ayant, pour la plupart, déjà travaillé dans le PGE où engagés dans des batailles transfrontalières. Je tiens à souligner que c'est la première fois que le processus est ouvert ainsi à l'ensemble des communistes.

Deuxième enjeu : les initiatives pour poursuivre notre stratégie de front européen.

Le texte propose la création d'un « *cadre permanent des forces de progrès en Europe* » comme ont su, par exemple, le faire les progressistes d'Amérique latine avec le Foro do Sao Paulo. D'ailleurs, en amont du congrès se tiendra une journée de travail co-organisée avec le FSP. Ce cadre pourrait être un espace de coopération souple avec un panel large de forces politiques de gauche non membres du PGE, des organisations syndicales, des mouvements sociaux, des intellectuels avec lesquels des solidarités, des batailles d'idées, des travaux d'analyse communs sont possibles. Nous avons commencé ce travail avec le Forum européen des alternatives organisé à Paris en mai 2015, puis avec l'Alliance contre l'austérité.

Troisième enjeu : un changement structurel dans le PGE lui-même.

Force est de constater – et c'est un bon problème – que l'attractivité du PGE a conduit à des élargissements successifs, multipliant par 6 le nombre de partis membres et observateurs, suscitant la création d'un statut de « partenaire » pour d'autres organisations souhaitant coopérer avec nous. Par conséquent, sa structure, conçue pour une dizaine de partis, doit évoluer. Ce fut déjà le cas avec notamment la présidence, devenue collégiale au congrès de Paris. Le PGE a entamé la réflexion sur l'architecture suivante : une présidence collégiale avec fonction de porte-parolat collectif, un secrétariat politique d'une dizaine de membres avec des tâches exécutives se réunissant régulièrement, un bureau exécutif composé de deux membres par parti, se réunissant deux ou trois fois dans l'année, une assemblée générale annuelle chargée de définir les batailles. Le tout évidemment paritaire et représentatif de la diversité politique et géographique des partis.

Fort de son action continue dans le PGE et de l'expérience réussie du Forum européen des alternatives, le PCF devrait continuer de jouer un rôle clé dans les instances de direction du PGE, en particulier pour ce qui concerne la politique de rassemblement européen et le cadre permanent des forces progressistes.

Le dernier enjeu sera le renouvellement de la présidence du PGE, assurée pendant 6 ans par Pierre Laurent, avec un bon bilan. A l'écoute, investi et rassembleur, au long de ses 2 mandats, accompagné de Maïté Mola, il a mis le PGE dans une dynamique de travail et d'action inédite. Son action est reconnue comme telle par l'ensemble des partis membres. Pierre a fait savoir qu'il souhaiterait plutôt du renouvellement. A ce jour, cette question n'est pas tranchée. La solution n'est pas évidente, compte tenu des équilibres multiples à tenir. A cette étape, nous préconisons que le PCF soutiennent le maintien d'une présidence collective et paritaire, dans laquelle il pourrait jouer un rôle.

Voilà, chers camarades, où nous en sommes. Merci pour votre attention.

Chères et chers camarades,

Sur le visage du monde, au front de nos contemporains, il y a ce pli d'inquiétude. Nous sentons le frisson qui parcourt la planète, ces rafales irrégulières qui viennent gifler et griffer nos existences entremêlées. Nous sentons que la terre se tend, qu'un grondement sourd la traverse, que des failles s'y dessinent. Nous savons plus ou moins confusément n'en avoir pas fini avec les catastrophes. Sans les nier, ni sans les augmenter, il s'agit donc de ne pas s'y résoudre. Comme l'écrivait Victor Hugo : « Tenter, braver, persévérer, c'est être fidèle à soi-même, prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait. » Ne pas maquiller ce pli d'inquiétude persistant, l'écouter, le comprendre, en attaquer la cause. De ce pli, faire une ride, une marque du passé. Ce pli sur nos fronts est le reflet de cette faille sur le monde que désigne Thierry Fabre, animateur des Rencontres d'Averroès. « Une faille, dit-il, est plus qu'une simple fissure, dans tout son étirement, mais elle n'est pas encore une fracture, irréparable. Il reste un monde des possibles, pour mieux nous relier. » De ce qui vient, nous ne savons pas tout, nous ne pourrions tout maîtriser, mais on nous trouvera debout, cherchant à gagner de la hauteur et de la profondeur, cherchant à agir avec d'autres, avec chacune et chacun, c'est-à-dire à faire de la politique. Avec ce qu'il faut de calme et ce qu'il faut de passion, avec ce qu'il faut de révolte et ce qu'il faut de tendresse, avec ce qu'il faut d'exigences pour aujourd'hui et ce qu'il faut d'espoirs pour demain. Dans cette faille, dans ces failles, il y a un espace pour la politique.

Pour ne pas rester dans le vague, il faudrait en dire plus sur la catastrophe et ses multiples déclinaisons. La catastrophe, c'est le chaos du monde qui vient frapper jusqu'à nos moments de fête, c'est ce délitement dans la guerre, c'est cette dégringolade dans la mal-vie, ce sont les pulsions de domination qui détruisent, c'est le piège identitaire, c'est la passivité devant la dégradation de la planète, c'est tout ce qui entrave l'émancipation humaine. Il faudrait en dire plus sur la catastrophe et sur ses causes. La catastrophe ne vient pas de l'au-delà de la mer, des fleuves et des montagnes, elle ne vient pas des musulmans ou des réfugiés, elle ne vient pas du prénom que l'on donne à nos enfants parce qu'il n'est pas inscrit au calendrier grégorien contrairement aux propos abjects d'Éric Zemmour, elle ne vient pas des supposés « maghrébins » contrairement aux sorties indignes de Claude Goasguen qui s'était déjà si tristement illustré contre les pauvres dans son arrondissement parisien, elle ne vient pas de la liberté des femmes, elle ne vient pas des manifestants qui refusent le libéralisme, la destruction des droits et les inégalités. Et nous n'irons pas chercher la potion miracle chez nos prétendus « ancêtres les Gaulois ».

Mais ce n'est pas de cela dont il est question dans le dernier essai d'Alain Duhamel, même s'il dénonce les supposées « pathologies françaises ». Tout ébaubi, Christophe Barbier, le directeur de *L'Express*, y a trouvé la critique de ce qu'il appelle « le poison égalitaire ». L'un et l'autre reconnaissent que cette « passion » française pour l'égalité, qualifiée de « fléau », marque la « mentalité » de notre peuple, depuis la nuit du 4 août. Et de regretter que la France soit la société « la moins capitaliste d'Europe », qui consacre « la plus grande part de sa richesse nationale à la protection sociale », au prix d'une fiscalité « d'une imagination sans pareils ». Oui messieurs, la

lune est vieille, mais c'est la lune ! Et cette lune continue d'exercer son pouvoir d'attraction sur notre peuple, comme en témoignent les mobilisations du printemps, recommencées en cette rentrée. Voyez qu'il y a là quelque chose comme de la ressource pour dissiper nos plis d'inquiétude.

Comme il faut, afin d'y parvenir, s'efforcer d'être un peu prosaïque, je m'attacherai donc à essayer de faire face aux questions qui nous sont posées dans cette période de grand trouble et à esquisser ce que pourraient être des réponses, dans la foulée du Congrès.

* *
*

En cette journée de mobilisation pour la paix, l'exigence de faire échec aux logiques de guerre essaye de se frayer un chemin. Ces trente dernières années, les guerres de domination politique et économique ont alimenté ce chaos mondial qui croît et dont les signes se manifestent avec une violence de plus en plus forte à travers le monde et jusque sur notre territoire. La paix est une construction politique. La paix est menacée lorsque l'eau vient à manquer, lorsque les inégalités se creusent, lorsque l'injustice s'installe, lorsque les pulsions de domination s'imposent, lorsque le racisme se révèle dans des violences policières. Faire grandir une culture de paix, ce n'est pas faire le choix de la naïveté, tout au contraire, c'est dans le même mouvement réveiller les consciences sociales et les aspirations démocratiques. C'est donner la force aux peuples de choisir l'avenir et de le construire, non pas de le subir. La paix doit être un grand projet politique pour la France et le monde.

C'est pourquoi la guerre des civilisations dans laquelle des forces totalitaires ont décidé de s'engager, et dont l'affrontement identitaire qui se développe dans notre pays est l'une des manifestations, doit être combattue avec la dernière énergie et éteinte. Comment peut-on simplement imaginer en faire le moteur de l'histoire ? Cette guerre identitaire est une redoutable impasse pour les peuples et pour l'humanité. Car ce qui nous guette dans cette voie, ce n'est pas la victoire de quelque civilisation que ce soit, comme en rêvent ses protagonistes haineux, mais la « décivilisation sans rivage » dont parle Lucien Sève, la déshumanisation de l'humanité sous la domination insensée du maître-argent, des grands propriétaires, de la finance tentaculaire, du capitalisme.

Dans ce contexte, que le sommet européen de Bratislava n'ait eu pour seule obsession, (alors que l'Union européenne est en train de payer le prix de son mépris des peuples et de la démocratie), que de revenir au vieux débat sur l'Europe de l'armement, confirme que le projet européen est plus que jamais en question. Cette réunion aurait aussi pu être l'occasion de s'interroger sur la refondation d'un Euro de plus en plus critiqué (dernièrement par le prix Nobel Joseph Stiglitz) ou sur la gestion calamiteuse de l'accueil des réfugiés fuyant la guerre et la misère. Au lieu de cela, la Commission continue à édicter ses règles libérales.

La France, d'ailleurs, n'est pas si mauvaise élève. En matière d'orthodoxie libérale et austéritaire s'entend. Car en matière d'accueil des réfugiés, elle a accompagné les discours de fermeture. Le gouvernement essaye aujourd'hui de faire bonne figure en organisant l'accueil des 12 000 hommes, femmes et enfants de Calais. À ce propos, l'attitude de plusieurs présidents de région de droite, indiquant sans ambages leur refus d'accueillir, déclarant leurs régions hors zone de solidarité et d'asile est indigne de la République. Nous ne devons pas les laisser parler ainsi au nom des populations de nos territoires. Nul ne peut ignorer que tout cela vient alimenter

l'amalgame boueux de la xénophobie, mêlant sans autre forme de réflexion que le réflexe, le terrorisme, l'étranger, le musulman... Mais l'engagement de maires, en exigeant de l'État qu'il assume ses responsabilités et ne se défausse pas comme il sait si souvent le faire, est un geste d'humanité et un geste politique puissant. Comme le montrent la municipalité d'Ivry-sur-Seine et son maire, Philippe Bouyssou, par exemple, en affrontant les débats que cela peut soulever, la solidarité prend le dessus. Si l'on voulait parler d'identité, en tout cas de culture, on commencerait par là. Une étude de l'OCDE publiée cette semaine montre que les « migrations permanentes » ne représentent que 0,4% de la population des pays concernés et que non seulement l'impact de ces arrivées est infinitésimal sur l'emploi mais qu'en plus, si l'on avait une véritable politique d'accueil, pour s'en tenir là, il s'avérerait économiquement bénéfique. Quoiqu'il en soit, des drames qui frappent ces hommes et ces femmes, toute l'humanité est comptable. L'on ne peut se satisfaire des commentaires simplistes imputant sans autre forme de procès les reculs de Merkel aux élections locales allemandes à son attitude envers les réfugiés, comme pour appeler de nouveau à leur rejet. Et l'épisode lamentable de ces derniers jours voyant des forces de l'ordre belges venir déposer des demandeurs d'asile déboutés à l'aveuglette dans un pays voisin est suffisamment ridicule pour qu'on essaye d'en tirer quelques leçons. Et si nous décrétions nos régions « terres d'asile » !

J'ai dit que la France par ailleurs n'était pas si mauvaise élève. Selon l'OFCE, la politique des gouvernements Hollande aura conduit à une hausse des impôts de 35 milliards d'euros pour les ménages et à une baisse de 20 milliards pour les entreprises. Le taux de marge des entreprises aurait atteint un niveau comparable au record historique des années 2000, tandis que 100 000 personnes de plus se seront retrouvées au chômage. Le bilan social du quinquennat est catastrophique. Et cela va de pair avec son bilan économique. La situation d'Alstom, dont l'État détient 20% du capital, est une nouvelle illustration de la destruction méthodique du tissu industriel de notre pays, qui a été largement accompagnée par le pouvoir. Nous venons d'adopter une déclaration que nous allons faire vivre dans tout le pays et en particulier à Belfort et dans les onze départements concernés par la présence d'un site de l'entreprise. Nous participerons notamment à la grande manifestation du 27 septembre. Entre autres questions, ces événements viennent souligner le faible engagement de l'État pour le développement des transports ferrés qui sont un enjeu écologique et social majeur.

Un autre débat a pris de l'ampleur ces derniers mois, autour de l'usine d'alumine Alteo de Gardanne, ex-RioTinto et ex-Péchiney, dont la ministre de l'Environnement demande la fermeture. Il s'agit là aussi d'un enjeu décisif puisque cette production est nécessaire à la fabrication de téléphones et de tablettes. Comment peut-on se dédouaner ainsi de ses responsabilités sociales et environnementales ? Une pétition est en ligne pour exiger des propriétaires et de l'État un engagement pour des investissements efficaces afin de produire dans le respect de l'environnement. De même que pour les centrales à charbon, je ne traiterai pas aujourd'hui dans le détail des enjeux énergétiques, menacées par les modalités de la taxe carbone, le défi n'est pas de les fermer *sine die* mais d'accélérer les mutations possibles et nécessaires. J'en profite pour signaler le Mois de la biodiversité organisé par notre parti avec des débats pluralistes et des auditions d'experts.

Les forces de la finance se cachent ; nous devons prendre des initiatives pour les démasquer, comme l'ont fait Alain et Éric Bocquet dans leur livre qui dénonce les « sans domicile fisc ». Selon les comptes nationaux de l'INSEE, ce sont aujourd'hui 25% des richesses produites par l'industrie qui sont aspirés par la finance contre 5% il y a trente ans. L'investissement dans l'appareil productif recule de cinq milliards d'euros par an depuis 2000 dans notre pays. 400 000

emplois ont été perdus depuis 2008 et au moins autant seraient menacés. Dans un livre qui vient de paraître sous la direction de Jean-Christophe Le Duigou, *La Bourse ou l'industrie*, des syndicalistes pointent du doigt le déclin industriel de notre pays et ses causes, montrant combien l'industrie est un atout indispensable pour l'avenir, a fortiori pour qui voudrait s'attaquer au défi climatique et environnemental. Notre économie est gravement fragilisée par la faiblesse du développement industriel et l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de répondre aux besoins. Cela appelle une réflexion et une offensive globale portant une ambition industrielle durable. La sécurisation de l'emploi et de la formation, la création d'un pôle public bancaire, l'écriture d'un code du travail du XXI^e siècle donnant plus de droits et pouvoirs aux salariés, l'arrêt du gaspillage d'argent public distribué directement aux actionnaires, les nationalisations-socialisations de secteurs clés...

J'ai évoqué l'industrie, il faudrait évoquer l'ensemble des secteurs de l'économie, et par exemple les enjeux agricoles qui sont cruciaux et ne sont pas simplement l'affaire des agriculteurs, même s'ils sont les premiers à subir les conséquences d'une organisation qui ne rémunère pas leur travail, mais je veux simplement m'arrêter sur le rôle de la grande distribution, vu d'un autre côté, puisqu'elle a un rôle de plaque tournante qui n'est pas neutre. Lorsque Casino qui produit dans le centre commercial de Grigny, qui lui est loué par la ville dans des conditions optimales, un bénéfice de 4 millions d'euros par an, décide de désertir parce que cela ne lui rapporte pas assez, laissant sans approvisionnement la population de cette ville, c'est intolérable. Conçu comme un retentissant moment de riposte, le marché solidaire que nous organisons dans la ville, une initiative politique concrète, montrera à la fois l'utilité de notre action, son sens et viendra conforter la lutte pour la dignité, pour l'égalité qui est celle des nombreux habitants et habitantes, celle que leur maire Philippe Rio appelle la République pour tous.

Une République minée par ses multiples manquements à sa promesse originelle. Ainsi, la Fondation Abbé-Pierre lance une campagne intitulée #onattendquoi pointant du doigt la situation de 3,8 millions de personnes sans domicile ou sans domicile décent et les 15 millions au total, soit un quart de la population française fragilisée d'une manière ou d'une autre par la crise du logement. Dans un autre domaine, la Cour des comptes se félicite de voir réduit le fameux « trou » de la Sécurité sociale à 7 milliards d'euros — on rappelle que les mécanismes d'évasion, de fraude et autre optimisation fiscales évaporent entre 60 et 100 milliards — mais à quel prix ? À quel prix pour la santé, pour les retraites, pour les personnels hospitaliers, pour les territoires ? Dans un autre domaine encore, la rentrée scolaire a vu la très contestée réforme du collège entrer en vigueur et les classes surchargées se multiplier — il y en aurait 100 000 en primaire. La jeunesse de notre pays mérite un tout autre engagement de la société à ses côtés.

Pendant ce temps, l'état d'urgence se poursuit et avec lui les réquisitions contre les manifestants du printemps contre la loi dite « travail », criminalisés et salis dans leur engagement, qu'ils trouvent ici la marque de notre soutien. La mobilisation, d'ailleurs, n'est pas terminée et ni les peurs ni les torpeurs de l'été n'ont eu raison du profond rejet qui s'exprime de cette loi de casse du Code du travail. Les offensives menées pour porter l'affaire devant l'OIT contribuent à en faire une bataille internationale qui vient affaiblir les arguments des tenants du dumping social mondial, il y a là un champ ouvert, comme en témoigne le récent livre de Bernard Thibault. Comme sont ouverts de nombreux champs du commun.

Ce puzzle ne suffit pas à faire le tour de la période (on aurait également pu citer une bataille à mener face aux indécences de Vinci en matière d'autoroutes et de péages...), mais il en indique certains traits de caractère parmi les plus saillants. Nombreuses sont les questions

auxquelles les hommes et les femmes de notre pays sont confrontés, qui mériteraient de débattre et de proposer. Nombreuses sont les questions escamotées du débat public, au profit de controverses politiques indignes des grands défis de notre temps et des attentes de notre peuple. C'est pourquoi nous avons initié la grande consultation citoyenne.

* *
*

Ce fut l'une des décisions importantes de notre congrès que cette grande enquête menée par les militants communistes dans tout le pays. Depuis le printemps, nous avons rencontré des centaines de milliers de personnes et ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir pris le temps de répondre. Cela nous a demandé un effort militant considérable, de la ténacité et de la détermination. Les communistes qui en ont fait l'expérience savent la richesse des moments partagés et des débats que cette démarche nous a permis. Je veux saluer cet engagement qui est venu renforcer notre relation à notre peuple. Ils sont nombreuses et nombreux à nous avoir remercié de les écouter, de leur donner la parole, d'accorder de l'importance à leur avis et à leurs aspirations. Il n'était qu'à voir les allées de la Fête de l'Humanité, où les jeunes attablés stylo en main donnaient le ton de cette soif de participer. Nous voulons que la parole populaire soit incontournable dans le débat public.

Nous avons mis en actes — c'est un début — notre projet de permettre à notre peuple d'être l'auteur de son destin. Dans une société où la politique est tant discréditée et où le renoncement gagne du terrain, la gratuité de notre geste, sa sincérité ont placé notre parti dans une position de dialogue et d'échanges qui est de nature à renforcer notre enracinement populaire. D'un côté, les questions que nous posons sont ainsi en train de grandir et de cheminer dans la société. Et d'un autre, la façon dont notre peuple se vit, se pense et pense son avenir vient à la fois enrichir, soutenir et interpeller notre politique.

Je sais aussi que des camarades se sont interrogés sur l'utilité de cette initiative centrale dans un moment où chacun ne s'occupait que de désigner des candidats pour la présidentielle. Cette élection, nous en connaissons, hélas !, le caractère structurant dans la vie politique, mais aussi son caractère destructeur.

Nous ne sommes pas à côté des enjeux de 2017 en posant cette question : « Que demande le peuple ? » Nous posons la bonne question, celle que tout le monde évacue du débat. La seule qui vaille. Nous essayons de créer une dynamique populaire qui ne se fonde pas sur des démarches personnelles et des sentiments éphémères. Cela nous rend plus forts pour affronter ces échéances. Cela nous permet de chercher le commun et nous devons y travailler jusqu'au bout.

C'est pourquoi, nous devons encore amplifier notre démarche dans les quinze jours qui viennent et faire du week-end prochain un grand moment de mobilisation autour de la grande consultation citoyenne pour donner au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes une chance supplémentaire de se faire entendre.

Et c'est pourquoi le 8 octobre prochain, à l'issue de cette grande consultation citoyenne, nous tiendrons un grand événement de restitution de cette enquête. Nous y ferons entendre la parole populaire, si souvent dénaturée et manipulée dans le débat public. Nous y présenterons un portrait de la France que l'on n'a pas l'habitude de voir, pour contribuer à aider notre peuple à

prendre conscience de lui-même, loin des clichés auxquels on voudrait qu'il se conforme. Nous y ferons la démonstration qu'il existe une majorité populaire pour une vraie politique de gauche, pour un pacte d'engagements communs qui pourrait unir les forces aujourd'hui dispersées. Nous engagerons une nouvelle phase de notre déploiement : il s'agira de mettre les réponses à cette question, « Que demande le peuple ? », entre les mains du plus grand nombre pour poursuivre l'appropriation populaire de la politique et faire grandir l'action et les initiatives politiques dont notre pays a besoin.

Le samedi 8 octobre, dans toute la France, à 14h30, on pourra regarder « Ce que demande le peuple », l'émission en direct et en public, et l'on pourra interagir. Les résultats seront détaillés, des participants à l'enquête viendront les commenter, ainsi que des acteurs publics, et notre secrétaire national, Pierre Laurent, en tirera de premières conclusions et esquissera les grands axes qui pourraient fonder un pacte d'engagements communs. On pourra ensuite prolonger le débat, il le faudra. On pourra faire connaître ce qu'il en ressort par un tract national, organiser des moments de restitution dans les circonscriptions, dans les villes, les quartiers. Notre campagne ne s'arrête pas le 8, elle entre dans une nouvelle phase. Ces dizaines de milliers de discussions vont nous rendre plus forts, plus légitimes aussi pour, dans le débat public, servir les aspirations populaires.

Je vous propose qu'à partir de ces résultats et des conclusions, des leçons que nous en tirerons, nous allions aussi nous adresser aux forces de gauche avec lesquelles nous pensons possible de construire une réponse partagée.

* *
*

Est-il trop tard ? Non, il reste encore de la place, du temps avant que tout soit verrouillé, mais cette question est dans toutes les têtes. Lors de la Fête de l'Humanité, nous avons réussi à faire entendre notre parole, et à donner de l'écho à cette interpellation que nous portons pour que se rassemblent les forces qui veulent une politique de gauche dans ce pays. Nous sommes entrés en résonance avec cette résignation terrible qui s'installe, pour la faire reculer. Les échos de cette offensive nous reviennent dans les échanges que nous avons. Mais cela n'est pas suffisant. Pour instable qu'elle soit, la situation n'a pas significativement bougé à ce stade. Cela n'est pas sans interroger.

Nous devons continuer à approfondir notre analyse de la situation politique pour éclairer le débat qui nous conduira jusqu'à notre Conférence nationale du 5 novembre. Cette conférence devra prendre des orientations pour l'élection présidentielle et les élections législatives et les soumettre aux communistes.

Tout d'abord, le danger est plus menaçant que jamais. Pendant que la droite se déchire en dressant l'inventaire des mesures les plus réactionnaires possibles, l'extrême droite se sent pousser des ailes et espère se trouver au rendez-vous d'une fenêtre historique. Marine Le Pen tente d'adopter une posture de rassemblement et occupe plus que jamais une place centrale dans les médias et dans le débat. Se sentant confortée par tous les Trump de la planète, elle se pose en « candidate du peuple », un peuple redessiné selon ses insupportables fantasmes, baptisé dans l'introuvable pureté du sang ancestral, fracturé, chosifié et assujéti. Cet impossible peuple n'est pas le peuple de France, ce n'est pas notre peuple. Ce n'est pas un miroir que le Front national tend à notre pays, c'est une photo retouchée et caviardée. Il faut s'attacher à démonter cette

imposture. C'est en se présentant comme un abri face aux peurs, aux menaces et à toutes sortes d'intempéries réelles ou supposées, que l'extrême droite agglomère des victimes désunies qu'elle a contribué à isoler. Critiquant la fièvre identitaire et « l'idéologie de la séparation », l'historien Patrick Boucheron souligne avec nombre de ses confrères combien les peuples depuis l'Antiquité n'ont jamais cessé d'être des constructions politiques, créées et recrées au fil des mouvements de l'histoire et des mélanges de l'humanité. Il s'efforce de « dire calmement que nous sommes plus nombreux à ne pas nous sentir menacés par la différence ». Le peuple dont il faut parler est une association d'hommes et de femmes libres, égaux, égales, consciente de son histoire et de sa diversité, rassemblée pour un projet commun. Le peuple dont il faut parler a vocation à devenir un sujet politique, qui s'émancipe lui-même. Il n'y a pas d'issue dans le populisme, dont le mécanisme inéluctable consiste à un asservissement consenti. C'est donc bien sur le terrain du projet, sur le terrain de l'avenir qu'il faut chercher, qu'il faut bâtir, qu'il faut construire un peuple de citoyennes et de citoyens actrices et acteurs de leur destin commun.

Or, la dynamique la plus forte, sans doute, est bien celle du désintérêt, du désenchantement. L'idée s'installe qu'il n'y a rien à attendre de la politique en général et de ces élections en particulier. Elle s'installe, en particulier à gauche, mais plus largement, parmi les couches populaires, les ouvriers, les salariés, les chômeurs, les retraités. Sans renoncer à convaincre qui que ce soit, c'est là, sans doute, notre premier adversaire.

La droite espère pouvoir disputer la victoire et c'est cela qui rend si âpre sa bataille interne. Lorsque Nicolas Sarkozy entend obliger tout un chacun et toute une chacune à adopter des ancêtres, en l'occurrence gaulois, il ne le fait pas au hasard, il se situe sur le terrain du fantasme identitaire qu'il a tant contribué à agiter et n'oublie pas pour autant de tailler à grands coups de sabre dans les droits et libertés pour aider ses amis les marchés financiers. Mais la nature des propositions en débat indique clairement un nouveau coup de barre à droite de ses orientations politiques, tous candidats confondus, une fois les excès de langage mis de côté. Les rodomontades de François Bayrou, qui essaye de jouer un rôle, n'y changent rien. Lors des dernières échéances, le poids électoral de la droite et de l'extrême droite, voyant en certaines régions la gauche complètement éliminée, a produit des paysages politiques monstrueux et produit désormais des politiques antisociales et autoritaires complètement débridées. Ce qui nous vaut, par exemple, à Marseille, de lancer une pétition contre la transformation de la Villa Méditerranée en Casino, juste à côté du MuCEM.

Pour leur part, le Parti socialiste et ses alliés continuent dans la voie du libéralisme et le Président commence à écrire à sa façon l'histoire du quinquennat qui s'achève, se glorifiant de son impopularité, qui serait la marque d'une politique courageuse. François Hollande semble parier sur un nouveau concours de circonstances, tandis que le Premier ministre continue de creuser son sillon en cultivant sa posture de fermeté face aux résistances, et que le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, s'en est allé « prendre la mer », pour tirer lui aussi tout ce petit monde plus encore vers la droite de l'échiquier. Les primaires qui s'annoncent voient la contestation de la ligne gouvernementale s'exprimer, mais s'incarner dans la dispersion. Le malaise est perceptible.

Europe Écologie-les Verts est également engagée dans une primaire interne, ayant choisi de présenter un candidat n'ayant pas vraiment d'autre ambition que de faire entendre un discours écologiste dans la présidentielle.

Jean-Luc Mélenchon, pour sa part, continue à défendre sa candidature au nom de la France insoumise, estimant que « le rassemblement de la « gauche » empêcherait le peuple de se fédérer ».

Peu d'écho est donné aux candidatures de Lutte ouvrière et du Nouveau parti anticapitaliste dans les médias.

À regarder ce paysage sinistré — non pas au sens qu'il pencherait vers la gauche, *la sinistra*, bien au contraire — on craint ce qu'il pourra en sortir. Et pourtant, il ne s'agit pas de renoncer.

Tout d'abord parce que nombreux sont celles et ceux qui se sentent trompés, trahis et floués. Immense est la déception pour nombre de celles et ceux qui avaient placé quelque espoir dans l'élection de François Hollande contre Nicolas Sarkozy. Le printemps social a montré qu'il existe dans notre pays une majorité contre la loi travail et pour un code du travail du XXI^e siècle. Cette majorité est invisible dans ce découpage politique. Sans nier les contradictions qui traversent notre peuple, ce printemps social, à l'image d'autres mobilisations, et comme on peut le voir sur d'autres sujets comme celui du droit de vote des étrangers, montre qu'il peut exister des dynamiques populaires sur des idées de progrès.

Ensuite parce que les illusions que les citoyennes et citoyens pourraient nourrir à l'endroit des individus providentiels susceptibles, à l'occasion d'une élection présidentielle, de suffire à redresser tous les torts, ont été largement affaiblies par les expériences répétées. Si le renoncement à la politique peut croître à l'aune de cet abaissement de la fonction présidentielle, il y a aussi de la place pour faire vivre une démarche politique plus exigeante et plus porteuse qui ne se limite pas à abdiquer son pouvoir de citoyen pendant cinq ans au profit d'un seul ou d'une seule.

* *
*
*
*

Quels sont, pour nous, les enjeux des échéances à venir ?

Refusant d'en reprendre pour cinq ans de libéralisme, d'austérité et d'autoritarisme, ou pire, nous voulons réenclencher la marche avant, celle du progrès social, démocratique, écologique. Nous voulons donc, pour cela, contribuer à faire émerger une majorité pour une politique de gauche, qui ne saurait emprunter aux orientations du quinquennat qui s'achève. Or, cette majorité ne pourra pas se construire uniquement sur la matrice de l'élection présidentielle : nous voulons commencer à renverser l'ordre présidentiel qui n'en finit pas de dégrader la démocratie et la République, ce qui commence par une revalorisation des législatives et du pouvoir parlementaire. Il faut envisager toute la séquence, et y imaginer des victoires, en ayant à l'esprit que la question de l'avenir de la gauche, de l'existence d'un courant politique de transformation sociale et d'émancipation humaine est posée, comme on le voit également ailleurs en Europe et dans le monde. Nous devons donc amplifier notre démarche de rassemblement jusqu'au bout et elle devra continuer d'être au cœur de nos choix et de nos actes dans les mois qui viennent. Nous ne renonçons pas.

Pour le Parti communiste français, l'enjeu est double : être utile à notre peuple en jouant le rôle qui lui a été assigné d'unir et de rassembler celles et ceux qui ont intérêt et portent intérêt au

changement ; avoir les moyens de peser aujourd'hui et demain dans les batailles politiques qui s'annoncent et qui se poursuivront au-delà de 2017.

Il faut bien reconnaître que la présidentielle confirme de jour en jour être un piège pour notre peuple, pour la démocratie et, bien sûr, pour nous-mêmes. Et, dans les esprits, cette question finit par se résumer souvent au choix d'un candidat, et il faudra bien en passer par là au bout du compte, car nous ne saurions passer notre tour, mais cela n'aurait que peu de sens sans une stratégie plus large, intégrant pleinement les législatives, les sénatoriales et l'ensemble des batailles à venir.

Pour autant, dans les discussions qui s'amorcent, trois options, principalement, sont devant nous, que je vais évoquer successivement au conditionnel, de façon ouverte, en guise de premier examen.

D'abord, réussir ce que nous avons entrepris lors de notre congrès : rassembler des forces aujourd'hui dispersées en construisant une candidature commune et partagée capable de créer une dynamique nouvelle. C'est un pari difficile. C'est un pari indispensable. Cela suppose des initiatives politiques afin de créer les conditions de ce rassemblement, amplifiant ce que nous avons fait à l'occasion de la Fête de l'Humanité. Cela correspond à une attente d'une part grandissante de la population qui ne veut pas rejouer le match de 2012. Car nous savons nous heurter à des difficultés objectives : le fait que l'essentiel des forces de la mouvance socialiste qui contestent l'orientation libérale n'aient pas franchi le pas et le risque de les voir renoncer en soutenant contre nature un candidat qui poursuivrait sur la pente gouvernementale actuelle que ce soit François Hollande, Manuel Valls, Emmanuel Macron ou même Jean-Christophe Cambadélis ; la démarche isolée d'EELV dont l'image est brouillée par les divisions et la participation gouvernementale ; la stratégie de clivage et la posture apparaissant autocentrée de Jean-Luc Mélenchon ; l'absence actuelle de candidature consensuelle apparaissant capable d'incarner ce large rassemblement à gauche ; le manque de débat politique sur les grands enjeux permettant de mettre en évidence les convergences possibles. Mais le premier tour de la présidentielle passera et cette exigence de rassemblement demeurera. La conscience du danger va grandir dans la campagne et nous ne sommes pas au bout des coups de théâtre possibles. C'est pourquoi l'affirmation de cette volonté devra se poursuivre, quoiqu'il en soit et quels que soient les choix de candidatures que nous pourrions être amenés à effectuer dans les conditions politiques du calendrier. Nous pourrions décider, le 5 novembre, de nous donner encore du temps pour aboutir si des signes encourageants se manifestaient, mais ne prendrions-nous pas le risque d'être complètement absents de cette bataille ? Nous entrons dans un temps décisif et nous ne saurions être suspendus aux décisions des uns et des autres, dont certaines viendront à la fin janvier, pour nous engager dans cette bataille.

Ensuite, se présente l'option de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui était notre candidat avec le Front de gauche en 2012. Il ne prétend pas être le candidat du rassemblement que nous souhaitons réaliser ; chacune, chacun a pu prendre connaissance de sa philosophie, en particulier dans le grand entretien qu'il a accordé à l'Humanité mardi dernier. À défaut, dans quelles conditions et pour quels objectifs politiques pourrions-nous soutenir cette candidature ? Si, au bout de nos efforts, elle apparaissait comme étant celle ayant la meilleure capacité de rassemblement, nous ne pourrions pas pour autant nous inscrire dans une démarche de ralliement et d'effacement — ce serait d'ailleurs vrai pour toute autre candidature. Il apparaît hors de propos de se fondre dans la nouvelle force politique que constitue, ou veut constituer, la France insoumise tant pour des raisons structurelles que pour des raisons de fond : cela ne

correspond pas à notre démarche. Mais, renonçant à ajouter de la division à la division en présentant un candidat collant au plus près à ce que nous voulons porter dans le débat présidentiel, nous pourrions cependant décider d'un soutien que chacun est libre d'apporter à un candidat qui se présente, tout en conservant une souveraineté de parole et d'action dans la campagne, et en essayant de contribuer le mieux possible à faire réussir cette candidature. Nous nous emploierions également à élargir toujours plus le cercle du rassemblement tant pour la présidentielle que pour les législatives à suivre. Une telle option nous permettrait-elle de faire entendre la voix des communistes et de contribuer au grand débat de projet que nous appelons de nos vœux ? Nous permettra-t-elle d'envisager au mieux l'échéance des législatives, ou plutôt, comment pourrions-nous, dans ce contexte, préparer au mieux ces échéances ? Comment traverserons-nous les contradictions qui pourraient apparaître ? Nous devons apporter des réponses à ces questions.

Enfin — c'est une lapalissade — constitués en Parti politique, si nous pouvons soutenir des candidats avec lesquels nous faisons route commune, nous sommes naturellement fondés à concourir aux élections en présentant directement des candidats si nous le jugeons nécessaire. Une telle candidature ne pourrait en aucun cas relever du registre de l'affirmation identitaire, compte tenu des orientations politiques que nous avons déterminées face à la situation. En effet, après avoir œuvré au rassemblement, nous ne devons pas apparaître comme portant une responsabilité dans la division et dans une éventuelle catastrophe politique issue des urnes. L'idée existe que nous devrions mettre nous aussi une candidature sur la table, quitte à la retirer si elle n'apparaissait pas en mesure d'être vraiment utile à notre combat dans cette échéance. La possibilité d'une candidature existe, puisque je l'évoque, mais désigner quelqu'un aujourd'hui, ou plutôt le 5 novembre, nous engagerait dans un processus de campagne et si nous devons le faire, il vaudrait mieux que ce soit pour aller au bout. Mais, dans le contexte que j'ai décrit et compte tenu de l'expérience passée, une telle candidature pourrait-elle se fixer un autre objectif que de témoigner ? Est-ce la meilleure manière de se mettre en dynamique pour les législatives et pour la période qui suivra ? Je pose à voix haute les questions qui viennent dans nos discussions, pour que nous essayions d'y apporter des réponses communes.

Voilà en somme, dans l'intensité des contradictions politiques du moment, les hypothèses qui sont devant nous, que nous devons instruire, sur lesquelles nous devons travailler pour nous placer le plus possible à l'offensive et faire valoir au mieux l'utilité de la force que nous représentons et qui compte dans ce pays. Si j'ai présenté les choses ainsi, après discussion du Comité exécutif national, c'est parce que les questions sont ouvertes et, contrairement à ce que prétendent quelques fantasmes qui traînent, il n'y a aucune décision cachée qui serait déjà prise. Le choix appartiendra aux communistes, suite à la Conférence nationale, conformément à nos décisions de congrès.

Il faut apprécier au mieux la situation. Et il faudra sans doute s'entendre sur cette question : y aura-t-il quelque chose à attendre de la présidentielle ? Sans renoncer à ouvrir des brèches, pour l'heure, nous pouvons nourrir les plus grandes craintes. Mais une chose est sûre, beaucoup de l'avenir, quoiqu'il en soit de la présidentielle, se jouera aux élections législatives. Nous devons sans attendre les préparer : de quel député avez-vous besoin ? De quel député de gauche avez-vous besoin ? Quelles propositions voulez-vous voir portées ? Les élections législatives doivent nous permettre de nourrir le débat politique général de 2017, et de favoriser au plus l'intervention populaire. À partir de la grande consultation et de ses résultats, nous pouvons d'ores et déjà engager des dynamiques. Et de possibles candidates et candidats peuvent y jouer un rôle moteur. Nous pourrions, courant janvier, organiser, devant l'Assemblée nationale,

un rassemblement de candidates et candidats aux élections législatives pour dynamiser cette campagne, et pourquoi pas, tiens, le 21 janvier, le jour où Louis XVI a perdu la tête, pour réitérer notre refus de la monarchie sous toutes ses formes, y compris présidentielle.

Dans les semaines qui viennent, nous devons donc, ensemble, instruire ce débat, en continuant nos efforts politiques pour élargir le champ des possibles. Beaucoup de communistes, sans doute une majorité, s'interrogent et notre discussion collective sera décisive pour avancer. Quel que soit notre choix, ce que nous devons protéger par-dessus tout, parce que c'est notre meilleur atout pour aujourd'hui, pour les échéances qui viennent, et pour demain, c'est notre unité, notre capacité à agir ensemble, la force de notre collectif.

Pour préparer la Conférence nationale du 5 novembre, nous pourrions désigner une délégation de notre Conseil national qui pourrait, à partir des résultats de la grande consultation et des questions politiques qui nous sont posées pour les échéances de 2017 aller rencontrer les différentes forces avec lesquelles nous serions susceptibles de converger afin de pouvoir définir nos orientations avec la meilleure connaissance possible des tenants et des aboutissants. Mais dès la semaine prochaine, la discussion doit s'amplifier dans le Parti, sur la base de nos travaux, et nous pourrions proposer aux organisations du Parti de faire remonter des procès-verbaux de leurs discussions afin de nourrir la préparation de la Conférence nationale.

Faisons monter le débat, faisons grandir l'envie de politique et de république, l'envie de gauche et de révolutions, l'envie d'émancipation humaine, l'envie de commun, l'envie de changer les choses. Le printemps social que nous avons connu montre qu'il existe dans notre pays des forces considérables. Quelles autres initiatives que celles que j'ai évoquées pouvons-nous prendre ? La période les appelle foisonnantes et innovantes. Qu'aujourd'hui notre Conseil national en propose et que partout cet appel soit entendu.

Chères et chers camarades,

Nous devons aborder ces débats comme la période qui vient avec humilité, audace et sérénité. Sans surestimer les possibilités de la période, nous devons avoir confiance en notre force collective. Notre parti a peut-être été la force politique la plus active sur le terrain durant ces derniers mois. Elle y a puisé une énergie renouvelée. Nous devons conforter cette dynamique et nous saisir de tous les enjeux qui animent le questionnement de notre peuple. Sans attendre, nous devons engager les batailles qu'exige la situation. Surmonter les failles, étonner la catastrophe. Comment faire ?

Vous me pardonnerez de conclure en forme d'hommage, en vous citant la profession de foi de notre camarade Michel Vaxès à l'occasion des élections législatives de 1997. Questions-réponses. « Ce que vous considérez comme essentiel ? La seule chose essentielle, c'est la vie des gens et le meilleur parti pris, c'est le parti pris des gens. Ce que vous promettez ? Aux promesses trop souvent non tenues, je préfère l'engagement au service des gens et la fidélité à mes convictions. L'engagement que j'ai définitivement pris, c'est celui de travailler inlassablement avec toutes celles et ceux qui le souhaitent à rechercher ensemble, dans le respect de nos approches, de nos histoires, de nos sensibilités différentes, les solutions les mieux à même de répondre aux légitimes exigences humaines d'une vie qui assure à chacun sa dignité. »

Introduction pour les assemblées générales des communistes

Chères et chers camarades,

Sur le visage du monde, au front de nos contemporains, il y a ce pli d'inquiétude. Nous savons plus ou moins confusément n'en avoir pas fini avec les catastrophes. Sans les nier, ni sans les augmenter, il s'agit donc de ne pas s'y résoudre. Comme l'écrivait Victor Hugo : « étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait ». La catastrophe, c'est le chaos du monde qui vient frapper jusqu'à nos moments de fête, c'est ce délitement dans la guerre, c'est cette dégringolade dans la mal-vie, ce sont les pulsions de domination qui détruisent, c'est le piège identitaire, c'est la passivité devant la dégradation de la planète, c'est tout ce qui entrave l'émancipation humaine. La catastrophe ne vient pas de l'au-delà de la mer, des fleuves et des montagnes, elle ne vient pas de la liberté des femmes, elle ne vient pas des manifestants qui refusent le libéralisme, la destruction des droits et les inégalités.

De ce qui vient, nous ne savons pas tout, nous ne pourrions tout maîtriser, mais on nous trouvera debout, cherchant à gagner de la hauteur et de la profondeur, cherchant à agir avec d'autres, avec chacune et chacun, c'est-à-dire à faire de la politique.

Il faut donc s'attacher à essayer de faire face aux questions qui nous sont posées dans cette période de grand trouble et à esquisser ce que pourraient être des réponses, dans la foulée du congrès.

I- Une situation de crise

Un grand combat pour la paix

En cette journée de mobilisation pour la paix, l'exigence de faire échec aux logiques de guerre essaye de se frayer un chemin. Ces trente dernières années, les guerres de domination politique et économique ont alimenté ce chaos mondial qui croît et dont les signes se manifestent avec une violence de plus en plus forte à travers le monde et jusque sur notre territoire. La paix est une construction politique. La paix est menacée lorsque l'eau vient à manquer, lorsque les inégalités se creusent, lorsque l'injustice s'installe, lorsque les pulsions de domination s'imposent, lorsque le racisme se révèle dans des violences policières. Faire grandir une culture de paix, ce n'est pas faire le choix de la naïveté, tout au contraire, c'est dans le même mouvement réveiller les consciences sociales et les aspirations démocratiques. C'est donner la force aux peuples de choisir l'avenir et de le construire, non pas de le subir. La paix doit être un grand projet politique pour la France et le monde.

C'est pourquoi la guerre des civilisations dans laquelle des forces totalitaires ont décidé de s'engager, et dont l'affrontement identitaire qui se développe dans notre pays est l'une des manifestations, doit être combattue avec la dernière énergie et éteinte. Ce qui nous guette dans cette voie, ce n'est pas la victoire de quelque civilisation que ce soit, comme en rêvent ses protagonistes haineux, mais la « décivilisation sans rivage » dont parle Lucien Sève, la déshumanisation de l'humanité sous la domination insensée du maître-argent, des grands propriétaires, de la finance tentaculaire, du capitalisme.

Dans ce contexte, alors que l'Union européenne est en train de payer le prix de son mépris des peuples et de la démocratie, le sommet européen de Bratislava n'a eu pour obsession que de revenir au vieux débat sur l'Europe de l'armement. Cela confirme que le projet européen est plus que jamais en question. Cette réunion aurait aussi pu être l'occasion de s'interroger sur la refondation d'un Euro de plus en plus critiqué (dernièrement par le prix Nobel Joseph Stiglitz) ou sur la gestion calamiteuse de l'accueil des réfugiés fuyant la guerre et la misère. Au lieu de cela, la Commission continue à édicter ses règles libérales.

Accueillir les réfugiés

Dans notre pays, après avoir accompagné les discours de fermeture, il semble que le gouvernement essaye de faire bonne figure en organisant l'accueil des 12 000 hommes, femmes et enfants de Calais. Mais l'attitude de plusieurs Présidents de Région de droite, indiquant leur refus d'accueillir, déclarant leurs régions hors zone de solidarité et d'asile est indigne de la République. Nous ne devons pas les laisser parler ainsi au nom des populations de nos territoires. A contrario, l'engagement de maires, en exigeant de l'Etat qu'il assume ses responsabilités et ne se défausse pas pas comme il sait si souvent le faire, est un geste d'humanité et un geste politique puissant. Comme le montrent de multiples expériences, si l'on affronte les débats que cela peut soulever, la solidarité prend le dessus.

Une étude de l'OCDE publiée cette semaine montre que les « migrations permanentes » ne représentent que 0,4% de la population de ses pays et que non seulement l'impact de ces arrivées est infinitésimal sur l'emploi mais qu'en plus, si l'on avait une véritable politique d'accueil, il s'avèrerait économiquement bénéfique, pour s'en tenir à cette seule dimension. Quoiqu'il en soit, des drames qui frappent ces hommes et ces femmes, toute l'humanité est comptable.

L'industrie au coeur de l'offensive de la finance

Le bilan social du quinquennat est catastrophique et ce n'est pas la faute des réfugiés. Selon l'OFCE, la politique des gouvernements Hollande aura conduit à une hausse des impôts de 35 milliards d'euros pour les ménages et à une baisse de 20 milliards pour les entreprises. Le taux de marge des entreprises aurait atteint un niveau comparable au record historique des années 2000, tandis que 100 000 personnes de plus se seront retrouvées au chômage.

Et cela va de pair avec le bilan économique. La situation d'Alstom, dont l'Etat détient 20% du capital, est une nouvelle illustration de la destruction méthodique du tissu industriel de notre pays, qui a été largement accompagnée par le pouvoir. Ces événements viennent souligner le faible engagement de l'Etat pour le développement des transports ferrés qui sont un enjeu écologique et social majeur.

Un autre débat a pris de l'ampleur ces derniers mois, autour de l'usine d'alumine Alteo de Gardanne (ex-Péchiney), dont la ministre de l'environnement demande la fermeture. Comment peut-on se dédouaner ainsi de ses responsabilités sociales et environnementales liées ? Une pétition est en ligne pour exiger des propriétaires et de l'Etat un engagement pour des investissements efficaces afin de produire dans le respect de l'environnement.

Les forces de la finance se cachent ; nous devons prendre des initiatives pour les démasquer, comme l'ont fait Alain et Eric Bocquet dans leur livre qui dénonce les « sans domicile fisc ». Selon les comptes nationaux de l'INSEE, ce sont aujourd'hui 25% des richesses produites par l'Industrie qui sont aspirées par la finance contre 5% il y a trente ans. L'investissement dans l'appareil productif recule de cinq milliards d'euros par an depuis 2000 dans notre pays. L'industrie est un atout indispensable pour l'avenir, a fortiori pour qui voudrait s'attaquer au défi climatique et environnemental. Notre économie est gravement fragilisée par la faiblesse du développement industriel et l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de répondre aux besoins. Cela appelle une réflexion et une offensive globale portant une ambition industrielle durable. La sécurisation de l'emploi et de la formation, la création d'un pôle public bancaire, l'écriture d'un code du travail du XXIème siècle donnant plus de droits et pouvoirs aux salariés, l'arrêt du gaspillage d'argent public distribué directement aux actionnaires, les nationalisations-socialisations de secteurs clés...

Une myriade de batailles sociales

Plus généralement, la République est minée par ses multiples manquements à sa promesse originelle. Ainsi, la Fondation Abbé-Pierre lance une campagne intitulée #onattendquoipointant du doigt la situation de 3,8 millions de personnes sans domicile ou sans domicile décent et les 15 millions au total soit un quart de la population française fragilisées d'une manière ou d'une autre par la crise du logement. Dans un autre domaine, la Cour des comptes se félicite de voir réduit le fameux « trou » de la sécurité sociale, mais à quel prix ? A quel prix pour la santé, pour les retraites, pour les personnels hospitaliers, pour les territoires ? Dans un autre domaine encore, la rentrée scolaire a vu la très contestée réforme du collège entrer en vigueur et les classes surchargées se multiplier — il y en aurait 100 000 en primaire. La jeunesse de notre pays mérite un tout autre engagement de la société à ses côtés.

Pendant ce temps, l'état d'urgence se poursuit et avec lui les réquisitions contre les manifestants du Printemps contre la Loi dite « travail », criminalisés et salis dans leur engagement, qu'ils trouvent ici la marque de notre soutien. La mobilisation, d'ailleurs, n'est pas terminée et ni les peurs ni les torpeurs de l'été n'ont eu raison du profond rejet qui s'exprime de cette loi de casse du code du travail. Les offensives menées pour porter l'affaire devant l'OIT contribuent à en faire une bataille internationale qui vient affaiblir les arguments les tenants du dumping social mondial, il y a là un champ ouvert, comme en témoigne le récent livre de Bernard Thibault. Comme sont ouverts de nombreux champs du commun.

Ce puzzle ne suffit pas à faire le tour de la période (on aurait également pu citer une bataille à mener face aux indécentes de Vinci en matière d'autoroutes et de péages...), mais il en indique certains traits de caractère parmi les plus saillants. Nombreuses sont les questions auxquelles les hommes et les femmes de notre pays sont confrontés, qui mériteraient de débattre et de proposer. Nombreuses sont les questions escamotées du débat public, au profit de controverses politiques indignes des grands défis de notre temps et des attentes de notre peuple. C'est pourquoi nous avons initié la grande consultation citoyenne.

II- Le Parti communiste à l'offensive

La Grande consultation citoyenne, et après ?

Ce fut l'une des décisions importantes de notre congrès que cette grande enquête menée par les militants communistes dans tout le pays. Depuis le printemps, nous avons rencontré des centaines de milliers de personnes et ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir pris le temps de répondre. Cela nous a demandé un effort militant considérable, de la ténacité et de la détermination. Les communistes qui en ont fait l'expérience savent la richesse des moments partagés et des débats que cette démarche nous a permis.

Nous avons mis en actes — c'est un début — notre projet de permettre à notre peuple d'être l'auteur de son destin. Dans une société où la politique est tant discréditée et où le renoncement gagne du terrain, nous voulons plus que jamais que la parole populaire soit incontournable dans le débat public. Cette campagne a placé notre parti dans une position de dialogue et d'échanges qui est de nature à renforcer notre enracinement populaire. D'un côté, les questions que nous posons sont ainsi en train de grandir et de cheminer dans la société. Et d'un autre, la façon dont notre peuple se vit, se pense et pense son avenir vient à la fois enrichir, soutenir et interpeler notre politique.

Nous ne sommes pas à côté des enjeux de 2017 en posant cette question : Que demande le peuple ? » Nous posons la bonne question, celle que tout le monde évacue du débat. La seule qui vaille. Cela nous permet de chercher le commun et nous devons y travailler jusqu'au bout.

C'est pourquoi, nous devons encore amplifier notre démarche dans les quinze jours qui viennent et faire du week-end prochain les 1er et 2 octobre, un grand moment de mobilisation autour de la grande consultation citoyenne pour donner au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes une chance supplémentaire de se faire entendre.

Et c'est pourquoi le 8 octobre prochain, à l'issue de cette Grande consultation citoyenne, nous tiendrons un grand événement de restitution de cette enquête. Nous y présenterons un portrait de la France que l'on n'a pas l'habitude de voir, pour contribuer à aider notre peuple à prendre conscience de lui-même, loin des clichés auxquels on voudrait qu'il se conforme. Nous y ferons la démonstration qu'il existe une majorité populaire pour une vraie politique de gauche, pour un pacte d'engagement commun qui pourrait unir les forces aujourd'hui dispersées. Nous engagerons une nouvelle phase de notre déploiement pour faire grandir l'action et les initiatives politiques dont notre pays a besoin.

Le samedi 8 octobre, dans toute la France, à 14h30, on pourra regarder « Ce que demande le peuple, l'émission » en direct et en public, et l'on pourra interagir. Les résultats seront détaillés, des participants à l'enquête viendront les commenter, ainsi que des acteurs publics et notre secrétaire national, Pierre Laurent en tirera de premières conclusions et esquissera les grands axes qui pourraient fonder un pacte d'engagements communs. On pourra ensuite prolonger le débat, il le faudra. On pourra faire connaître ce qu'il en ressort par un tract national, organiser des moments de restitution dans les circonscriptions, dans les villes, les quartiers.

Ces dizaines de milliers de discussions vont nous rendre plus forts, plus légitimes aussi pour dans le débat public, pour servir les aspirations populaires, pour nous adresser aux forces de gauche avec lesquelles nous pensons possible de construire une réponse partagée.

Un paysage politique instable mais préoccupant

Est-il trop tard ? Non, il reste encore de la place, du temps avant que tout soit verrouillé. Lors de la Fête de L'Humanité, nous avons réussi à donner de l'écho à cette interpellation. Mais cela n'est pas suffisant. Pour instable qu'elle soit, la situation n'a pas significativement bougé à ce stade.

Tout en amplifiant notre effort politique, décidé au congrès, nous devons continuer à approfondir notre analyse de la situation politique pour éclairer le débat qui nous conduira jusqu'à notre Conférence nationale du 5 novembre. Cette conférence devra prendre des orientations pour l'élection présidentielle et les élections législatives et les soumettre aux communistes.

Tout d'abord, le danger est plus menaçant que jamais. Pendant que la droite se déchire en dressant l'inventaire des mesures les plus réactionnaires possibles, l'extrême droite se sent pousser des ailes et espère se trouver au rendez-vous d'une fenêtre historique. Marine Le Pen tente d'adopter une posture de rassemblement et occupe plus que jamais une place centrale dans les médias et dans le débat. Se sentant confortée par tous les Trump de la planète, elle se pose en « candidate du peuple », un peuple redessiné selon ses insupportables fantasmes, chosifié et assujéti. Cet impossible peuple n'est pas le peuple de France, ce n'est pas notre peuple. Il faut s'attacher à démonter cette imposture. C'est en se présentant comme un abri face aux peurs, aux menaces et à toutes sortes d'intempéries réelles ou supposées, que l'extrême droite agglomère des victimes désunies qu'elle a contribué à isoler. Le peuple dont il faut parler est une association d'hommes et de femmes libres, égaux, égales, consciente de son histoire et de sa diversité, rassemblée pour un projet commun. Le peuple dont il faut parler a vocation à devenir un sujet politique, qui s'émancipe lui-même. Il n'y a pas d'issue dans le populisme. C'est donc bien sur le terrain du projet, sur le terrain de l'avenir qu'il faut chercher, qu'il faut bâtir, qu'il faut construire un peuple de citoyennes et de citoyens actrices et acteurs de leur destin commun.

Or, la dynamique la plus forte, sans doute, est bien celle du désintérêt, du désenchantement. L'idée s'installe qu'il n'y a rien à attendre de la politique en général et de ces élections en particulier. Elle s'installe en particulier à gauche, mais plus largement, parmi les couches populaires, les ouvriers, les salariés, les chômeurs, les retraités. Sans renoncer à convaincre qui que ce soit, c'est là, sans doute, notre premier adversaire.

La droite espère pouvoir disputer la victoire et c'est cela qui rend si âpre sa bataille interne. La nature des propositions en débat indique clairement un nouveau coup de barre à droite de ses orientations politiques, tous candidats confondus. Lors des dernières échéances le poids électoral de la droite et de l'extrême droite, voyant en certaines régions la gauche complètement éliminée, a produit des paysages politiques monstrueux et produit désormais des politiques antisociales et autoritaires complètement débridées.

Pour leur part, le Parti socialiste et ses alliés continuent dans la voie du libéralisme et le Président commence à écrire à sa façon l'histoire du quinquennat qui s'achève, se glorifiant de son impopularité, qui serait la marque d'une politique courageuse. François Hollande semble parier sur un nouveau concours de circonstances, tandis que le ministre de l'économie, Emmanuel Macron s'en est allé « prendre la mer », pour tirer lui aussi tout ce petit monde plus encore vers la droite de l'échiquier. Les primaires qui s'annoncent voient la contestation de la ligne gouvernementale s'exprimer, mais s'incarner dans la dispersion. Le malaise est perceptible.

Europe-Ecologie-Les Verts est également engagé dans une primaire interne, ayant choisi de présenter un candidat n'ayant pas vraiment d'autre ambition que de faire entendre un discours écologiste dans la présidentielle.

Jean-Luc Mélenchon, pour sa part, continue à défendre sa candidature au nom de La France insoumise, estimant que « le rassemblement de la « gauche » empêcherait le peuple de se fédérer ».

Peu d'écho est donné aux candidatures de Lutte Ouvrière et du Nouveau Parti Anticapitaliste dans les médias.

A regarder ce paysage, on craint ce qu'il pourra en sortir. Et pourtant, il ne s'agit pas de renoncer.

Deux raisons d'insister

En effet, nombre de celles et ceux qui avaient placé quelque espoir dans l'élection de François Hollande contre Nicolas Sarkozy, se sentent trompés. Le printemps social a montré qu'il existe dans notre pays une majorité contre la Loi travail et pour un code du travail du XXIème siècle. Cette majorité est invisible dans ce découpage politique. Sans nier les contradictions qui traversent notre peuple, ce printemps social, à l'image d'autres mobilisations, et comme on peut le voir sur d'autres sujets comme celui du droit de vote des étrangers, indique qu'il peut exister des dynamiques populaires sur des idées de progrès.

Ensuite, les illusions que les citoyennes et citoyens pourraient nourrir à l'endroit des individus providentiels ont été largement affaiblies par les expériences répétées. Si le renoncement à la politique peut croître à l'aune de cet abaissement de la fonction présidentielle, il y a aussi de la place pour faire vivre une démarche politique plus exigeante et plus porteuse qui ne se limite pas à abdiquer son pouvoir de citoyen pendant cinq ans au profit d'un seul ou d'une seule.

Les enjeux de 2017

Refusant d'en reprendre pour cinq ans de libéralisme, d'austérité et d'autoritarisme, nous voulons réenclencher la marche avant, celle du progrès social, démocratique, écologique. Nous voulons donc, pour cela, contribuer à faire émerger une majorité pour une politique de gauche, qui ne saurait emprunter aux orientations du quinquennat qui s'achève. Or, cette majorité ne pourra pas se construire uniquement sur la matrice de l'élection Présidentielle : nous voulons commencer à renverser l'ordre présidentiel qui n'en finit pas de dégrader la démocratie et la République, ce qui commence par une revalorisation des législatives et du pouvoir parlementaire. Il faut envisager toute la séquence, et y imaginer des victoires, en ayant à l'esprit que la question de l'avenir de la gauche, de l'existence d'un courant politique de transformation sociale et d'émancipation humaine est posée, comme on le voit également ailleurs en Europe et dans le monde.

Pour le Parti communiste français, l'enjeu est double : être utile à notre peuple en jouant le rôle qui lui a été assigné d'unir et de rassembler celles et ceux qui ont intérêt et portent intérêt au changement ; avoir les moyens de peser aujourd'hui et demain dans les batailles politiques qui s'annoncent et qui se poursuivront au-delà de 2017.

Il faut bien reconnaître que le piège présidentiel finit par résumer les questions et les possibles au choix d'un candidat. Il faudra bien en passer par là au bout du compte, car nous ne saurions passer notre tour, mais cela n'aurait que peu de sens sans une stratégie plus large, intégrant pleinement les législatives, les sénatoriales et l'ensemble des batailles à venir.

Nous devons donc amplifier notre effort de rassemblement des forces qui pourraient se mobiliser pour une politique de transformation sociale et démocratique progressiste. Et cet démarche de fond devra nous guider durant toute la période qui s'ouvre. Nous voulons réussir ce que nous avons entrepris lors de notre congrès : rassembler au mieux des forces aujourd'hui dispersées en construisant une candidature commune et partagée capable de créer une dynamique nouvelle à la présidentielle et faire de même aux législatives. L'affirmation de cette volonté devra se poursuivre, quoiqu'il en soit et quels que soient les choix de candidatures que nous pourrions être amenés à effectuer dans les conditions politiques du calendrier.

Trois hypothèses dans le débat

En vue de notre conférence nationale, à l'heure où nous parlons, trois hypothèses, principalement, sont dans le débat.

D'abord, celle de décider, le 5 novembre, de nous donner encore du temps pour aboutir. La conscience du danger va grandir dans la campagne et nous ne sommes pas au bout des coups de théâtre possibles. Nous savons nous heurter à des difficultés objectives : le risque de voir l'essentiel des forces de la mouvance socialiste qui contestent l'orientation libérale renoncer en soutenant contre nature un candidat qui poursuivrait sur la pente gouvernementale actuelle ; la démarche isolée d'EELV dont l'image est brouillée par les divisions et la participation gouvernementale ; la stratégie de clivage et la posture apparaissant aut centrée de Jean-Luc Mélenchon ; l'absence actuelle de candidature consensuelle semblant en mesure d'incarner ce large rassemblement à gauche ; le manque de débat politique sur les grands enjeux permettant de mettre en évidence les convergences possibles. Ainsi, dans ce cas, ne prendrions-nous pas le risque d'être complètement absents de cette bataille ? Nous entrons dans un temps décisif et nous ne saurions être suspendus aux décisions des uns et des autres, dont certaines viendront à la fin janvier, pour nous y engager.

Ensuite, se présente l'hypothèse de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui était notre candidat avec le Front de gauche en 2012. Il ne prétend pas être le candidat du rassemblement que nous souhaitons réaliser ; chacune, chacun a pu prendre connaissance de sa philosophie, en particulier dans le grand entretien qu'il a accordé à L'Humanité mardi dernier. A défaut, dans quelles conditions et pour quels objectifs politiques pourrions-nous soutenir cette candidature ? Si, au bout de nos efforts, cette candidature apparaissait comme étant celle ayant la meilleure capacité de rassemblement, nous ne pourrions pas pour autant nous inscrire dans une démarche de ralliement et d'effacement — ce serait d'ailleurs vrai pour toute autre candidature. Il apparaît hors de propos de se fondre dans la nouvelle force politique que constitue La France insoumise : cela ne correspond pas à notre démarche. Mais, renonçant à ajouter de la division à la division, en présentant un candidat collant au plus près à ce que nous voulons porter dans le débat présidentiel, nous pourrions cependant décider d'un soutien, tout en conservant une souveraineté de parole et d'action dans la campagne, et en essayant de contribuer le mieux possible à faire réussir cette candidature en élargissant toujours plus le cercle du rassemblement. Un tel choix nous permettrait-il de faire entendre la voix des communistes et de contribuer au grand débat de projet que nous appelons de nos vœux ? Comment pourrions-nous préparer au mieux l'échéance des législatives ? Comment traverserons-nous les contradictions qui pourraient apparaître ? Nous devons apporter des réponses à ces questions.

Enfin, — c'est une lapalissade — constitués en Parti politique, si nous pouvons soutenir des candidats avec lesquels nous faisons route commune, nous sommes naturellement fondés à concourir aux élections en présentant directement des candidats si nous le jugeons nécessaire. Une telle candidature ne pourrait en aucun cas relever du registre de l'affirmation identitaire, alors que nous voulons oeuvrer au rassemblement le plus large. Une telle candidature pourrait-elle se fixer un autre objectif que de témoigner ? Est-ce la meilleure manière de se mettre en dynamique pour les législatives et pour la période qui suivra ? Je pose à voix haute les questions qui viennent dans nos discussions, pour que nous essayions d'y apporter des réponses communes.

Voilà en somme, dans l'intensité des contradictions politiques du moment, les hypothèses qui sont devant nous, que nous devons instruire, sur lesquelles nous devons travailler pour nous placer le plus possible à l'offensive et faire valoir au mieux l'utilité de la force que nous représentons et qui compte dans ce pays. Les questions sont ouvertes et chaque hypothèse porte son lot d'avantages et d'inconvénients. Le choix appartiendra aux communistes, suite à la Conférence nationale, conformément à nos décisions de congrès.

Quel que soit le doute qui pèse sur l'intérêt que pourra représenter dans ce contexte la présidentielle pour faire avancer notre combat, une chose est sûre, beaucoup de l'avenir, se jouera aux élections législatives. Nous devons sans attendre les préparer : de quel député avez-vous besoin ? de quel député de gauche avez-vous besoin ? quelles propositions voulez-vous voir portées ? Les élections législatives doivent nous permettre de nourrir le débat politique général de 2017, et de favoriser au plus l'intervention populaire. A partir de la grande consultation et de ses résultats, nous pouvons d'ores et déjà engager des dynamiques. Et de possibles candidates et candidats peuvent y jouer un rôle moteur. Nous pourrions, courant janvier, organiser, devant l'Assemblée nationale, un rassemblement de candidates et candidats aux élections législatives pour dynamiser cette campagne.

Beaucoup de communistes, sans doute une majorité, s'interrogent face aux enjeux et notre discussion collective sera décisive pour avancer. Quel que soit notre choix, ce que nous devons protéger par-dessus tout parce que c'est notre meilleur atout pour aujourd'hui et pour demain, c'est notre unité, notre capacité à agir ensemble, la force de notre collectif.

* *
*

Chères et chers camarades,

Nous devons aborder ces débats comme la période qui vient avec humilité, audace et sérénité.

Notre Parti a peut-être été la force politique la plus active sur le terrain durant ces derniers mois. Elle y a puisé une énergie renouvelée. Nous devons conforter cette dynamique et nous saisir de tous les enjeux qui animent le questionnement de notre peuple. Faisons grandir l'envie de politique et de république, l'envie de gauche et de révolutions, l'envie d'émancipation humaine, l'envie de commun, l'envie de changer les choses. Prenons des initiatives.

Conseil national – 24 et 25 septembre 2016 – Discussion

Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

Tout le monde a conscience de la difficulté de la situation et de notre responsabilité politique. Accueil très positif de la consultation citoyenne qui montre les potentialités mais pas assez d'implication des communistes. Notre démarche de projet et de candidature communs bien comprise et les initiatives de rassemblement sont à amplifier. La justesse de notre position n'a pas empêché la multiplication des candidatures. Inquiétude des communistes sur 2017. Risques d'une candidature communiste. Le rassemblement avec Mélenchon semble pour certains la seule option possible mais en y prenant notre place. Il faut préserver l'unité du Parti dans un débat collectif. Priorité aux législatives dès maintenant pour un groupe le plus important possible.

Jean-Louis Le Moing – Loir-et-Cher

Ancrer le débat des communistes au cœur des enjeux, comme l'a fait le rapport. C'est la garantie de l'unité du Parti. Bien mesurer les risques. Ça va bouger. Six mois, en politique, c'est une éternité. Attention de ne pas être en décalage. Les gens vont exiger une candidature de rassemblement. Il ne faut pas renoncer, mais relancer fortement notre démarche. Il faut ancrer notre campagne dans les circonscriptions législatives.

Véronique Mahé – Loire-Atlantique

Face au désarroi, nous devons travailler à une 3^e voie, même si elle ne semble pas sérieuse pour certains. Se rallier à Jean-Luc Mélenchon n'est pas la seule réponse, comment se ranger derrière un candidat autoproclamé, refusant toute démarche collective, enterrant le FdG, multipliant insultes et provocations vis-à-vis du PCF et de ses dirigeants, avec une dérive des propos tels ceux sur les travailleurs détachés. Rien n'est figé, nous devons poursuivre nos efforts au-delà du 5 novembre. La nostalgie de 2012 ne suffira pas et nous devons sortir de notre conférence nationale avec des réponses concrètes sur le programme et une candidature mise à disposition du rassemblement et de la gauche. Créer une dynamique populaire pour faire monter notre volonté de rassemblement.

Jean-Michel Guérineau – Cher

D'abord, rappeler la justesse de notre analyse et de notre positionnement. Où en sommes-nous ? Les primaires se mettent en place. Mélenchon est en campagne. Notre parti fait des efforts pour la mobilisation populaire avec des résultats limités. Beaucoup de communistes attendent une décision sur la question des présidentielles. Que faire ?

Avoir une initiative politique qui exprime ce que nous voulons : rupture avec le système en place et faire grandir l'idée qu'une alternative est possible et rassemblement sur cette orientation. Nous devons mettre en évidence quelques points de contenus. Le 8 octobre doit être utilisé pour cela. En fait, il s'agit de formuler une offre politique qui porte :

- sur le fond : les axes essentiels de notre projet ;
- sur le couple présidentielle/législatives et les campagnes à mener (candidatures et cadre commun).

Offre politique à faire aux candidats potentiels et, d'abord, à Jean-Luc Mélenchon. En tout cas, ne plus attendre. Faire un choix effectif début novembre.

Frédéric Genevée - Val-de-Marne

Il faut instruire le débat sur les 3 options. Le rassemblement et notre perspective de long terme, mais il n'y aura pas de candidature unitaire au 1^{er} tour car il y aura un candidat social-libéral et la gauche sera divisée. Donc, dans la conjoncture à moyen terme, il faudra choisir entre candidature communiste et Mélenchon. La candidature communiste diviserait et serait un face à face avec le peuple - ce que nous reprochons à JLM. Il faut donc interpeller JLM - mais pas au même niveau que les autres forces de gauche car il a combattu comme nous Hollande. Interpellons pour explorer la possibilité d'une campagne commune hors France insoumise.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Le premier rôle du Parti communiste en cette rentrée est de ne pas se laisser imposer les sujets de débat. Il faut remettre la rentrée sur une base sociale : le débat contre la précarité, pour les services publics, pour le droit à la vie digne. Le 8 octobre, lors de la restitution de la grande consultation citoyenne, le Parti communiste doit exprimer qu'il est en campagne sur les thèmes extraits de la consultation. Oui, il faut débattre et rassembler le Parti pour préparer la conférence nationale mais le débat doit se faire aussi sur le fond, l'avenir politique du PCF et de la gauche, pas seulement sur le nom d'un candidat en se comportant parfois comme un club de supporters.

Durand Denis – Paris

La faible visibilité de nos idées contribue à affaiblir la gauche parce qu'elle laisse libre cours aux discours de division de Valls ou de Mélenchon.

Pour empêcher ces idées de devenir hégémoniques à gauche et rendre de nouveau possible un rassemblement majoritaire, il est vital que les idées communistes se fassent entendre : conquérir par la lutte des pouvoirs sur l'argent public, le crédit bancaire, les profits des entreprises afin de faire reculer les licenciements et la précarité et de financer le renouveau dont les services publics ont besoin en France et en Europe.

Pour cela, il n'y a pas d'autre moyen que de faire ce que nous avons décidé au congrès : mettre une candidature à la disposition du rassemblement. La dynamique qu'elle créera aidera, tout de suite, à placer le débat pour le rassemblement à gauche sur des bases plus constructives qu'aujourd'hui ; elle aura des effets à court terme, dès les législatives, et elle contribuera à rouvrir le champ des possibles pour l'avenir.

Isabelle Mathurin – Paris

Accroissement des inégalités sociales et baisse des moyens au service public, désertification de territoires et privatisation des services publics. Montée des luttes : ex lutte nationale sur le nouveau contrat postal. Assises du service public du 21^e siècle le 19 novembre à Montreuil avec Convergence service public. Le PCF participe à cette construction du service public que nous voulons avec syndicalistes, élus et partis de gauche pour un manifeste. Associer les organisations de jeunesse. Thèmes du manifeste remontent des collectifs locaux. Y contribuer avec tous les secteurs concernés pour une élaboration démocratique.

Céline Malaisé – Paris

Défi d'ampleur posé aux forces progressistes, gauche et République avec l'accélération de la crise politique, de régime ; la dégradation des rapports de force entre les classes ; une société divisée et confrontée à des défis identitaires ; bataille culturelle perdue... auxquels s'ajoute le poids du terrorisme.

A gauche, fin d'un cycle politique ouvert en 2005, qui accentue désarroi dans peuple de gauche.

Réflexion à partir de 3 hypothèses raisonnables à l'issue de la présidentielle (victoire du FN ; de la droite ; de la candidature PS) en lien avec les législatives où la gauche est donnée, dans le 2^{ème} cas, avec au maximum 100 députés.

Garder le cap du rassemblement à gauche qui est le seul à même de contrecarrer catastrophe et cette exigence d'unité va grandir.

Mais aussi envisager hypothèse de son échec et s'y préparer le cas échéant : 3 options :

- Etre absent : impensable
- Mélenchon : désaccord profond sur projet politique pour l'après ; rupture sur rassemblement pour reconstruire la gauche après la défaite de toutes ses composantes.
- Candidature communiste pour porter pacte d'engagements communs et une voix d'unité ; choix candidat pour surprendre et occuper pleinement un espace politique

Anne Mesliand – Bouches-du-Rhône

Une candidature du PCF à la présidentielle serait le seul moyen de faire entendre les idées communistes. Y suffirait-elle ? Les médias sont tenus de proposer un temps de parole à tous les candidats : cette obligation est très limitée. Nous n'échapperons pas à une présentation politicienne de notre candidat. Nous serons assimilés aux autres partis politiques, cela nous éloignera des contenus, limitera notre critique de la présidentialisation. Les conséquences pour les élections législatives pourraient être catastrophiques. Le résultat le plus visible serait de gommer notre démarche de rassemblement pour nous faire partager la responsabilité d'une défaite de la gauche !!! Incarnation n'est pas médiatisation.

Il ne peut y avoir de raccourci dans le travail que nous avons à mener pour « exister ». C'est par un « travail de masse » auprès des citoyens que nous faisons exister nos idées... Précisément : nous venons de le faire avec la grande consultation ! Nous avons recueilli l'avis de 70 000 citoyens. Il s'agit d'une nouvelle pratique militante. Appuyons-nous sur cette très réelle incarnation !

Vincent Bouget – Gard

Le rapport de force idéologique est difficile et l'entrée dans la campagne présidentielle ne met pas nos thématiques au 1^{er} plan. La V^e République et la présidentialisation fait des dégâts et empêchent de sortir du débat de « casting ». Les propositions faites par le Parti depuis le Congrès sont justes et portent loin, au-delà de 2017. Mais pour l'instant, il n'y a pas d'écho. Le débat chez les communistes est plutôt serein, hormis des invectives sur les réseaux sociaux, car beaucoup voient qu'il n'y aura à la fin pas forcément de bon choix. Mais il y a aussi beaucoup d'attentisme. Aujourd'hui, il faut respecter notre calendrier de Congrès, parler du contenu, maintenir un discours unitaire, interpeller individuellement chacun des candidats en commençant par JLM, ne pas entrer dans un débat de supporter. Attention, ce n'est pas forcément en présentant un candidat communiste que les idées communistes seront plus audibles et utiles.

Gisèle Malaval – Aube

Le PS n'est pas en train de se décomposer mais de se recomposer vers le centre, J.-L. Mélenchon ne cesse lui aussi de transformer son mouvement et de l'éloigner chaque fois un peu plus du projet que nous avons partagé. Dans la mesure où il affirme rejeter délibérément toute négociation, proposer à la candidature pour la présidentielle un-e communiste est cohérent car cela respecte la pluralité du choix pour un rassemblement. Et proposer un-e parlementaire communiste serait populariser le travail des élu-e-s au service de la lutte contre l'évasion fiscale, la loi-travail, de la lutte pour la sécurisation de l'emploi, pour une autre utilisation de l'argent. C'est-à-dire montrer par la même occasion toute l'utilité pour l'intérêt général d'un-e député-e communiste dans la perspective des législatives.

Ismaël Dupont – Finistère

Il y a deux enjeux pour nous dans la période : 1) Continuer à porter et faire progresser le combat idéologique contre le néo-libéralisme et les politiques capitalistes. 2) Préserver l'unité du Parti, sa capacité de luttes et de mobilisation, son attractivité dans un contexte où aucun choix n'apparaît pleinement satisfaisant. Il faut un débat respectueux de la pluralité des points de vue, il n'y a pas d'évidences, et évidemment un choix en souveraineté des communistes. La candidature Mélenchon irrite dans son entrée en campagne beaucoup de communistes : bonapartisme, attaques contre le PCF, refus d'un cadre collectif pluraliste, rodomontades sur les législatives. Cela peut susciter des réactions d'orgueil, de dignité. Mais porter une candidature communiste aujourd'hui, c'est contredire la stratégie adoptée depuis des mois, c'est s'exposer à un faible résultat pouvant nous marginaliser, c'est diviser le peuple de gauche que nous voulons unir. Ce dont nous avons besoin, c'est de la clarté d'un projet communiste de rupture, avec cinq ou six axes programmatiques détaillés, permettant de faire campagne de manière autonome et originale même dans un soutien critique à la candidature Mélenchon qui pourrait être considérée comme le moindre mal.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Pour être à la hauteur des enjeux, il est important de poursuivre nos efforts de rassemblement pour déjouer le scénario de la droite et du FN au pouvoir. Persévérer sur notre stratégie de rassemblement qui devient plus palpable et une situation qui commence à inquiéter. Pour que cette démarche soit plus forte, y compris pour nous positionner comme une force qui porte une perspective pour après 2017, il faut qu'elle devienne populaire. Le passage dans les médias ne suffira pas. Le matériel national de rendu de la consultation doit porter de façon simple et directe notre démarche de rassemblement et les contenus. L'interpellation des forces de gauche doit aussi être faite par les gens, pas seulement le Parti ou des personnalités, pourquoi pas à partir d'un appel qui s'adresse à tous les leaders, les candidats de gauche.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Nous vivons une décomposition de l'ordre politique et institutionnel. Il peut se dénouer sur le pire.

Le PCF a un espace important : il a acquis, par sa ligne de rassemblement un profil de responsabilité dans la gauche.

Portons jusqu'au bout des initiatives fortes. Pourquoi pas, en novembre, une grande rencontre publique sur un « pacte d'engagement », où seraient invitées toutes les forces concernées, à partir du résultat de la « consultation » ?

Sur les candidatures. Mélenchon s'éloigne de plus en plus : indifférence à l'enjeu de la reconstruction de la gauche ; refus de s'adresser aux électeurs socialistes en rupture avec le gouvernement, avec des conséquences désastreuses aux législatives, puisqu'il y faudra rassembler largement ; référence au « populisme de gauche » pour concurrencer la radicalité « anti-système » de Le Pen, au risque de faire le jeu d'un FN en dynamique ; subordination des campagnes présidentielle et législatives à la « France insoumise », fermant toute possibilité d'accord entre partenaires respectés.

Mettons une candidature communiste dans le paysage. En la présentant non comme un signe de repli, mais comme notre contribution au processus collectif dont nous voulons qu'il débouche sur une candidature unique de l'alternative de gauche. En le faisant, nous pèserons davantage sur le rapport des forces et éviterons, si nos efforts de rassemblement échouaient, notre disparition de la bataille.

Alain Hayot – Bouches-du-Rhône

L'option prioritaire est de poursuivre jusqu'au bout notre ambition de rassembler la gauche non gouvernementale : je refuse de me laisser enfermer dans un choix binaire entre ralliement sans contenu à JLM et repli partisan sans issue. Notre choix le moment venu devra s'inscrire dans un rassemblement pour battre la droite et le FN. Là est l'enjeu majeur. Marine Le Pen est assurée d'être au 2^e tour, le vote FN est devenu banal et jamais depuis 1940 l'extrême droite n'a vu s'ouvrir à ce point la porte du pouvoir. Sous l'influence du lepénisme la droite s'est radicalisée et travaille à une synthèse entre ultra libéralisme et populisme. C'est la preuve que le populisme est toujours de droite. Il parle au nom du peuple tout en lui refusant le droit de construire lui-même son émancipation. En vérité, le populisme c'est la roue de secours du capitalisme en crise. Ne laissons

pas, au risque d'un vote utile, à Hollande et Cambadélis le combat contre la droite et l'extrême droite car c'est l'enjeu majeur qui nourrit la nécessité du rassemblement pour une alternative de gauche pour 2017 et pour après.

Michaëlle Lafontant – Hauts-de-Seine

Pour une affirmation de l'identité communiste du PCF. Grand désarroi dans les rangs du PCF et pas seulement à propos des prochaines élections présidentielle et législatives. Il est urgent de se réapproprier les symboles communistes que sont la faucille et le marteau et d'éliminer une fois pour toutes « Front de gauche » sur tous les supports, drapeaux, affiches, journaux et revues, tracts de notre Parti. La passivité de l'assemblée du CN sur beaucoup de questions essentielles concernant notre Parti est notable. L'effondrement programmé du PCF par perte de sa substance communiste ne sera pas imputable au seul Conseil exécutif national mais aussi à chaque membre du CN. Le « laisser-faire » est aussi condamnable que les dérives elles-mêmes.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Il y a des batailles immédiates avec un potentiel de rassemblement (industrie et développement du ferroviaire public, jeunesse, utilisation de l'argent). La situation va continuer à bouger. Après la primaire de droite et avec un FN préparant le second tour, des femmes et des hommes de gauche se poseront de plus en plus fortement la question du rassemblement et de l'unité. Nos décisions à venir doivent toujours nous situer sur des perspectives positives, des solutions, un avenir pour la France et la gauche. Quant aux interpellations directes de Jean-Luc Mélenchon sur des questions précises, elles existent. Comme existent aussi les réponses qu'il y apporte.

André Chassaigne – Puy-de-Dôme

Jefais le constat du rejet populaire du spectacle lamentable de la politique politicienne et sa lutte des égos. A l'opposé, les problèmes du quotidien doivent être la priorité dans un rapport direct avec la population. Concernant les présidentielles, notre stratégie doit ouvrir de réelles perspectives : à court terme pour l'élection de députés communistes et progressistes ; à plus long terme pour reconstruire une gauche de transformation sociale. La candidature de Mélenchon ne répond pas aujourd'hui à ces deux objectifs. Notre appel au rassemblement doit être amplifié au regard de son énorme enjeu historique. Aussi, devons-nous échanger avec tous les candidats anti-libéraux pour concrétiser ce rassemblement. Mais il faut aussi mettre sur les rails une candidature communiste pour porter cette volonté de rassemblement.

Paul Barbazange – Hérault

« Les questions sont ouvertes ». Ici, au CN et dans la réalité vécue par les militants. Mettons en route, à la direction du Parti, une candidature communiste de rassemblement pour travailler en profondeur présidentielle, législatives et la suite. Situation différente de juin, imprévisible pour janvier. Sans candidat qui porterait la cohérence politique nationale pour 7 mois ? Nous ferons individuellement ce que nous pourrons. Ce n'est ni l'objet, ni la manière dont se déroulera le débat

présidentiel. Aucun des candidats actuels - par ambition personnelle ou manque de courage - ne le peut. Il faut une rupture avec le capitalisme. La profondeur des recompositions l'exige. C'est à un candidat communiste de porter cette centralité. Nous avons besoin d'un parti de classe pour que renaisse l'espoir. L'espoir ne peut renaître qu'avec un parti de classe. Lançons l'appel à candidature. Permettons à tous de débattre dans notre richesse historique communiste.

Martine Gayraud – Gard

Tout le monde a conscience des difficultés, les camarades sont plus inquiets que bardés de certitudes. Il nous faut franchir une étape, le bilan de la consultation citoyenne en est un élément, la conférence nationale aussi. Elle doit nous aider à sortir de cette impression d'attente suspendue aux décisions des uns et des autres et aux diverses hypothèses. Nous avons besoin de favoriser le rassemblement de tous ceux et celles qui, pendant des années ont essayé de construire une réponse à gauche susceptibles de redonner l'espoir. La conférence doit proposer un choix, la candidature de Jean-Luc Mélenchon ne peut pas être considérée de la même façon que les autres, en 2012 nous n'étions pas d'accord sur tout mais nous avons su nous rassembler, il faut le rencontrer.

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

Besoin de travailler 3 questions : analyse des ponts entre l'électorat de droite et d'extrême droite, de l'emprise idéologique nouvelle du libéralisme dans les têtes, se demander qui sera debout à gauche dans un an. Nous devons lancer une pétition pour que les citoyens de gauche s'emparent de la question d'une candidature de rassemblement sur une ligne politique à gauche qui refuse le libéralisme et l'austérité. Elle doit s'accompagner de 4/5 axes de rassemblement politique. Enfin, il faut instruire sérieusement et factuellement le débat de choix des communistes.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Paradoxe : alors que les conditions de vie des gens s'aggravent, pas de prise de conscience des dominé-e-s d'appartenir à la même classe sociale donc d'avoir intérêt à s'unir. Plus que jamais d'actualité, le communisme n'apparaît pas comme une alternative.

Depuis des mois P. Laurent est porteur d'un rassemblement large sur des bases claires mais qui à gauche est sensible à cet appel ?

Nous devons plutôt nous adresser aux gens, à ceux qui se sont levés contre la loi travail, aux jeunes, aux retraité-e-s, à ces millions de femmes qui, parce qu'elles sont femmes, n'ont pas obtenu l'égalité des droits.

Faire grandir l'exigence d'un rassemblement de toutes les forces de gauche passe par lancer des batailles politiques, sur 3 thèmes : Quels financements pour des politiques publiques ambitieuses - Démocratie et luttés contre les discriminations, notamment sexistes - Refondation de l'Europe.

Je ne crois pas à l'hypothèse de présenter une candidature communiste et de la retirer ensuite.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Un moment politique majeur : la présidentielle est un grand moment de politisation, quoiqu'on en pense, et la gravité de ce que la droite et l'extrême droite annonce. Notre réponse est : rassemblement et contenu. Je suis d'accord. Sortir du désarroi en aiguisant le débat sur des propositions radicales et réalistes. Elles rassemblent si on les porte ! Et si elles passent la rampe de la quasi-censure (loi travail, Alstom, banques, Europe, autre mondialisation, autre développement avec services publics, culture et nouveaux pouvoirs). On nous dit « 3 options possibles ». En réalité il n'y en a que deux : rassemblement ou ralliement à Mélenchon. On nous parle d'une éventualité Mélenchon avec une campagne autonome ? Mais une voix autonome du PCF n'est pas audible avec de tels médias. C'est aussi appeler à voter Mélenchon, or il a tourné le dos à « l'Humain d'abord » et au Front de gauche. Il veut passer au-dessus des partis politiques. Il ne cherche pas le rassemblement de tous à gauche, avec les graves conséquences pour les législatives au second tour. Engager un candidat PCF pour porter nos idées (décision de congrès), qui vont aller à la rencontre des gens et nous identifient pour les législatives. Quant au rassemblement nous y sommes à présent identifiés, que ce soit avec André Chassaigne ou avec Pierre Laurent.

Anne Manauthon-Barbagelata – Alpes-Maritimes

A un peu plus d'un mois de la conférence nous avons besoin de cohérence. Dès aujourd'hui nous devons faire la démarche pour proposer une candidature communiste le 5 novembre. Nous devons aussi avoir tous les renseignements nécessaires au choix. J'ai aussi peur d'un éclatement du Parti. En a-t-on vraiment conscience ? De plus, si les camarades ne sont pas décisionnaires, feront-ils la campagne ? Certains doutent même de leur vote. Quant au questionnaire, je n'ai pas hélas, la même expérience enthousiasmante. Puis, venant des Alpes-Maritimes, je sais qu'il faut faire attention au FN. Je ne suis pas certaine qu'il y ait encore le vote barrage au second tour.

Sébastien Laborde – Gironde

La situation va évoluer, la prise de conscience que nous allons vers une victoire droite avec un FN qui entre en masse dans l'Assemblée va grandir. Nous devons passer une étape dans la mise en œuvre de notre ambition de rassemblement pour battre la droite et le FN. Ouvrir dans chaque circonscription des espaces de construction politique alternative. Lancer et faire vivre un appel dont les citoyens peuvent s'emparer pour une politique en rupture avec l'austérité et les conditions de sa mise en œuvre. Affirmer que nous serons présents dans le débat présidentiel. Interpeller chaque force politique disponible pour le rassemblement.

Nora Saint Gall – Val-de-Marne

Le soutien critique à la candidature de JLM est, désormais, la position la plus réaliste. Mais, pour maintenant et pour l'avenir, il est important de nous demander pourquoi sa candidature nous gêne tant : certes, il y a ses maladresses et des points de désaccord. Mais sa candidature et sa façon de mener campagne nous renvoient aussi à des questions non réglées chez nous : la crise politique et le discrédit qui pèse sur tous les partis politiques, la fracture entre la gauche et celles et ceux qui en ont le plus besoin, l'échec à construire une alternative de gauche crédible.

Traiter ces questions et les divergences que nous avons dans les réponses, c'est un gros chantier, celui de la recomposition politique à gauche et nous ne sommes pas dans le moment politique qui permette de le mener. Dans l'immédiat, il est urgent de nous adresser à JLM et de rendre public notre échange. Si nous avons la responsabilité du rassemblement, nous avons aussi la responsabilité d'aller au bout de notre relation avec celui qui a donné un visage au FDG en 2012. Considérer que cet échange est, a priori, voué à l'échec, c'est faire le constat de notre propre impuissance.

Bob Injey – Alpes-Maritimes

Proposition de formulation pour le relevé de décision : Nous avons ouvert une porte en janvier pour construire une seule candidature à la gauche d'Hollande, mais après Mélenchon, la gauche du PS et EELV l'ont refermé. Nous le regrettons, cela réduit les possibilités.

Mais dans le chaos actuel, il n'est pas question d'en rester là. Nous prenons nos responsabilités pour préserver les chances d'une dynamique et ouvrir la perspective d'une alternative aux logiques libérales, à la droite et à son extrême.

Aujourd'hui, la candidature de Mélenchon émerge, sans pour autant être en mesure, pour l'instant, d'empêcher le scénario catastrophe. Il manque des millions de voix pour y parvenir, le PCF souhaite engager une véritable discussion avec Mélenchon et les partenaires du Front de gauche, mais aussi les forces et personnalités encore disponibles, pour débattre, des conditions pour une véritable dynamique pour parvenir à cette convergence à la présidentielle et aux législatives.

François Jacquart – Ardèche

Le 5 novembre nous devons nous poser la question : la situation peut-elle bouger pour déboucher sur un rassemblement de gauche sincère ? Si la réponse est négative, la droite et l'extrême droite seront présents au second tour ! Nous devons d'ici là, sortir du tête à tête avec les divers candidats et faire que les citoyens s'en mêlent. Une adresse nationale est nécessaire. Nous devons aussi clarifier entre nous le périmètre acceptable du rassemblement et les axes du contrat que nous souhaitons et qui permettent d'être au second tour et réussir les législatives. Sans espoir, le vote « utile » accompagnant la recomposition politique peut se produire ou le pire peut arriver.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Nous sommes, après avoir placé nous-mêmes Mélenchon comme avant lui Mitterrand en position de leader et choisi la voie très hasardeuse des primaires, dans une situation catastrophique. Cela va être très très dur dans les cas de figures et va nous pousser à prendre une position du moindre mal pour l'immédiat avec la hantise des 1,73 % de Marie-George. Mais demain le PC ne peut pas servir de marchepied à une opération qui met en cause son existence, cela serait un véritable suicide. Une candidature communiste est plus que jamais nécessaire. Le choix d'un ouvrier communiste cégétiste en lutte porteur d'un programme anticapitaliste avec les nationalisations des banques comme candidat de rassemblement est plus que jamais urgent.

Elsa Faucillon – Hauts-de-Seine

Besoin de construire notre proposition politique et de la mettre en débat dès maintenant pour prendre une décision le 5 novembre. Beaucoup de camarades sont en doute, parfois écartelés dans les discussions sur 2017. Il nous faut instruire le débat en examinant ce que nous avons ou aurons réussi à produire, sur notre contribution au Front de gauche, sur les innovations que nous devons impérativement fournir, sur les ruptures nécessaires. Contenu et rassemblement se construisent d'un même mouvement, d'une même envie, pas en décalage. Il nous faut, pour le 5, une proposition politique offensive pour discuter avec toutes les forces du Front de gauche.

François Diot – Nièvre

La démarche actuelle du PCF est appréciée, dans le Parti et hors du Parti. Sa spécificité (alors qu'il y a 54 candidats déclarés) nous donne une visibilité politique et médiatique.

Ne pas « prendre acte » de la situation de division actuelle, et poursuivre notre démarche et nos efforts jusqu'au bout. Oui, c'est le PCF qui « tient la gauche debout » car il n'a qu'une boussole : l'intérêt général, de la gauche et du peuple français.

Des choses peuvent bouger dans le pays jusqu'au dernier moment. Donc attention à ne pas se précipiter dans le calendrier : pas de « décision » irrévocable le 5 novembre !

Des choses dépendent du PCF, mais tout ne dépend pas de lui. Ne pas donner le sentiment qu'au final, on participerait à la catastrophe politique qui s'annonce avec un duel Droite/FN. Au risque de perdre tout le bénéfice de ce que nous avons fait depuis le début d'année.

André Mondange – Isère

Le 8 Octobre doit être un événement politique majeur et doit faire l'objet d'une déclaration de Pierre Laurent pour lancer un appel au peuple de gauche et à toutes les forces de gauche pour construire une candidature unique de toute la gauche de transformation sociale, seule condition pour éviter la catastrophe d'un 2nd tour des présidentielles entre la droite et l'extrême droite, nous pouvons faire bouger les choses. Cette déclaration pourrait faire l'objet d'un matériel national sous forme de tracts ou de lettre pour une distribution de masse

Le 5 novembre, nous serons en conférence nationale pour nous prononcer sur les choix en présence qui pourront être soumis aux communistes, aucune candidature annoncée à ce jour n'est en capacité d'empêcher la catastrophe du 2nd tour, nous devons ouvrir la voix de l'union, du rassemblement de toutes les forces de gauche anti gouvernementale capables de battre la droite et le FN. Le CN pourrait mandater l'exécutif pour consulter toutes les personnalités et forces de la gauche anti gouvernementale sans exclusive, ainsi cela nous permettrait d'avoir une vue sur les potentialités d'alliances pour construire ce rassemblement et pour poursuivre s'il le faut au-delà du 5 novembre nos efforts pour réussir.

Ne cédon pas à la panique gardons le cap de l'union et du rassemblement .

Igor Zamichiei – Paris

Nos efforts de rassemblement commencent à trouver une visibilité chez nos concitoyens et la demande d'unité va progressivement monter dans l'électorat de gauche. La partie n'est pas jouée. Un ralliement en novembre à JLM fermerait définitivement la porte à ce rassemblement dont il ne veut pas. Passons à l'offensive le 5 novembre, à une nouvelle étape de notre action, en mettant en avant notre force politique et un-e camarade, candidat-e potentiel-le, qui dirait simplement : « *Je me battrais jusqu'au bout pour le rassemblement des forces de gauche opposées à la politique gouvernementale et aux projets de droite et d'extrême droite, pour construire une candidature commune de nos forces à l'élection présidentielle qui porte un renouveau politique et citoyen, la lutte contre la finance, un nouveau mode de développement social et écologique qui créera des millions d'emplois... Dans cet objectif je suis disponible mais ne fais pas de ma candidature un préalable. Je suis également prêt à soutenir toute candidature qui porterait ces objectifs* ». Plusieurs noms ont été cités, ce sont des possibilités réelles. Instruisons sereinement le débat avec les camarades dans les semaines qui viennent en nous engageant à accepter le choix final qui sera fait par les communistes.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Un candidat proposé par le PCF qui s'engage dans une démarche collective avec l'objectif d'une candidature commune quitte à se retirer. La fracture imposée par Mélenchon avec ses dérapages sur les réfugiés et son refus d'un travail collectif est devenu majoritaire dans le Parti et chez les syndicalistes. Beaucoup de militants reprochent à Mélenchon de faire campagne pendant le mouvement social en refusant toutes démarches collectives. Battre la droite et l'extrême droite, reconquérir un rôle moteur à gauche. Porter un programme pour la jeunesse, sur le travail, l'industrie, l'Europe... Faire exister la parole communiste, voilà aussi ce que peut porter un candidat.

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

Prendre la mesure de la gravité de la situation (attentats, sécurité, défaite loi du travail, menace droite/extrême droite). Nous avons eu raison de tenir le cap sur la nécessité du rassemblement à nos échéances de rentrée, sans céder à la pression médiatique sur la candidature. Par notre démarche, nous sommes pleinement dans la campagne, et pas en dehors, parce que la question est en phase avec les attentes, les préoccupations sur un possible 21 avril bis, en puissance 1 000. Rien n'est figé, les temporalités habituelles de la vie politique sont bouleversées. Fait nouveau dans situation : primaire droite officiellement lancée, et réussite de la rentrée MLP à Fréjus. Face à ça : amplifier notre démarche, 8 octobre sur les contenus, 5 novembre mettre en débat une personnalité communiste pour incarner et porter cette nécessité du rassemblement.

Nicolas Cossange – Hérault

Pendant les 4 mois de luttes nous avons fait taire les idées de droite et d'extrême droite en mettant les questions économiques et sociales au centre du débat. C'est là-dessus que nous devons appuyer pour construire le rassemblement. PCF pas un repoussoir pour la jeunesse :

exemple l'appropriation du discours de Chassaigne sur les réseaux sociaux pendant la loi travail. La diversité d'opinions dans le PCF sur comment faire vivre les décisions de Congrès, besoin de laisser le débat le plus ouvert possible dans le Parti en laissant le plus de choix possible aux communistes.

Xavier Compain – Côtes d'Armor

Dans le moment social, il nous est donné d'engager le débat grandeur nature, de faire émerger et converger les propositions essentielles aux territoires, de rassembler sur un pacte d'engagement. Pour ce faire, nous pourrions faire le choix de multiplier partout les initiatives solidaires du PCF. Nous pourrions acter d'inscrire les marchés solidaires sur l'alimentation dans la durée avec l'objectif d'agir en plusieurs directions : affirmer les solidarités réelles menées par le PCF, construire un réseau de producteurs large et pérenne, travailler des projets de politique publique, locale, là où les communistes sont en responsabilité.

Gilles Gourlot – Paris

On ne peut attendre le second tour de la présidentielle pour choisir notre stratégie ! Le rassemblement de toute la gauche, dans un contexte droite/gauche de quasiment deux tiers un tiers ne permet pas d'espérer de faire barrage à la droite. Un rassemblement autour de Mélenchon nécessiterait d'aplanir avant certaines questions comme celle de l'avenir de l'UE alors que celles-ci ne sont pas réglées entre nous. Je pense que le Front de gauche se fera mieux entendre à deux voix... Il faut présenter une candidature communiste qui entamera dès la présidentielle la campagne des législatives.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

La situation politique est comme la biodiversité. Elle n'est pas figée. Elles ne le seront jamais. Peut-on sauver la biodiversité et la politique ? Oui, en prenant des initiatives. Je partage les propositions du rapport. L'ampleur du programme de régression sociale et démocratique des droites et du FN est le point de départ. Je partage donc la démarche d'instruction du débat sur les trois hypothèses ainsi que le processus d'actions et de débats au sein de la gauche authentique afin de favoriser le rassemblement sur la base des attentes des citoyen-n-e-s et des thèmes du congrès. Cette démarche vaut pour les législatives. Nous ne sommes pas sans propositions, nous défendons face à la désindustrialisation un nouveau mode de production et de consommation et nous allons surprendre lors du mois de la biodiversité par la qualité des personnalités qui acceptent de débattre avec nous. Je ne peux aujourd'hui prendre un choix pour les présidentielles mais je sais ce que je ne veux pas : ni me rallier sans conditions, ni une candidature de témoignage, ni un candidat-e par défaut.

Jacques Maréchal – Moselle

La situation politique est dominée par le rejet de la politique. La présidentialisation contribue à creuser le fossé entre la population et la classe politique. Les communistes doivent multiplier les

efforts pour être porteurs de projets et de contenus. La consultation citoyenne et sa restitution nous donne une légitimité pour engager la campagne électorale à partir de celle-ci. Tout acte politique qui viserait d'abord à préserver l'intérêt partisan est voué à l'échec. Nous devons travailler à l'unité des communistes par le débat et l'échange dans un souci de rassemblement pour permettre l'engagement du plus grand nombre.

Gilles Ravache – Haute-Savoie

Nous devons continuer l'action pour permettre à la population d'imposer ses attentes, besoins au cœur du débat politique. La restitution du 8 octobre doit rendre visibles ces attentes exprimées et identifier les quelques priorités permettant d'y répondre et les mesures législatives qui les satisferaient. Ce qui renvoie à l'élection d'une majorité parlementaire avec un grand nombre de communistes. Donc, concentrer sur les luttes à mener et les législatives. Je souhaite que nous examinions la présidentielle à l'aulne de cet enjeu : ce qui permettra d'avancer pour le rassemblement populaire, pour le progrès, voire élire un président qui n'y soit pas hostile et pourquoi pas favorable.

Jean-Louis Frostin - Ille-et-Vilaine

En l'état, partir des candidatures pervertit les objectifs. Qu'est-ce qui fera rapport de forces ? Le score d'un-e candidat-e issu d'un clivage trop rapide des forces disponibles ? Ou le nombre de celles et ceux qui se percevront comme une force s'ils s'unissent dans un nouvel objectif progressiste et transformateur ? 1) Il faut dire qu'une candidature Hollande est l'obstacle majeur à une alternative à un second tour droite/ext. droite. Et avancer dans l'opinion, chez les progressistes sur l'inefficacité d'une candidature issue du pouvoir actuel. 2) Décider maintenant telle ou telle candidature serait renoncer ! Qu'est-ce qui nous oblige à « sommer » maintenant les citoyens à se décider enfin, à choisir une bonne fois pour toutes ? Sur quelles bases ? La peur de la droite/ext. droite ? La sanction du bilan gouvernemental ? Mais de cela ils sont déjà convaincus ! Leur problème c'est comment traiter les 2 questions sans renoncer à l'une pour l'autre ! Nous ne sommes pas « l'arme au pied » ! Comme direction, nous avons la responsabilité de proposer au Parti une voie qui ne renonce pas ! Qui n'écourte pas l'effort entrepris par impatience ou par défaut !

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Il faut continuer à porter le rassemblement. Rien n'est figé. Tout reste ouvert. Il faut travailler avec d'éventuels partenaires des soutiens réciproques aux législatives, construire aussi au niveau des circonscriptions ce rassemblement. Dans le cadre du rassemblement, nous devons proposer une candidature PCF à la présidentielle. Cela donnera de la force à notre discours car il pourra interpellier les candidats de gauche que nous voulons rassembler en disant : « Êtes-vous prêts, comme moi, à vous effacer si nous trouvons les moyens de désignation d'un seul candidat ». Avoir ce candidat à la candidature nous aidera en outre pour les législatives. Enfin, à ceux qui souhaitent soutenir Mélenchon, je dis que ce n'est pas gagné car Mélenchon ne veut pas du PCF. Il veut structurer son parti avec 577 candidats aux législatives - donc y compris contre nos députés sortants - pour toucher le financement public aux partis.

Nathalie Marchand-Carliez – Somme

Promouvoir un nouveau traité européen pour promouvoir les droits et le progrès social par la justice sociale. Les accords de libre-échange doivent être contrôlés et maîtrisés et la souveraineté doit s'exercer, car le monde du travail a besoin de s'exprimer sur l'emploi, la formation, la protection sociale. Il est nécessaire de gagner des droits tel que dans les CCE (ex : des grands groupes hospitaliers). Cette action et démarche politique nous intéresse et doit s'articuler avec les décisions et actions de l'OIT, pour permettre une avancée des droits, des libertés et des conditions matérielles pour les travailleurs. La question du contrat de travail, de la mobilité des travailleurs est un enjeu majeur. Trouver un espace de dialogue et de travail sur ces questions est indispensable au vu des évolutions politiques nationales, européennes et mondiales.

Guillaume Roubaud-Quashie – Paris

1) Rapport très riche et utile, à populariser. 2) Le PGE (Parti de la gauche européenne) est de moins en moins un OVNI pour les communistes français. Cependant, le congrès peut être l'occasion de faire un saut afin que tous les communistes se sentent partie prenante, pleinement, acteurs et actrices du PGE. L'Europe est une question décisive : elle fait partie de ces quelques verrous qui bloquent l'espoir de changement pour des millions de Français, avec des conséquences politiques redoutables. En ce sens, nous pouvons peut-être organiser une grande initiative par région en amont du congrès PGE et une en aval dans une autre ville de chaque région éventuellement. 3) Toujours une question : l'horizon méditerranéen, quid ? 4) Question secondaire et symbolique mais... le PGE tend à faire prévaloir l'anglais comme langue d'expression ; ça demeure un problème par rapport à notre vision de l'Europe (union des peuples souverains, libres et associés) et sa popularisation. Question de langue, question de classe.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Il faut poursuivre le débat sur l'Europe, le brexit, la monnaie, les traités, le dumping social, la casse des services publics. Donnons à voir les débats au sein du PGE, sa composition actuelle et les partis associés. Le débat sur l'Europe rejoint celui sur la présidentielle. Quel est le positionnement du PCF sur la situation en Europe, migrants, libéralisation, travailleur détaché et quel est le meilleur candidat pour les mettre en avant ? On ne peut pas décider ensemble d'un positionnement sur l'Europe et dire l'inverse lors des élections. Lisons le débat préparatoire au congrès du PGE à la question du candidat du PCF.

Bramy Hervé – Seine-Saint-Denis

Ok avec l'esprit et le fond du rapport. Après la convention nationale sur le sujet nous devons faire effort pour répondre aux inquiétudes comme aux envies de débat des communistes et de la population. Un débat est prévu au Blanc-Mesnil. Rassembler et engager les forces progressistes disponibles en Europe avec le PGE est non seulement possible mais très ouvert. C'est que nous faisons au sein du groupe de travail Écologie du PGE qui se reconstruit depuis la COP21. Mobilisation pour l'Arctique, journée d'étude sur le mix énergétique car les pollutions n'ont pas de frontières et le système capitaliste empêchent les incontournables évolutions pour inventer un nouveau mode de développement, préserver l'humanité et la planète. Des enjeux traversent tous

les européens dans leur vie quotidienne (enjeux OGM, scandale Volkswagen, ratification des accords de Paris sur le climat). Avec le congrès de décembre nous pouvons franchir de nouvelles étapes pour le progrès social, démocratique et écologique de l'Europe.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Pour faire progresser l'implication des communistes dans le PGE, imaginer un processus de validation des contributions (au projet de document politique du PGE) par exemple par les conseils départementaux. Et cela pour permettre une discussion et une validation collective. Sur le texte lui-même, les propositions sur l'écologie sont intéressantes. A l'échelon européen comme pour présidentielle et législatives, on devrait être plus concrets encore en déclinant un plan d'urgence contre le réchauffement climatique : effort rigoureux sur le feroutage ; gratuité des transports en commun ; rénovation énergétique du logement ; essor des énergies décarbonnées...

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Fort rejet de l'Union européenne qui ne peut conduire qu'à des votes extrêmes. Il est donc urgent de montrer qu'il est possible de construire une Europe des peuples, solidaire, féministe et respectueuse de l'environnement.

Besoin de s'approprier davantage les batailles des député-e-s de la GUE.

Soutien à la proposition d'une campagne de longue haleine jusqu'aux prochaines européennes. Mais donner un cadre aux instances du Parti : calendrier, objectif... Le PGE est un levier pour aider aux convergences des luttes et notamment dans le domaine de l'égalité F/H où les attaques sont multiples, la dernière étant l'interdiction de l'IVG en Pologne. D'où l'importance qu'une des déléguées au congrès soit membre de la commission nationale Droits des femmes/Féminisme.

D'autant que nous avons été à l'initiative, avec M-G Buffet d'un réseau féministe européen, El-Fem. Et ne pas avoir de déléguée au Congrès risque d'affaiblir nos positions.

Alain Hayot – Bouches-du-Rhône

Trois questions sur l'Europe. 1) La montée des populismes et notre combat contre elle est décisive. Où en est-on du projet de tenir une conférence européenne sur cette question ? 2) L'enjeu méditerranéen est essentiel : comment sortir du rapport de domination entre l'Europe et l'espace méditerranéen, comment lui substituer une coopération qui porte sur le plan économique, social et culturel comme sur les droits des migrants et l'accueil des réfugiés, comment sortir de la guerre des civilisations ? 3) L'enjeu culturel est absent du texte. Or les enjeux sont considérables : exception culturelle, droit d'auteur, programmes européens sur cinéma et audiovisuel, échanges et co production. L'Europe de la culture est une réalité et nous devons la porter comme un enjeu de reconquête d'une hégémonie culturelle émancipatrice et progressiste.

Dominique Tripet – Loiret

Notre parti est signataire de la clause de l'Européenne la plus favorisée. Nous devons continuer à porter ce combat pour l'égalité des droits. Partout en Europe, les droits des femmes sont attaqués. En Espagne une grande mobilisation a réussi à faire reculer la menace d'une interdiction du droit à l'IVG. En Pologne, la bataille fait rage, avec la menace d'interdiction du droit à l'IVG, même en cas de viol ou risque sur la santé. Le corps des femmes est un champ de bataille politique. En Italie, injonction est faite aux femmes de faire des enfants, en Allemagne à ne plus travailler si elles sont mères. La théorie du grand remplacement portée par les extrêmes droites, c'est bien que sous-entendu, ce sont les femmes étrangères, de couleur, maghrébines, qui font des enfants tandis que les Européennes ne le veulent pas. Nous devons porter ces luttes pour l'égalité des droits entre hommes et femmes et l'autonomie de ces dernières. La transversalité des luttes ne suffit pas. Attaquer les droits des femmes, c'est tirer les droits de toutes et tous vers le bas.

Jacques Maréchal – Moselle

Le travail européen est une réalité pour les communistes de Moselle au regard de l'importance des échanges transfrontaliers. Nous construisons des initiatives avec nos camarades allemands et luxembourgeois comme la manifestation du 6 avril pour une Europe de l'emploi et des droits sociaux. Nous avons des échanges bilatéraux avec les Luxembourgeois. Quel statut donner à ces échanges qui sont importants car ils concernent des dizaines de milliers de travailleurs transfrontaliers ? Les organisations syndicales ont pris l'initiative d'une manifestation à Schengen le 11 octobre pour une Europe respectant le droit des migrants.

Isabelle Mathurin – Paris

Un réseau européen se crée avec le groupe service public du Parti de la gauche européenne. Représentation de différents partis de la gauche européenne. A ce jour développement de ce réseau en ce qui concerne les thématiques santé et éducation. Les contributions des communistes sont attendues.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Un point de vue « Entreprise » sur la question européenne. Le patronat est organisé au niveau européen de longue date. L'Allemagne renforce sa domination sur l'UE. Exemple sur le secteur aéronautique : 4^e chaîne de montage de l'A 320 à Hambourg et non à Toulouse. Le pourcentage ouvrier baisse en France et augmente en Allemagne. Les entreprises organisées au niveau européen (implantation dans plusieurs pays de l'UE disposent d'un Comité d'entreprise européen (CEE). Mais les CEE disposent de très peu de droits : pas d'expertise en cas de restructuration. La question de droits nouveaux est à imaginer pour les IRP au niveau européen. Enfin, des liens plus denses entre les organisations politiques démocratiques adhérentes au PGE sont à développer, notamment en cas de luttes sociales au niveau européen. C'était le cas lors du démantèlement de la firme italienne AVIO sur lequel les députés communistes au Parlement européen (Jacky Hénin) ont été les seuls à intervenir.

Conseil national des 24 et 25 septembre 2016

Relevé de décisions

Le Conseil national du PCF, réuni les 24 et 25 septembre 2016, tout en actualisant son appréciation de la situation politique, a décidé d'impulser de grandes batailles nationales, d'amplifier la grande consultation citoyenne, de prendre une initiative politique le 8 octobre et de lancer la préparation de la Conférence nationale du 5 novembre.

Dans le cadre des objectifs décidés au 37^e congrès, le Conseil national a décidé de :

- continuer à faire grandir des majorités populaires pour des changements de progrès à gauche, en faisant reculer les idées de droite et d'extrême droite ;
- poursuivre nos efforts de rassemblement politique pour transformer ces majorités en majorités politiques, nationale par une candidature commune à la présidentielle, et des majorités locales par l'élection de député-e-s ;
- faire le choix pour l'élection présidentielle qui permette de faire avancer ces objectifs le plus loin possible ;
- construire nos candidatures législatives avec cette même ambition, en obtenant le meilleur score national pour ces candidatures et en faisant élire le plus grand nombre possible de député-e-s communistes pour permettre la constitution d'un groupe à l'Assemblée nationale ;
- préparer les sénatoriales dans le même esprit.

Le Conseil national s'engage, en lien avec les directions départementales, à organiser dans toute la France des compte-rendus des travaux du Conseil national en veillant à la participation du plus grand nombre de communistes et, d'ici le 5 novembre, à établir des synthèses des discussions et des avis exprimés dans les structures locales du Parti.

Notre discussion doit permettre à l'ensemble des communistes de définir les hypothèses sur lesquelles la Conférence nationale puis les communistes eux-mêmes auront à se prononcer.

La qualité du débat, sa sincérité, sa transparence, dans le respect des différentes opinions exprimées sera décisive.

La direction nationale appelle les communistes à prendre connaissance des travaux du Conseil national et à approfondir l'analyse de la situation politique et les objectifs que nous nous sommes fixés. Elle soumet trois débats aux communistes en vue de la conférence nationale du 5 novembre.

1- Comment construire le rassemblement que nous voulons dans cette situation ? Quelles nouvelles initiatives ?

Le danger d'une victoire conjointe des forces de droite et d'extrême droite en 2017 est réel. Notre objectif est de construire une majorité populaire et de gauche, porteuse d'engagements en rupture avec les logiques libérales, capable de mettre en échec cette victoire.

Une candidature commune serait un atout considérable pour franchir la barrière du 1^{er} tour et permettre la mise en œuvre d'une véritable politique de gauche pour la France. Quelles initiatives politiques pour construire des fronts larges, majoritaires, pour faire se lever les forces progressistes et populaires contre les projets libéraux et pour des solutions de progrès ? Nous avons d'ores et déjà engagé plusieurs batailles nationales. Nous voulons les amplifier pour qu'elles portent des solutions qui s'imposent dans le débat présidentiel :

- loi travail : prendre des initiatives militantes et parlementaires contre l'application de cette loi, pour une alternative de sécurisation de l'emploi et de la formation et contre la criminalisation de l'action syndicale ;
- faire grandir une grande bataille nationale pour un renouveau de notre politique industrielle, notamment ferroviaire et énergétique, en lien avec les mobilisations à Alstom, EDF,... Une délégation du PCF participera à la manifestation nationale des « Alsthommes », le 27 septembre ;
- lutte contre la finance et pour une autre utilisation de l'argent : prendre appui sur le succès du livre d'Alain et Éric Bocquet, sur le rapport parlementaire sur le CICE et sur nos propositions pour un pôle public bancaire afin de porter nos solutions alternatives ;
- mener une bataille pour des solutions humaines d'accueil des migrant-e-s et des réfugié-e-s ;
- prendre des initiatives pour construire un grand mouvement pacifiste après le succès de la Marche pour la paix du 24 septembre ;
- poursuivre la bataille sur la situation des communes et des services publics dans les territoires avec la préparation des Assises du 19 novembre avec Convergence des services publics et des mobilisations locales comme celle du grand marché solidaire du 14 octobre, à Grigny, pour protester contre la fermeture de l'unique grande surface commerciale de la ville.

Comment créer une dynamique politique avec la grande consultation citoyenne que nous avons lancée ?

La grande restitution nationale du 8 octobre, sous forme d'une émission télévisuelle diffusée en direct sur internet, sera un moment important autour du thème « Voilà ce que demande le peuple / Voilà ce que nous proposons » avec l'ambition de réunir des milliers de personnes à travers des écoutes collectives organisées dans tout le pays.

Quelles suites donner nationalement et dans les territoires à cette restitution ? Organiser partout des restitutions pour continuer d'amplifier le débat politique sur les aspirations populaires. Un matériel national sera mis à disposition pour une diffusion massive dans le pays afin de

populariser cette restitution et notre démarche de rassemblement. Nous pourrions lancer un appel au rassemblement à gauche sur la base des résultats et une pétition portant sur les axes d'un projet pour la France fondé sur les propositions de notre parti et nourri par la consultation citoyenne. Nous appelons aussi les communistes à participer aux initiatives telles que les assemblées citoyennes du Front de gauche et de l'Appel des 100. Nous mettrons en place un site internet collaboratif pour recueillir les contributions de nos concitoyens sur ce projet.

2- Quelles initiatives prendre pour les législatives ?

Lancer notre bataille des élections législatives sur cette ligne de contenus en construisant localement les rassemblement les plus larges. D'ici la Conférence nationale, le Conseil national appelle les communistes à engager le débat citoyen sur la question « de quel-le député-e de gauche avez-vous besoin dans votre circonscription ? » et à désigner les candidat-e-s.

Nous pourrions construire une initiative nationale en janvier devant l'Assemblée nationale, avec la participation des candidat-e-s présenté-e-s ou soutenu-e-s par le PCF.

3- Quel choix de candidature à l'élection présidentielle ?

Décidés à poursuivre les efforts de rassemblement jusqu'au bout, le Conseil national, comme les communistes, identifient dans le débat, à cette étape, 3 hypothèses. La question qui nous est posée est la suivante : dans quelles conditions chacune des ces hypothèses permet-elle d'atteindre nos objectifs politiques ? Les différentes hypothèses doivent être examinées avec l'ensemble des éléments objectifs, les inconvénients et les avantages à court et à long terme.

- Prendre de nouvelles initiatives de rassemblement sans faire de choix de candidat au 5 novembre.
- Un appel à voter Jean-Luc Mélenchon, en affirmant l'autonomie du PCF, sa démarche de rassemblement.
- Engager une candidature issue du PCF, porteuse de ses idées et de sa démarche de rassemblement.

La Conférence nationale aura à formuler les options définitivement soumises aux communistes. Elle-même se prononcera puis soumettra des propositions aux communistes dans une consultation dont elle fixera la date.

Une commission nationale chargée de l'animation et du suivi des débats préparatoires à la Conférence nationale est mise en place. Elle aura comme objectif de collecter, en lien avec la Vie du Parti, et de synthétiser les avis afin de formuler une proposition de résolution à soumettre à la Conférence nationale et de recueillir les propositions de candidat-e-s dans le cadre de l'option d'une candidature issue du PCF.

Elle est composée de :

- Olivier Dartigolles, responsable ;
- Céline Brulin ;

- Marc Brynhole ;
- Isabelle de Almeida ;
- Denis Durand ;
- Elsa Faucillon ;
- Frédérick Genevée ;
- Céline Malaisé ;
- Nathalie Marchand ;
- Alain Pagano ;
- Christian Picquet ;
- Gilles Ravache ;
- Nathalie Simonnet ;
- Marie-Pierre Vieu.

Cette déclaration a été adoptée avec 72 votes favorables, 1 contre et 7 abstentions.

Proposition de trame pour le compte rendu du CN des 24 et 25 septembre

Notre réunion se tient aux lendemains d'un Conseil National important qui avait pour objet d'actualiser notre appréciation de la situation politique, d'impulser de grandes batailles nationales, d'amplifier la grande consultation citoyenne avec notamment l'initiative politique du 8 octobre et de lancer la préparation de la Conférence nationale du 5 novembre, avec notamment nos choix pour les élections présidentielles et législatives.

Ce n'était pas un CN qui avait pour objet de prendre des décisions dans ce domaine mais de mettre sur la table, en les précisant, les différentes hypothèses, aider les communistes à en débattre et à les instruire, toute décision revenant aux communistes, à travers la préparation et la conférence nationale elle-même et le vote de tous les adhérents qui suivra.

D'où la décision prise par le Conseil National de tenir, dans toutes les fédérations et sections, des compte rendus de cette session en veillant à la participation du plus grand nombre de communistes et, d'ici le 5 novembre, à établir des synthèses des discussions et des avis exprimés dans les structures locales du Parti.

C'est ce que je vous propose de faire pour cette réunion.

Le débat des communistes, sa qualité, sa sincérité, sa transparence, dans le respect des différentes opinions exprimées sera décisive.

1) La situation politique se caractérise par deux données contradictoires mais mêlées :

a) Une situation lourde de dangers, tant dans notre pays, qu'en Europe et au plan international .

Le rapport de Pierre Dhareville, qu'il convient de lire dans son intégralité, donne des éléments détaillés de la situation.

En France nous savons que les échéances de 2017 peuvent accoucher d'une catastrophe politique : la droite et l'extrême droite ont le vent en poupe et cette lame de fond peut entraîner la mise en œuvre de politiques et de projets extrêmement néfastes pour le pays, à la fois libérales et autoritaires, qui défigurent notre pays, ses valeurs et traditions humanistes et progressistes, et handicapent lourdement et durablement la perspective d'une alternative de progrès.

Le danger est d'autant plus grand que le pouvoir a failli, que les politiques de 2012 à la fois favorisent les appétits de la droite, et s'inscrivent dans une recomposition politique à gauche qui visent à marginaliser les forces disponibles pour un rassemblement à gauche. C'est le sens de l'opération Macron par exemple.

b) pour autant ces forces disponibles à gauche existent, elles se sont mobilisées au Printemps contre la loi travail et comptent poursuivre cette mobilisation, elles ont su mettre en échec le projet de déchéance de nationalité, elles se sont exprimées aussi au lendemain des attentats de cet été, notamment avec l'impact des propos du maire communiste de Saint Etienne du Rouvray.

Mais elles n'ont pas à ce jour de projet politique commun , beaucoup de confusion et de découragement, de divisions aussi , se mêlent au potentiel de mobilisation.

Le Conseil national estime donc que nous avons dans cette période un objectif central : Empêcher la prise du pouvoir par la droite et/ou l'extrême droite et la mise en œuvre de sa politique, la construction d'un large rassemblement sur la base d'un projet commun de progrès, rassemblement qui puisse affronter nationalement à la présidentielle, et dans chaque circonscription pour les législatives, les échéances de 2017.

2) Que signifie pour nous construire ce rassemblement , avec quelles initiatives ?

C'est à cette question que le CN s'est efforcé de répondre

Comme le précise le relevé de décision adopté par le Conseil National, nous avons d'ores et déjà engagé plusieurs batailles nationales. Nous voulons les amplifier pour qu'elles portent des solutions qui s'imposent dans le débat présidentiel :

- loi travail : prendre des initiatives militantes et parlementaires contre l'application de cette loi, pour une alternative de sécurisation de l'emploi et de la formation et contre la criminalisation de l'action syndicale ;
- faire grandir une grande bataille nationale pour un renouveau de notre politique industrielle, notamment ferroviaire et énergétique, en lien avec les mobilisations à Alstom, EDF,... Une délégation du PCF participera à la manifestation nationale des « Alsthommes », le 27 septembre ;
- lutte contre la finance et pour une autre utilisation de l'argent : prendre appui sur le succès du livre d'Alain et Éric Bocquet, sur le rapport parlementaire sur le CICE et sur nos propositions pour un pôle public bancaire afin de porter nos solutions alternatives ;
- mener une bataille pour des solutions humaines d'accueil des migrant-e-s et des réfugié-e-s ;
- prendre des initiatives pour construire un grand mouvement pacifiste après le succès de la Marche pour la paix du 24 septembre ;
- poursuivre la bataille sur la situation des communes et des services publics dans les territoires avec la préparation des Assises du 19 novembre avec Convergence des services publics et des mobilisations locales comme celle du grand marché solidaire du 14 octobre, à Grigny, pour protester contre la fermeture de l'unique grande surface commerciale de la ville.

Mener ces batailles politiques, les amplifier, ne visent pas à témoigner , à être seulement plus visibles , elles visent à ce que ces questions, les réponses ou exigences portées par les gens notamment à travers le questionnaire que nous leur avons soumis, fassent irruption dans un débat présidentiel aujourd'hui cadenassé. Nous avons l'ambition de faire se lever , autour d'elles, les forces progressistes de ce pays , en vue de 2017, mais aussi pour la suite et l'avenir, quel que soit le paysage qui sera celui du pays après les échéances de 2017.

L'effort du parti doit être de ne pas considérer comme fatal le scénario que l'on veut nous imposer pour 2017 . Nous n'avons pas vocation à accompagner une défaite en nous en sortant au mieux, nous avons vocation à construire un autre paysage, un autre scénario.

La grande consultation citoyenne que nous avons engagée est au coeur de cette ambition

3) Amplifier la consultation « que demande le peuple et faire de la « restitution » du 8 octobre un événement national qui comptera dans le paysage politique .

Le Conseil National a porté appréciation et procédé à un bilan d'étape de cette démarche : les premiers résultats sont importants : nous avons consulté 300 à 400 000 personnes et recueilli plus de 50 000 questionnaires .

La fête de l'humanité a permis de recueillir en 3 jours plus de 10 000 questionnaires à l'issue de dialogues avec plusieurs dizaines de milliers de personnes .

Ces résultats , et les dialogues qu'ils traduisent, ont commencé à influencer sur le paysage. La fête en a été le meilleur témoignage.

Notre ambition est de donner désormais force politique à ces milliers de réponses et de dialogues, de puiser dans ce que disent et exigent les gens, de repérer les questions fortes et structurantes, les porter dans le débat public .

La grande restitution nationale du 8 octobre en sera une occasion décisive :

Sous forme d'une émission télévisuelle diffusée en direct sur internet, elle sera un moment important autour du thème « Voilà ce que demande le peuple / Voilà ce que nous proposons » avec l'ambition de réunir des milliers de personnes à travers des écoutes collectives organisées dans tout le pays.

Mais nous voulons ancrer cette démarche plus profondément dans les territoires

Le relevé de décision du Conseil National propose de mettre en place les initiatives suivantes :

- Organiser partout des restitutions pour continuer d'amplifier le débat politique sur les aspirations populaires.
- Lancer un appel au rassemblement à gauche sur la base des résultats et une pétition portant sur les axes d'un projet pour la France fondé sur les propositions de notre parti et nourri par la consultation citoyenne.
- Appeler aussi les communistes à participer aux initiatives telles que les assemblées citoyennes du Front de gauche et de l'Appel des 100.
- Mettre en place un site internet collaboratif pour recueillir les contributions de nos concitoyens sur ce projet.

Un matériel national sera mis à disposition pour une diffusion massive dans le pays afin de populariser cette restitution et notre démarche de rassemblement.

4) Construire dès à présent les rassemblements et les candidatures dans les circonscriptions

D'ici la Conférence nationale du 5 novembre , le Conseil national appelle les communistes à engager le débat citoyen sur la question « de quel-le député-e de gauche avez-vous besoin dans votre circonscription ? » et à désigner les candidat-e-s.

Nous pourrions construire une initiative nationale en janvier devant l'Assemblée nationale, avec la participation des candidat-e-s présenté-e-s ou soutenu-e-s par le PCF.

Cet engagement dans les territoires et les circonscriptions , à la recherche, à partir des réalités , enjeux et rapport de force de chaque territoire , des rassemblements les plus larges possibles , sera un atout pour agir efficacement en faveur de nos objectifs d'ici la conférence nationale , y compris pour ceux liés à l'élection présidentielle, puis des sénatoriales .

Dans la situation complexe que traverse le pays, le conseil national estime que le PCF dispose de capacités d'impact et d'influence et propose de mobiliser toutes nos forces pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

4) Quel choix de candidature à l'élection présidentielle ?

Cette question préoccupe légitimement les communistes : la décision que nous serons amenés à prendre, le débat qui la précédera, se prendra à partir de ce que sont nos objectifs politiques de fond dans la période politique , et que le Conseil National a rappelé et précisé.

La question qui nous est posée est la suivante : dans quelles conditions chacune des ces hypothèses permet-elle d'atteindre nos objectifs politiques ? Les différentes hypothèses doivent être examinées avec l'ensemble des éléments objectifs, les inconvénients et les avantages à court et à long terme.

Le Conseil national, comme les communistes, identifient dans le débat, à cette étape, 3 hypothèses.

- Prendre de nouvelles initiatives de rassemblement sans faire de choix de candidat au 5 novembre.
- Un appel à voter Jean-Luc Mélenchon, en affirmant l'autonomie du PCF, sa démarche de rassemblement.
- Engager une candidature issue du PCF, porteuse de ses idées et de sa démarche de rassemblement.

La Conférence nationale aura à formuler les options définitivement soumises aux communistes. Elle-même se prononcera puis soumettra des propositions aux communistes dans une consultation dont elle fixera la date.

Une commission nationale chargée de l'animation et du suivi des débats préparatoires à la Conférence nationale est mise en place. Elle aura comme objectif de collecter, en lien avec la Vie du Parti, et de synthétiser les avis afin de formuler une proposition de résolution à soumettre à la Conférence nationale et de recueillir les propositions de candidat-e-s dans le cadre de l'option d'une candidature issue du PCF.

Projet de document politique, Congrès du PGE (août 2016)

2 Refonder l'Europe, créer de nouvelles convergences progressistes

4 Depuis le IV^e congrès du PGE qui s'est tenu à Madrid en décembre 2013 et singulièrement depuis le début
de l'année 2015, crises et ruptures se sont aggravées dans toute l'Europe, jusqu'à devenir pour l'Union
6 européenne une crise existentielle. Les problèmes économiques et sociaux se sont aggravés. Cette période a
associé un autoritarisme grandissant des politiques d'austérité et dans la dernière période des éléments de
8 dislocation. Les forces politiques dominantes, qu'elles soient sociales-démocrates ou démocrates-
chrétiennes, sont confrontés à une impasse du modèle capitaliste libéral dans laquelle elles ont-elles-mêmes
10 mené l'UE et à des divisions importantes au sein même de leurs familles politiques. L'avenir de l'Europe est
plongé dans une incertitude croissante d'autant que la recomposition des rapports de force internationaux a
12 des conséquences directes sur l'UE et sur la manière dont elle s'inscrit dans le monde.

L'ensemble de l'édifice européen craque et peut s'effondrer. La question européenne est de nouveau posée
14 dans son ensemble, et même dans ses fondements. Les valeurs qui prétendaient fonder l'Union européenne
sont de facto réduites à néant. La différence de traitement entre des pays comme la Grèce, et ceux qui
16 peuvent se targuer du rang de puissance régionale, tels que le Royaume-Uni, montre la violence des rapports
de force, entre autres institutionnels, au sein même de l'Union Européenne. Le Brexit marque un tournant
18 dans l'histoire de l'Union Européenne. Avant même le vote, les négociations sur le Brexit ont sanctuarisé un
peu plus la pratique du dumping social dans l'Union Européenne elle-même. Le fait que pour la première
20 fois depuis 1957 un peuple décide de quitter l'Union Européenne marque la faillite de l'Europe marchande et
financière. L'échec cinglant et le refus de l'UE de traiter question des migrants en appliquant les principes de
22 solidarité et du droit international cristallisent la faillite du modèle actuel et renforcent des tendances lourdes
à la dislocation de l'UE. L'impasse et l'échec de la politique de la BCE, qui injecte encore à perte 1500
24 milliards d'euros d'ici mars 2017 pour le seul profit des banques et des très grandes entreprises démontrent
son incapacité structurelle à envisager un autre modèle économique. On nous oppose depuis des années les
26 dogmes des traités pour refuser les changements progressistes que nous proposons. Mais aujourd'hui, la
vérité est que tout est sur la table, tous les débats sont à nouveau ouverts.

28 Aujourd'hui, les forces du statu quo sont dépassées et celles de la réaction sont à l'offensive partout en
Europe. Les courants de droite et d'extrême droite poussent en avant des solutions rétrogrades et
30 xénophobes. La crise politique est générale. Le continent est au seuil d'un basculement qui peut conduire les
peuples à se refermer sur eux-mêmes, avec tous les risques de tensions et de dislocation que cela comporte,
32 alors que la guerre est aux portes de l'Union européenne, en Ukraine et sur les rives de la Méditerranée.

Dans ce contexte, le PGE se doit d'être plus que jamais à l'offensive pour une Europe solidaire, féministe,
34 démocratique et coopérative. Le PGE rassemble des forces diverses, communistes, socialistes, républicaines,
anticapitalistes, écologistes, féministes, écosocialistes et d'autres forces démocratiques et progressistes. En
36 cette période de lutte de classes exacerbée, il se conçoit comme un outil au service des intérêts du plus grand
nombre en Europe en défendant la perspective du socialisme démocratique pour les peuples d'Europe.
38 Conscient des enjeux, le PGE propose à l'ensemble de la gauche politique européenne, aux forces sociales et
citoyennes disponibles d'ouvrir de larges espaces de débat, de larges fronts de lutte pour construire des
40 majorités aptes à renverser les rapports de force en faveur des peuples. L'issue des convulsions politiques et
économiques n'est pas écrite. Nous voyons surgir le pire avec la poussée permanente de forces de droite
42 extrême et d'extrême droite dans toute l'Europe. Nous voyons aussi la poussée de forces de gauche qui
cherchent à ouvrir, certes dans un rapport de forces encore très défavorable, des issues progressistes, comme
44 en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande.... Dans cet affrontement aux tendances très contradictoires,
les responsabilités de la Gauche européenne sont plus grandes que jamais. Il est urgent de sortir les peuples
46 européens du dilemme mortel dans lequel les classes dirigeantes cherchent à les enfermer : ou bien
l'acceptation de l'austérité sans fin et de la concurrence anti-sociale, ou bien la soumission autoritaire ou
48 l'expulsion de la zone Euro, voire de l'UE elle-même ; ou le libre-échange sans barrière de la
mondialisation capitaliste ou le repli sur soi. Nous refusons ce qui accentuerait encore davantage la crise par
50 un déchaînement plus brutal encore de la mise en concurrence et de la spéculation contre les peuples, et peut
même conduire à une régression civilisationnelle majeure dans toute l'Europe. Nous voulons une Europe de
52 la solidarité et du progrès social partagé.

Ouvrir un autre possible, un autre chemin est notre ambition. Ce nouvel espoir doit prendre le chemin de
54 profonds changements en Europe, pour refonder l'Europe, pour fonder une autre Europe et sauver les
peuples de l'austérité et des replis xénophobes. Cela souligne l'urgence d'un changement des rapports de

56force, pas seulement dans chacun de nos pays, à fortiori dans un seul, mais progressivement dans plusieurs
pays et à l'échelle de l'Europe toute entière.

58

60 **I- Crise historique de la construction européenne : les éléments de rupture**

1) **Un contexte international aggravé**

62L'incapacité des classes dirigeantes à apporter des solutions durables à la crise systémique du capitalisme de
2008 est un élément structurant de la crise européenne. La gestion de la crise qui a éclaté en 2008 s'est
64construite en cherchant à reconstituer le modèle néo-libéral d'avant la crise en garantissant les privilèges des
« 1% » et la liberté d'action des banques et des grandes entreprises. La crise a fait chuter la production,
66développer le chômage, avec des inégalités explosives dans chaque pays et entre pays. Le spectre d'une
stagnation séculaire fait son chemin. Pire, les conditions d'une suraccumulation financière se reproduisent
68pour un nouveau krach financier, de plus grande ampleur, dans les années à venir.

La crise européenne multiforme, qui s'étend jusqu'à la Russie, s'inscrit dans les nouveaux déséquilibres
70mondiaux et les aggrave : les évolutions des économies américaines et chinoises sont de plus en plus
divergentes et l'ensemble de l'économie mondiale s'en trouve déstabilisée. Les pays « émergents » sont
72également secoués : baisse du prix des matières premières, taux de change erratiques, tentations du tout-à-
l'exportation. L'accumulation des dettes publiques comme privées déstabilise encore davantage l'économie.
74Celles-ci ont plus que doublé entre 2004 et 2015. Alors que la production industrielle a décru de 3% en 2015,
la politique de la BCE est incapable de relancer l'économie de manière significative. Pire, cette politique
76nourrit une bulle spéculative sur les dettes publiques. Tout cela illustre l'incapacité des classes dirigeantes à
concevoir une autre politique et l'impasse politique et morale dans lesquelles elles plongent l'Europe.

78

Deux nouveaux éléments sont apparus depuis 2013.

80D'abord, la guerre est redevenue l'horizon immédiat de l'Europe. La guerre civile en Ukraine a fait plus de
10 000 morts depuis avril 2014. Elle provoque de profondes divisions en Europe qui rappellent celles de la
82guerre froide. Les accords de Minsk ne sont toujours pas intégralement appliqués. La Gauche Européenne
exige l'application réelle des accords de Minsk par l'ensemble des parties en présence. La situation de chaos
84qui règne dans de vastes régions du globe, de l'Afrique au Proche et Moyen-Orient, déstabilise les rapports
géopolitiques mondiaux. La dislocation d'Etats entiers comme l'Irak, la Lybie, la Syrie, sous le coup à la fois
86de guerres, notamment provoqués par l'impérialisme occidental, et de politiques de libéralisation à outrance,
laisse le champ libre à de nouveaux totalitarismes et de nouveaux obscurantismes tels que l'« organisation de
88l'Etat islamique ». Des régions entières du globe sont aux prises avec une remise en cause barbare des
principes d'égalité et de justice.

90La guerre civile en Syrie est en passe de devenir le conflit le plus meurtrier depuis 1945. La guerre civile
provient du fait que le mouvement démocratique et pacifique a été aux prises avec la brutale réaction du
92régime d'Assad, puis cette guerre civile s'est transformée en guerre régionale voire internationale indirecte,
du fait de l'intervention de puissances régionales ou internationales. La Gauche Européenne défend l'urgence
94d'une solution pacifique et politique durable. Elle promeut l'idée d'un plan ~~européen~~ global de paix pour le
Proche et le Moyen-Orient et pour la région méditerranéenne.

96L'accord conclu par les grandes puissances avec l'Iran écarte, au moins provisoirement, un risque de guerre.

Il enlève également aux états de la région le prétexte de se doter de l'arme nucléaire. La Gauche Européenne
98défend l'établissement d'une zone sans arme nucléaire ni arme de destruction massive au Proche et Moyen-
Orient. Cela s'applique donc également à Israël.

100Les conflits au Proche-Orient, exacerbés par les interventions impérialistes, ont ouvert la porte à
l'extrémisme et au terrorisme qui atteignent désormais le cœur de l'Europe. Les attentats terroristes sont les
102pires ennemis de la démocratie, à la fois par eux-mêmes et parce qu'ils sont utilisés comme prétexte pour la
mise en place de politiques « anti-terroristes » qui font reculer les droits fondamentaux. De plus, ils offrent
104un espace à la propagande xénophobe et raciste et aux forces d'extrême-droite. Pour ces raisons, de tels
phénomènes fruits d'une idéologie totalitaire doivent être combattus sans répit.

106

Ensuite, la crise écologique s'aggrave malgré toutes les alertes. La question n'est pas si nous allons entrer
108dans une crise écologique, mais comment nous construisons une issue à la crise écologique dans laquelle
nous sommes entrés depuis plusieurs années. Nous savons qu'au-delà de 1,5°C de hausse par rapport à l'ère

110préindustrielle, le réchauffement de la basse atmosphère entraînera plus que probablement des catastrophes
écologiques et sociales irréversibles. La crise écologique est une conséquence de l'extension du mode de
112production capitaliste qui entraîne d'une part un productivisme sans limite, au détriment des ressources
naturelles et d'autre part un consumérisme aliénant. Le tout se faisant au détriment des productions et des
114besoins sociaux qu'il serait nécessaire de développer et de satisfaire. Le monde du futur qui est à repenser est
inséparable de la prise en compte du « temps long » de notre environnement naturel, des limites que la
116société doit être capable de se fixer dans l'exploitation des ressources naturelles, de la recherche d'un « bien
vivre » qui envisage l'épanouissement humain de façon inséparable au développement d'un environnement
118vivable. Aujourd'hui, toute perspective de transition vers le socialisme est inséparable de la transition
écologique, de transformation des modes de production dans le sens de la satisfaction des besoins sociaux et
120de la préservation de l'environnement.

122

2/ Des sociétés fracturées et mises à genoux

Les politiques d'austérité engendrent une régression sociale majeure sur le continent. Les salaires, les
124conventions collectives et les systèmes de répartition sont la cible permanente des politiques d'austérité. Les
classes dirigeantes mettent à profit la crise pour prendre leur revanche sur les conquêtes sociales issues des
126lutttes ouvrières du XXe siècle. Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté défigurent toutes les sociétés
européennes. Les inégalités femmes-hommes se renforcent avec la précarisation.

128Les inégalités femmes-hommes et la surexploitation des femmes augmentent. Les femmes sont de moins en
moins protégées dans le monde du travail. Les politiques d'austérité les poussent vers le travail au noir,
130l'exclusion voire la prostitution. Les remises en cause des garanties et accords collectifs régissant les
rapports entre patrons et salariés s'accumulent en Europe. La quasi-totalité des pays de la zone Euro sont à
132une croissance infime voire nulle (0,3% de moyenne dans la zone Euro pour le 2e trimestre 2015). Cette
vision fondée sur la réduction à tout prix des « coûts » (du travail, de la dépense publique, de la protection
134sociale) empêche toute relance saine de l'activité économique, encourage la diminution de l'investissement,
entretient le chômage de masse. Un Européen sur quatre (122 millions d'habitants) est menacé de pauvreté.
136Les chiffres sont encore plus élevés pour les femmes, les jeunes, les enfants. Cela va jusqu'à provoquer une
crise humanitaire, aggravée par le démantèlement des services publics de santé. Les services publics sont
138partout attaqués par le capitalisme néolibéral.

Ces politiques d'austérité et la stagnation économique qui en résulte aggrave les déséquilibres internes à
140l'Europe. La divergence croissante des indicateurs économiques et sociaux entre les pays d'Europe du Nord
et ceux du Sud s'approfondissent. L'écart se creuse entre les pays où le taux de chômage est au plus bas, et
142ceux où il ne cesse d'augmenter. Une amplitude de 20 points sépare la Grèce de l'Allemagne, selon les
chiffres officiels. Ce contraste est encore plus visible chez les jeunes de moins de 25 ans, pour qui les écarts
144vont du simple au septuple. La nouvelle génération sait qu'elle vivra globalement moins bien que ses parents.

La mise en concurrence des régions et des métropoles accentue les déséquilibres territoriaux. La casse des
146services publics rend nos sociétés plus fragiles et de plus en plus porteuses d'exclusion. Sur ces divisions,
prospèrent des idéologies dangereuses et ségréatives.

148En Europe centrale et en Europe de l'Est, les années qui ont suivi la restauration capitaliste et la transition,
marquée par l'intégration européenne, n'ont pas eu les résultats escomptés. Les niveaux de vie et de salaires
150demeurent bien plus bas que dans les autres pays européens. Presque toutes les banques sont privatisées et la
majorité d'entre elles sont entre les mains de banques occidentales. Les systèmes productifs sont démantelés,
152ce qui conduit au chômage de masse et à l'émigration de milliers de personnes à la recherche d'une vie
meilleure. Les régions rurales sont complètement abandonnées.

154L'ensemble de ces éléments souligne le risque de régression sociale majeure qui plane sur le continent.

L'Union Européenne n'est ici plus un élément de régulation, mais un promoteur de politiques qui renforcent
156la crise et d'exacerbation de ses conséquences.

158

160

3 / La crise démocratique : les peuples bafoués, l'UE éclatée

162 Une fracture démocratique s'est aggravée depuis 2015 avec le traitement différencié selon les pays et selon les sujets. Les classes dirigeantes s'arc-boutent sur l'autoritarisme monétariste fiscal et financier et sur le fédéralisme autoritaire appliqué à la question budgétaire et de la dette. Les déclarations de Junker après la victoire de Syriza en janvier 2015 selon laquelle il n'y aurait "pas de choix qui va à l'encontre des traités européens" montrent que plus ce modèle échoue, plus il est porté au pinacle par les promoteurs de ces traités.

L'absurdité économique du dogme des "3%" de déficit budgétaire est aujourd'hui largement reconnu, même chez les libéraux, sans que les positions des dirigeants européens soient maintenues comme un outil politique d'asservissement des peuples et des gouvernements qui cherchent à s'en extraire. Le diktat imposé à la Grèce et au gouvernement d'Alexis Tsipras et de Syriza a été précédé par un véritable coup d'état bancaire qui visait à couper les vivres au pays. Il montre la brutalité des méthodes de pression exercées par la troïka ainsi que leur mépris total pour le verdict des urnes. Les tentatives plus indirectes de déstabilisation du gouvernement portugais s'inscrivent in fine dans la même logique. Mais quand David Cameron, au nom de la Grande-Bretagne, dont la puissance économique est autrement plus grande, et le rôle dans les rapports de force internationaux autrement plus influent, exige des concessions qui vont dans le sens d'une précarisation renforcée, il est entendu.

Les gouvernements ultranationalistes, autoritaires et cléricaux qui sont arrivés au pouvoir en Europe de l'Est accentuent cette régression démocratique et le recul des droits. Ils livrent en outre une bataille de réécriture de l'histoire dans un sens réactionnaire. Les forces de gauche et les communistes sont l'objet d'attaques incessantes dans les pays d'Europe centrale et orientale. Les gouvernements ne lésinent pas sur les moyens pour discréditer et détruire les forces progressistes, afin de se maintenir au pouvoir. Depuis 2014, l'ensemble de l'appareil d'État ukrainien s'est focalisé sur la destruction du Parti communiste d'Ukraine. Les campagnes de « décommunisation » en Ukraine, en Roumanie, en Pologne, en Bulgarie et dans d'autres pays ont pour objectif d'interdire les organisations communistes et de faire disparaître les monuments et les toponymes communistes du paysage. Il est cependant possible de s'opposer par des voies légales à de tels processus, comme le montre l'exemple de la République de Moldavie et de la Hongrie.

Sur les questions sociales et sociétales, rien n'est fait pour harmoniser par le haut les droits, en particulier le droit du travail et les droits des femmes. La régression des droits des femmes à disposer de leur corps et les violences machistes à leur encontre ne sont nullement sanctionnées par l'UE. Quand un pays décide unilatéralement de fermer ses frontières et de ne pas respecter les règles européennes sur les migrants, il n'encourt pas les foudres de Bruxelles. Huit pays ont aujourd'hui fermé leur frontière, et l'Union européenne laisse faire.

Le Brexit concentre les coordonnées de la crise. La volonté du peuple britannique doit être respectée. Ce choc est révélateur de l'ampleur du désaveu pour la construction néolibérale de l'Union Européenne. Il marque la profondeur des fractures territoriales et sociales après plus de trente ans de politiques d'austérité et de mondialisation capitaliste. La stratégie de la droite conservatrice a libéré les forces xénophobes. Le Brexit pose désormais la question de la pérennité du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord comme construction politique. Le nouveau gouvernement britannique s'annonce encore plus à droite que le précédent, alliant une austérité renforcée avec davantage de stigmatisation pour les travailleurs immigrés. Tout cela interroge également la gauche et sa capacité à apparaître comme porteuse d'un projet alternatif pour les peuples d'Europe.

202

4 / Le continent au seuil d'un basculement idéologique

204 La crise politique se généralise en Europe. Les gouvernements sortants sont presque systématiquement sanctionnés lors des échéances électorales. Des chocs politiques rapides et contradictoires polarisent le débat public européen. La montée des sentiments xénophobes et nationalistes pose un défi existentiel à la gauche en Europe. Le continent est menacé par un basculement idéologique d'ampleur. Dans différents pays, selon différentes formes, des forces d'extrême-droite et des populismes droitiers cherchent à imposer leurs thèmes de prédilection. La désorientation, le désespoir, la peur face aux évolutions internationales leur offrent une importante caisse de résonance. Le discours "protecteur" voire "social" de l'extrême-droite, qui s'inscrit dans une ancienne tradition de ce courant remontant aux fascismes européens, est utilisé afin d'assurer leur marche au pouvoir et de marginaliser la gauche et le mouvement ouvrier.

La ligne politique de certains gouvernements légitime leur discours et en font des forces de recours, comme

214en Slovaquie. Un bloc autoritaire est au pouvoir dans plusieurs capitales européennes : à Varsovie, à
Budapest, à Bratislava. Les évolutions des gouvernements baltes s'inscrivent dans la même logique.
216Celles de l'ancien gouvernement autrichien montrent un basculement : d'une position relativement modérée
sur la crise grecque, il adopte une posture de repli sur celle des migrants et a contribué à ouvrir la voie à
218l'extrême-droite qui a frôlé la victoire à l'élection présidentielle [phrase à mettre à jour en fonction des
résultats de l'élection du 2 octobre]. Les poussées de l'extrême-droite en Allemagne sont un phénomène
220inconnu depuis 1945. En France, le FN se place au cœur du jeu politique et affiche ses ambitions pour les
élections générales de 2017. En Belgique, un parti nationaliste flamand proche de l'extrême-droite siège au
222gouvernement.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, l'essor du nationalisme, du néo-fascisme et de la xénophobie
224profite de l'appauvrissement de la population et de la crise démocratique. La dénonciation des « ennemis de
l'intérieur » connaît un impact important dans les populations. La crise économique et le chômage
226provoquent le renforcement de la haine contre les migrants et les Roms, devenus boucs émissaires.

228Mais cette évolution idéologique est en bute à d'importants contre-points qui font que ce basculement vers
une régression historique du continent ne s'est pas encore produite. Les peuples se mobilisent contre la
230corruption des classes dirigeantes et contre le blocage politique de certains pays. Le renversement du
gouvernement roumain en novembre 2015 et les manifestations massives en République de Moldavie contre
232la corruption en sont des signes. En Europe de l'Ouest et surtout en Grèce, le mouvement de solidarité envers
les migrants montre que l'esprit d'accueil demeure vivace en Europe et qu'il ne s'agit pas d'un "luxe" de pays
234riches. Ce mouvement de solidarité est un frein et un pôle de résistance contre le basculement des sociétés
vers la xénophobie.

236

5 / La question des migrants comme catalyseur de la crise historique de l'Union Européenne

238

Le mélange d'impuissance et d'abjection avec lequel l'Union Européenne et la plupart des gouvernements ont
240réagi face à l'afflux des migrants révèle l'ampleur de la crise de l'Union Européenne et de ses principes. Cette
crise oblige en même temps l'Europe à se reposer autrement la question de son avenir.

242La crise des migrants recouvre une crise systémique. Il s'agit d'un phénomène massif et structurel qui est la
conséquence de la dégradation rapide de la situation internationale et des politiques qui l'ont provoquée,
244parmi lesquels figurent les propres politiques de l'UE et de ses Etats. On estime que d'ici 2050, 200 millions
de migrants vont fuir les guerres, la crise économique, la dislocation des états, le chaos qui s'abat sur de
246vastes régions en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, ainsi que les effets de la crise climatique. L'Union
Européenne en porte une part importante de responsabilité. La conclusion d'accords bilatéraux de libre-
248échange a encouragé le démantèlement des services publics et, par conséquent, des politiques publiques dans
nombre d'états africains. La participation de certains états européens aux guerres dans ces régions est
250également à porter au passif du bilan de l'UE. La crise des migrants signe la crise des rapports de l'UE au
monde.

252En outre, le fait que 1 million de réfugiés suscite tant de turbulences dans une construction politique qui
regroupe 580 millions d'habitants souligne l'ampleur de la crise de l'UE. La situation humanitaire des
254réfugiés est un scandale international. La tentation d'utiliser les réfugiés comme outil de dumping social
renforce les sentiments de repli voire de xénophobie dans les populations. La situation des femmes et des
256jeunes est particulièrement grave. Ils sont la cible privilégiée de violences, y compris sexuelles, et de la
surexploitation au travail. La création de dispositifs spécifiques de protection, de protections juridiques et de
258personnel spécialisé est nécessaire.

Les pires relents de l'histoire se font sentir dans les mesures prises par un certain nombre de gouvernements :
260les gouvernements des états du groupe de Visegrad, le gouvernement danois. Les déclarations de Manuel
Valls lors de la conférence de sécurité de Munich en février 2016 et celles, pires encore, du ministre de
262l'intérieur belge montrent que les pays d'Europe occidentale ne sont pas épargnés par l'ignominie.

Cette crise est l'occasion une fois de plus d'imposer un chantage à la Grèce, qui se retrouve seule pour gérer
264l'arrivée des migrants en Europe, alors que ce pays est l'un des seuls à avoir mis à disposition un grand
nombre de places d'accueil. Il faut aussi saluer le courant de solidarité qui traverse la société grecque et qui
266permet de faire face à une situation très complexe, sans que cela ne profite à l'extrême-droite.

L'accord entre l'Union Européenne et la Turquie, condamné par les associations humanitaires, est un blanc-

268seing insupportable donné au pouvoir d'Erdogan alors même que sa politique est un des facteurs de la crise
au Proche et Moyen-orient, et qu'il déploie une répression féroce contre la population kurde, les démocrates
270turcs, la liberté de la presse. Il confirme la volonté des dirigeants européens de fermer les portes d'entrée de
l'Europe aux populations fuyant la guerre, les violences et la misère. La quasi-totalité des chefs d'Etats ont
272tout accepté, trop heureux de se dégager de leurs responsabilités d'accueil et d'asile de populations en
détresse.

274

276

Conclusion : une nouvelle période historique

278Au total, l'Union européenne et l'Europe toute entière entrent dans une nouvelle période historique. Après la
période des deux blocs et du Marché Commun conclu originellement entre six pays, le Traité de l'Acte
280unique et les traités qui s'en sont suivis ont érigé la concurrence au rang d'un droit supérieur dans l'Union.

Cela s'est accompagné d'une mise en concurrence des systèmes sociaux et de démantèlement des conquêtes
282sociales les plus avancées. Depuis quelques années, cet édifice bâti dans les années 1980 et 1990 se lézarde.

Il traverse une grave crise de légitimité et le projet qui le sous-tend est aujourd'hui minoritaire parmi les
284peuples d'Europe. Une nouvelle période historique s'ouvre qui voit l'UE travaillée contradictoirement et
parallèlement par le renforcement du fédéralisme autoritaire et des éléments de dislocation. Le continent
286européen se trouve donc bien à un tournant : soit les valeurs réactionnaires d'un bloc droitier combinées à un
autoritarisme fiscal vont l'emporter, soit un nouveau bloc politique et social en faveur des intérêts des
288peuples réussit à émerger en Europe.

Si rien n'est fait, le dilemme pour les peuples est terrible : soit l'ensemble de l'édifice déraile sans que
290personne, en premier lieu parmi les classes dirigeantes, n'y soit préparé ; soit le continent continue de
s'enfoncer dans l'austérité et le chômage de masse, et dans la fermeture des frontières.

292Ce basculement n'est pas irrémédiable. Les peuples n'ont pas capitulé, bien au contraire. Des forces
politiques, sociales et citoyennes existent pour refuser ce dilemme. C'est vers l'ensemble de ces forces que le
294PGE se tourne pour leur proposer de formuler une offre politique nouvelle au service d'une union des peuples
souverains et solidaires d'Europe.

296

298

300

302

304

306

308

II- Un contrat social entre les peuples souverains et solidaires d'Europe :

310 Les axes d'actions de la gauche européenne pour sortir de l'austérité et des logiques libérales des traités européens

312

Le Parti de la Gauche européenne regroupe des organisations politiques qui portent une analyse différenciée sur le projet européen, mais ont en commun des objectifs : - refuser le dilemme des classes dirigeantes, soit un fédéralisme autoritaire foulant aux pieds la souveraineté populaire et les droits des nations ; soit l'exacerbation des égoïsmes et des rivalités nationales. Et unir les peuples européens autour d'un projet commun de solidarité et de justice sociale. Que l'on défende la nécessité de « plus d'Europe » ou de « moins d'Europe », la question centrale est celle du contenu de la perspective.

Le Parti de la Gauche européenne défend la perspective socialiste, définie comme une société de justice fondée sur la mise en commun des richesses, des moyens de production et sur la souveraineté des choix démocratiques, en harmonie avec les ressources limitées de la planète. Il rejette le capitalisme, générateur d'inégalités, d'injustice, de pauvreté et de guerres.

Le Parti de la Gauche européenne s'est résolument engagé dans une démarche de construction et d'un front large avec des courants politiques, des acteurs sociaux et citoyens qui, même s'ils ne partagent pas l'ensemble de ses analyses, se retrouvent sur des axes politiques clés, de gauche, permettant de larges rassemblements à vocation majoritaire. Les exigences de la situation présente mettent les enjeux politiques à un niveau très élevé. Les axes du PGE visent à permettre d'engager le débat et des campagnes politiques sur des solutions concrètes, jusqu'à rendre possible les ruptures et les solutions alternatives nécessaires.

330

Le PGE défend l'idée d'un contrat social entre les peuples souverains et solidaires d'Europe. L'Europe doit devenir une union de nations et de peuples dont la souveraineté est respectée, dont l'objectif commun est le progrès humain. Nous sommes prêts à travailler à cette perspective avec les forces politiques, citoyennes, syndicales, sociales et intellectuelles disponibles à partir de cinq axes principaux. Ces axes prioritaires sont des axes d'action pour la gauche européenne. Ils supposent une remise en cause fondamentale du cadre existant de l'Union européenne.

338 Nous contestons les logiques du traité de Lisbonne et par conséquent des autres traités qui y sont contenus.

Nous nous fixons comme horizon la sortie du pacte budgétaire européen. Si nous nous battons en toute circonstance pour faire reculer ces logiques dans les choix politiques nationaux et européens, nous ne souhaitons pas aménager le cadre existant mais refonder l'Europe, tant il est visible qu'aucune politique de transformation sociale n'est possible sans rompre avec des traités fondés sur le dogme de la concurrence libre et non faussée et sur la remise en cause du droit des peuples et des nations à se gouverner démocratiquement.

344

346 1// Pour une Europe respectueuse de la souveraineté populaire

348 Nous défendons une refondation de l'Europe en application des principes de justice, de progrès social et de démocratie en respectant les droits démocratiques des nations membres de l'Union Européenne, y compris par le recours au référendum sur les évolutions nécessaires de la construction européenne. Il appartient aux peuples de décider des compétences d'un espace politique démocratique pour l'Europe, de l'architecture démocratique pour le continent et des prérogatives des Parlements, en respect des droits démocratiques et souverains des peuples.

354 Il est nécessaire de revoir la manière dont le cadre européen et les prérogatives des États membres et des nations s'articulent. L'Europe ne doit pas se substituer aux États, au niveau national et à leurs prérogatives mais favoriser la coopération sur des projets communs et les défis mondiaux. La souveraineté de chaque état doit être respectée. La légitimité démocratique de chaque pays doit primer sur les traités européens actuels. Un État doit pouvoir bénéficier d'un droit de veto sur les directives et décisions européennes qui sont une régression par rapport aux acquis sociaux et démocratiques et aux droits dont bénéficie sa population. Les lois européennes doivent être élaborées dans un cadre associant le Parlement européen et les Parlements nationaux. La Commission européenne ne peut pas avoir le droit d'initiative législative, qui doit appartenir conjointement aux Parlements nationaux et au Parlement européen. De même, les pressions des lobbies

doivent être interdites.

364 Nous voulons aider les gouvernements qui veulent sortir de la logique libérale et qui veulent faire avancer
l'idée de progrès en Europe.

366

368

2/ Un pacte pour un nouveau modèle de développement

370

Il est nécessaire de rompre avec les règles de la mise en concurrence libérale et avec l'austérité. Le pacte de
372 développement que nous proposons répond aux besoins sociaux.

La reconstruction du tissu économique et des outils monétaires de l'Europe doit être mise au service d'un
374 nouveau modèle de développement axé sur des investissements publics et des créations d'emplois
conditionnés à des critères sociaux et écologiques. L'argent que la BCE injecte à perte pour les banques et les
376 multinationales doit être réorienté au service d'une politique de relance audacieuse, socialement utile et
écologiquement soutenable, de la relocalisation industrielle qui s'impose et de la création d'emplois stables.
378 Cette politique permet de mettre en œuvre la nécessaire transition écologique. L'Europe, en collaboration
avec les États, doit assurer une concertation stratégique sur les grandes filières industrielles pour la défense
380 de la production, de l'emploi, ou de leur reconversion. Cela suppose d'identifier les besoins relatifs à la
transformation énergétique, aux infrastructures de transports, à l'éducation et à la formation, à l'avenir
382 industriel et des processus de fabrication en Europe qui évoluent vers de nouvelles problématiques telles que
l'économie circulaire et des gisements d'activités et d'emplois que recèle ce secteur. Cela implique d'assurer
384 la maîtrise publique de l'énergie. Les privatisations doivent être stoppées. Un moratoire sur toutes les
politiques de déréglementation de l'énergie et des transports doit être promulgué, ainsi qu'un plan pour la
386 sobriété, l'efficacité et la diversification énergétiques. La PAC doit être réformée afin de rompre avec les
logiques productivistes et être mise au service d'une agriculture qui garantisse des prix de base stables aux
388 agriculteurs et aux pêcheurs. Les aides doivent être conditionnées en fonction de la production, des enjeux
écologiques et de la fragilité des filières. Enfin, l'Europe doit agir pour mettre fin à la spéculation sur les
390 matières premières. C'est ainsi que l'Europe peut devenir un acteur majeur de la question environnementale
et climatique.

392 Ce nouveau modèle de développement doit être élaboré démocratiquement, en associant les états et en
venant en appui aux politiques mises en œuvre au niveau national. Un fonds de développement social et
394 écologique européen, au contrôle et aux décisions duquel sont associés les états membres, doit être mis en
place pour ce faire. Il peut être financé par un investissement annuel complémentaire de 2% du PIB européen
396 pendant 10 ans.

La défense et l'extension des services publics, au niveau national et au niveau européen, sont des outils pour
398 mettre en œuvre une nouvelle politique de développement qui prenne le contre-pied de la logique libérale.

Cela doit s'appuyer sur un outil de contrôle transparent et démocratique. Un observatoire de la dégradation
400 des services publics, avec des critères communs dans chaque pays, doit être instauré. Pour les pays qui le
souhaitent, différents services publics nationaux peuvent se rapprocher afin de prendre en compte les défis
402 communs qui se posent pour les peuples d'Europe.

404

406 3 / Lutter contre les inégalités et pour l'emploi, rompre avec le dumping social

408 La lutte contre le dumping social est un élément fondamental si l'on veut que l'idée de solidarité et de
rapprochement entre les peuples européens subsiste. L'Europe doit agir pour faire converger les droits
410 sociaux et démocratiques en vigueur dans les États membres vers le haut pour mettre fin au dumping social.

La directive sur les travailleurs détachés, qui organise une différence de traitement, pouvant aller jusqu'à
412 30 % de la rémunération doit être retirée. Et une nouvelle directive affirmant le principe « à travail égal,
salaire égal » doit être adoptée. D'une manière générale l'objectif doit être d'assurer progressivement à tous
414 les travailleurs l'égalité de traitement en termes de salaire et de protection sociale et de conditions de travail.

Le droit à un revenu décent pour toutes et tous implique d'assurer réellement l'égalité femmes/hommes en
416 matière de salaires et de progression de carrière. Selon les chiffres d'Eurostat de 2012, le taux d'emploi chez
les 20-64 ans est inférieur de 12 points chez les femmes par rapport aux hommes (58% contre 70%). L'écart
418 de rémunération est de 16%. Les contrats à temps partiels sont de 32% pour les femmes et de 9% pour les

hommes. 21% des Européennes ont un revenu inférieur aux salaires minimums. Bien que les traités
420européens promeuvent officiellement l'égalité femmes-hommes, la réalité est tout autre.

La réduction du temps de travail pour toutes et tous doit être encouragée dans toute l'Europe, pour faire
422reculer le chômage et permettre l'accès à l'emploi des jeunes. La suppression du temps partiel imposé, la lutte
contre la division sexuée du travail, la mise en place et le renforcement d'un véritable service public de la
424petite enfance et d'un système européen de congé parental égal entre les femmes et les hommes feront
reculer les discriminations dont sont victimes les femmes.

426Le plan de développement européen, la réduction des inégalités salariales et la défense de l'emploi en Europe
pose la question de la manière dont l'UE s'inscrit dans le commerce international. La rupture avec le TTIP et
428TISA doit être immédiatement opérée. Il s'agit pour le PGE, comme pour d'autres secteurs, d'une
revendication politique immédiate majeure. Le PGE entend renforcer et élargir les cadres unitaires de
430campagne pour la fin des négociations sur le TTIP et TISA.

L'UE doit opposer au système de libre-échange et de baisse des normes sociales et environnementales des
432règles rendant les échanges mutuellement avantageux.

434

436 **4 / Se réappropriier l'argent : rompre avec le dumping fiscal, lutter contre l'évasion fiscale, reprendre le pouvoir sur les banques et sur l'Euro**

438

L'Europe doit combattre le dumping fiscal. Le cadre actuel permet la floraison de paradis fiscaux et organise
440la compétition fiscale entre les pays. Aujourd'hui, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas entrent de
plus en plus *de facto* dans cette catégorie. Les affaires luxleaks et swissleaks ainsi que les Panama Papers ont
442révélé l'ampleur de ce système organisé. Le démantèlement des paradis fiscaux et la lutte sans concession
contre l'évasion fiscale et contre toutes les formes de criminalité financière sont des enjeux majeurs pour
444l'Europe. Il s'agit d'un chantier et une lutte structurants pour les prochaines années, afin de bâtir un système
fiscal qui servent les intérêts de plus grand nombre et qui soit au service du bien commun. Dans ce combat,
446nous devons construire un large front pour lever le voile du secret qui entoure les places financières et les
paradis fiscaux Les intérêts des peuples doivent reprendre le pas sur les intérêts protégés des multinationales.
448Les mouvements de capitaux doivent être contrôlés et les opérations à visée uniquement spéculative
prohibées. Une taxe sur les transactions financières et un impôt européen sur le capital pourraient financer le
450fonds européen de développement social et écologique.

La rupture avec l'austérité implique la rupture avec la dictature de la dette. La dette des États des pays
452d'Europe du sud doit être renégociée par une conférence européenne de la dette. En premier lieu, l'exigence
du gouvernement grec de renégociation de la dette doit être entendue par le conseil européen et la
454commission européenne.

456Se réappropriier l'argent implique de refonder le rôle des banques dans tous les pays européens et
l'architecture de la zone Euro. La BCE doit être placée sous contrôle démocratique ; ses missions et son
458fonctionnement réformés. La BCE doit s'engager en faveur de la défense de l'emploi et du développement
écologiquement soutenable. Elle doit pouvoir prêter aux États en dernier ressort. Pour les États qui souhaitent
460en faire partie, l'union monétaire doit également être refondée. L'Euro est devenu aujourd'hui une arme de
guerre des classes dirigeantes. Il faut rompre avec la conception de l'Euro comme instrument disciplinaire.
462La conception de la monnaie européenne doit être refondée, au même titre que l'UE elle-même. La monnaie
doit être un outil au service de l'économie réelle, de nouveaux objectifs de développement industriel,
464agricole, social, écologique et du bien commun, et non un fétiche. Les peuples doivent reprendre la main sur
l'Euro. A l'intérieur de la zone Euro, la monnaie doit être utilisée de manière commune et concertée en
466incluant des mécanismes prenant en compte les évolutions économiques et sociales des différents États. En
tout état de cause, aucun pays ne peut se voir obligé de rejoindre la zone Euro. Un pays qui décide
468démocratiquement de quitter l'Euro doit pouvoir le faire sans subir de mesures punitives, de pressions et de
chantage.

470

472

474

5/ Pour une Europe de la transition écologique et énergétique

476

L'urgence est à la construction d'une Europe « bas carbone » qui doit montrer l'exemple avec de nouvelles politiques publiques énergétiques, de transport, du logement ou encore de l'agriculture. Les mix énergétiques doivent être composés d'énergies les plus décarbonées possibles avec une emphase croissante sur les sources renouvelables. Les choix de production et d'investissement doivent être opérés suivant des critères de préservation des écosystèmes locaux et de protection de la biodiversité. Nous refusons le productivisme et le consumérisme capitalistes. Le PGE privilégie des différentes modes de production, découlant de politiques industrielles qui permettent la création de technologies propres, qui sont respectueuses de l'environnement.

484 L'Europe est un espace politique qui permet de porter la lutte contre le réchauffement climatique à une échelle continentale, pour développer les énergies renouvelables et promouvoir des économies d'énergie. 486 Tout pas en avant vers le progrès social est indissociable de la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique. Il s'agit d'un processus de long terme dans lequel les efforts pour « verdir » le capitalisme n'ont 488 pas leur place. La logique du profit à court terme n'est pas compatible avec la préservation des écosystèmes.

Cela implique que les peuples s'approprient les questions environnementales et énergétiques. La question de 490 l'accès aux ressources naturelles qui se raréfient, telles que l'eau, les surfaces cultivables ou les énergies fossiles, deviennent des enjeux géopolitiques majeurs. La COP 21 s'est fixé des objectifs mais non les 492 moyens de les atteindre. La réduction des émissions de CO2 est un objectif politique majeur pour limiter le réchauffement climatique à 2 degrés : elle devrait représenter 75% des émissions actuelles en 2030. Les 494 objectifs de réduction des émissions de CO2 à 30% en 2020 et à 40% en 2030 sont bien trop bas. Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables sont absolument nécessaires. Cela 496 concerne en premier lieu les transports et l'industrie. Les investissements publics dans les énergies renouvelables sont également source de développement économique. L'extraction des gaz de schiste doit 498 cesser. L'Europe doit agir pour mettre fin à la spéculation sur les matières premières.

Nous défendons une Europe autosuffisante pour les produits alimentaires majeurs. L'avenir de la politique 500 agricole et alimentaire européenne doit être décidé dans le cadre de politiques publiques qui répondent aux besoins réels et aux défis de la santé publique. L'usage des pesticides polluants doit être abandonné. Nous 502 portons l'ambition de fournir à tous une alimentation variée et de qualité. Les politiques agricoles européennes soient un bouclier contre l'intrusion des marchés spéculatifs dans le domaine de l'agriculture. 504 Nous défendons une nouvelle politique agricole qui puisse rompre avec les logiques productivistes et être mise au service d'une agriculture qui garantisse des prix de base stables aux agriculteurs et aux pêcheurs. Les 506 aides doivent être conditionnées en fonction de la production, des enjeux écologiques et de la fragilité des filières. La production agricole doit respecter une conception juste et bénéfique pour tous des échanges 508 internationaux avec les pays en développement.

510

6/ Pour une Europe de l'égalité des droits pour toutes et tous

512

Le PGE se place dans l'héritage de celles et ceux qui ont fait prévaloir en Europe et dans le monde les 514 « droits naturels et imprescriptibles » de toutes les femmes et de tous les hommes et entend poursuivre leur combat. Comme le disait la déclaration des droits de 1793 : « *Il y a oppression contre le corps social, 516 lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé* ». La violence de l'offensive néoconservatrice et la menace des hystéries ethnicistes à travers le 518 continent européen fait de la question de la défense et de l'extension des droits humains un terrain d'affrontement majeur. Le PGE se place au premier rang des défenseurs d'une société de liberté et d'égalité. 520 La lutte contre le racisme, la xénophobie et les conceptions essentialistes de la nation fondées exclusivement sur le sang est une de priorités.

522 Les droits politiques et syndicaux doivent être partout défendus. L'état d'exception qui s'instaure peu à peu dans divers pays européens doit être aboli. La criminalisation des mouvements sociaux et des mouvements 524 démocratiques doit être combattue. Un véritable pluralisme et une véritable indépendance de la presse, contre les intérêts des grands groupes de médias, assuré.

526 Partout en Europe, les droits politiques, sociaux, démocratiques et plus largement l'ensemble des droits humains doivent être alignés sur le mieux-disant. C'est notamment le cas de l'application de l'égalité 528 femmes-hommes dans les domaines économiques et politiques. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est un impératif immédiat. Partout en Europe les femmes doivent pouvoir disposer librement de leur 530 corps. Nul ne peut être vendu ou contraint à louer son corps. Nous appelons au renforcement de la lutte

contre les trafics humains. Nous défendons la perspective de l'abolition de la prostitution.
532Le droit d'accès à une éducation laïque, de profiter d'un système de santé performant, de vivre dans un
environnement sain, de pouvoir s'exprimer librement, le droit à la sûreté, le droit d'accès à un système
534juridique indépendant des pressions et permettant à un procès équitable ainsi que la résistance à l'arbitraire
doivent être assurés partout en Europe. Les LGBTIQ sont victimes de discriminations voire, dans un certain
536nombre de pays, de persécutions, à l'école, sur les lieux de travail, dans l'accès aux traitements médicaux,
avec souvent la complaisance des autorités étatiques et des forces de police. Ils sont la cible des discours
538conservateurs sur la famille qui veulent renforcer le patriarcat. Dans la plupart des pays européens, les
transgenres sont souvent privés du droit à l'autodétermination de leur identité de genre.
540L'éducation joue un rôle important dans la formation des citoyennes et des citoyens. Nous défendons une
conception de l'éducation qui rompt avec l'idée d'une formation utilitariste adaptée uniquement pour les
542besoins économiques immédiats. L'éducation doit préparer les futurs citoyens délivrés des préjugés liés aux
origines ou au sexe. Elle doit combiner la transmission des connaissances avec celle du savoir-faire. L'école
544doit être gratuite, laïque, délivrée de l'emprise des intérêts privés et confessionnels. L'université et la
recherche doivent être libérées des pressions économiques.
546Le PGE se bat pour l'harmonisation des droits et un alignement des politiques économiques, sociales et
fiscales tirant vers le mieux disant en Europe.
548

550

7/ Pour une Europe espace de paix et de sécurité

552

La politique de voisinage et de relations internationales de l'Europe doit être guidée par les principes de
554coopération, de co-développement, notamment avec les pays méditerranéens, africains, asiatiques et latino-
américains.

556L'Amérique Latine et les Caraïbes sont redevenues un front d'offensive des classes dominantes qui veulent
récupérer leur influence perdue et renverser les gouvernements progressistes de la région qui défendent les
558droits des peuples contre les intérêts capitalistes et impérialistes. Le PGE travaille avec les partis alliés de la
région, pour que les intérêts du plus grand nombre priment sur ceux des 1%.

560Les accords d'association avec l'UE doivent être un levier de progrès social et de défense des droits. Ils
peuvent être suspendus. C'est notamment le cas de l'accord avec Israël qui doit être suspendu aussi
562longtemps qu'Israël viole les droits humains internationaux. L'Europe doit être un levier pour la paix et la
défense des droits des peuples, notamment dans son voisinage immédiat, au Proche-Orient et en Ukraine.

564Il est nécessaire de prendre les initiatives diplomatiques nécessaires pour faire naître des solutions politiques
aux conflits du Proche et Moyen-Orient, rétablir une paix juste dans cette zone et promouvoir un
566développement économique et social répondant aux besoins fondamentaux des peuples. L'ensemble des pays
européens et l'UE elle-même doivent reconnaître la Palestine. La Gauche Européenne défend l'établissement
568d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, en application des résolutions de l'ONU, c'est-à-
dire la reconnaissance d'un état palestinien viable dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme
570capitale.

Une solution politique doit être trouvée pour la reconnaissance des droits du peuple sahraoui, par la tenue du
572referendum d'autodétermination.

La présence agressive de l'OTAN en Europe doit être combattue, et le combat doit s'amplifier pour la
574dissolution de l'OTAN. Les investissements militaires renforcés des États-Unis notamment en Europe de l'Est
doivent faire l'objet d'une condamnation. Les installations en cours de construction ou déjà opérationnelles
576du bouclier anti-missile doivent être démantelées immédiatement. Le renforcement de la militarisation des
sociétés en Europe de l'Est, par la création de milices provenant souvent de milieux ultra-nationalistes, doit
578être combattue. L'Union Européenne et la Russie doivent retrouver le moyen d'un dialogue apaisé et
constructif, en mettant sur la table l'ensemble des sujets de friction, militaires, politiques, territoriaux,
580énergétiques.

La question chypriote doit trouver une solution par la création d'une fédération bizonne établissant l'égalité
582politique pour l'ensemble du peuple de Chypre, pour les communautés grecques et turques de l'île. La
Gauche Européenne soutient les pourparlers intercommunautaires en cours sous l'auspice de l'ONU et les
584forces de gauche qui jouent un rôle décisif dans la défense des droits du peuple de Chypre dans son
ensemble.

586Il faut rompre avec l'idée d'« Europe forteresse ». L'Europe et les États membres doivent accueillir

décemment les migrants, dans un contexte où la crise de la mondialisation libérale, les guerres, le chaos et la barbarie ravagent des régions entières du globe. La politique envers les migrants doit mettre en avant le critère de responsabilité européenne partagée. Cela implique également de lutter contre la surexploitation au travail et le travail illégal. Les accords de Schengen doivent être renégociés en faveur de politiques nouvelles concernant les migrations internationales, devenues un phénomène structurel à l'échelle de la planète, et de co-développement.

L'Afrique représentera dans quinze ans le quart de l'humanité. A la fin du siècle, la moitié de la population mondiale de 15 à 64 ans sera africaine. Au-delà des urgences, il est nécessaire de travailler à un partenariat pour un codéveloppement durable entre les pays européens et africains. L'Afrique sub-saharienne présente un enjeu crucial pour le XXIe siècle, du point de vue de l'explosion démographique et du retard économique.

La paix et la prospérité de la planète dépend donc en grande partie des réponses qui doivent être apportées à ces défis : assurer un emploi et l'accès aux biens et aux services fondamentaux à la population.

L'exploitation des ressources naturelles doit être confisquée aux grandes multinationales pour revenir aux peuples.

602

Conclusion : les axes de campagne

604

Le PGE entend décliner ces axes politiques en axes de campagnes larges et ouvertes, en renforçant les actions déjà engagées :

- 608 – Pour une Europe qui permette aux peuples de reprendre la main sur les choix économiques : pour la sortie du pacte budgétaire, pour un plan d'investissement européen, en faveur de l'emploi, des services publics et de la transition écologique et énergétique soumis à l'acceptation des pays membres, pour la restructuration et la renégociation de la dette, pour une réforme profonde et la réorientation des injections monétaires de la BCE en faveur d'une politique de développement utile pour tous
- 612 – Pour la constitution d'un large front de la gauche contre l'extrême-droite et le fascisme
- 614 – Pour la lutte contre l'évasion fiscale. Impunité 0 contre l'évasion fiscale
- 616 – Pour la rupture des négociations du TTIP et de TAFTA
- 618 – Pour l'égalité des droits pour toutes et tous : pour l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines,
- 620 – Pour un accueil digne et une politique d'aide des migrants et des réfugiés
- 622 – Pour une Europe promotrice de la paix : pour le désarmement nucléaire, pour le démantèlement du bouclier anti-missiles, pour une initiative de paix au Proche et au Moyen-Orient.

624

III. Changer les rapports de force partout en Europe

626

1/ Promouvoir l'unité pour un front commun des forces de progrès

628 Nous avons des leçons importantes à tirer des trois années écoulées. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en Grèce montre tout à la fois que des victoires sont possibles et que le changement des rapports de forces politiques dans un seul pays ne suffit pas. Il faut ouvrir des brèches dans les autres pays pour renverser le rapport de force en Europe. L'expérience de la Grèce est en cours et le peuple grec aura à nouveau besoin de gagner des batailles européennes face à la troïka et dans l'Eurogroup.

634 Les progrès des convergences à gauche en Europe ces dernières années démontrent que l'unité sur un contenu n'est pas un vain slogan. L'évolution des rapports de force en Europe peut dessiner progressivement un autre futur possible pour rompre à la fois avec les logiques austéritaires et les logiques xénophobes.

636 C'est le défi pour l'ensemble des forces de la gauche européenne. Il faut des victoires qui rendent crédibles, dans nos pays et au niveau européen, une alternative de gauche. Ce qui est vrai pour la Grèce ou pour le

638 Portugal, sera vrai également si dans les années prochaines une autre force de gauche est amenée aux plus hautes responsabilités.

640

Pour lutter plus efficacement contre la poussée des forces xénophobes, développer un projet politique 642 crédible alternatif à l'austérité, contester le renoncement de la majorité des directions sociales-démocrates, la gauche doit se donner les moyens de travailler à la refondation d'un nouveau front historique, majoritaire et 644 susceptible d'unir les forces sociales ayant intérêt au changement, autour des questions de justice sociale, des droits fondamentaux et de la souveraineté populaire.

646

Notre objectif est tout simplement d'unir tous les secteurs de la population ayant intérêt à en finir avec les 648 dévastations d'un capitalisme prédateur.

Des brèches existent. Des secteurs sont disponibles ou susceptibles de l'être : ce sont les énergies politiques, 650 sociales, citoyennes, intellectuelles qui affichent leur opposition à la doxa budgétaire et austéritaire. Le PGE appelle donc à rassembler le plus largement à gauche tous ceux qui partagent la volonté de porter un coup 652 d'arrêt aux dévastations provoquées par des politiques ruinant jusqu'à l'idée même d'Europe.

Les organisations syndicales qui luttent pour les intérêts des travailleuses et des travailleurs sont des points 654 d'appui fondamentaux pour refonder l'Europe. Un mouvement syndical actif est nécessaire pour rompre avec les politiques d'austérité. Des mouvements sociaux organisés à l'échelle européenne, à l'image de celui 656 des dockers contre la directive de libéralisation des ports, le sont également. Le PGE soutient leur développement. Le PGE est disponible pour travailler à l'échelle européenne avec la CES et les organisations 658 syndicales disponibles afin de porter un projet européen au bénéfice des travailleurs.

La bataille culturelle revêt une importance cruciale. La diversité culturelle des peuples d'Europe est une 660 richesse et elle doit être préservée. Les classes dirigeantes utilisent l'arme culturelle pour imposer leurs propres représentations aux peuples et pour légitimer l'offensive néo-libérale et néo-conservatrice dans les 662 consciences et les représentations, souvent en dévoyant les concepts politiques et sociaux venus de la gauche.

La culture pour la gauche européenne est un outil d'émancipation pour faire avancer les idées de liberté, de 664 résistance à l'oppression, de solidarité et de défense du bien commun.

666 La rapidité des évolutions politiques ces derniers mois montre qu'une telle vision est réaliste. L'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce, malgré les coups de barrage et les coups de force imposés par les classes 668 dirigeantes européennes, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste, la poussée de la gauche au Portugal, les changements en Espagne illustrent ces possibilités. Le PGE affirme sa volonté de travailler avec 670 toutes les forces de gauche engagées dans l'opposition d'austérité, même quand des débats les traversent sur les solutions à la crise européenne. Il affirme aussi sa volonté de travailler avec les sociaux-démocrates qui 672 n'acceptent pas de renoncer aux valeurs de la gauche. Le PGE souhaite approfondir les relations avec les forces écologistes qui ne se résignent pas au « capitalisme vert » et qui partagent le souci d'allier 674 transformation sociale et transformation écologique.

676 De plus, l'émergence dans toute l'Europe de mouvements citoyens, et de forces politiques qui, de manière parfois confuse, s'en réclament, montrent qu'il existe une volonté importante en Europe de réappropriation 678 par la population des outils de la puissance publique et de la souveraineté populaire ainsi qu'une demande d'invention de nouvelles formes d'interventions politiques. Les aspirations concernent aussi bien des 680 revendications concrètes par exemple la question du logement, de l'eau, de l'énergie, du climat ou des exigences de transparence politique, de démocratisation de l'espace public. Ces mouvements remettent au 682 cœur du débat public la question centrale du bien commun.

684 **2/ Construire un cadre permanent des forces de progrès en Europe**

686 Le PGE s'est lui-même construit en rassemblant des forces issues de traditions diverses. Il a su avancer grâce au consensus qui a respecté sa diversité. En même temps, il a gagné en cohérence. De nouveaux débats nous 688 traversent liés aux défis de la nouvelle phase en cours. Nous devons mieux travailler en permanence avec des forces nombreuses qui ne rejoindront pas le PGE.

690

Partant de l'état réel des rapports de forces en Europe, notre parti européen décide de prendre les initiatives 692 nécessaires pour franchir une nouvelle étape dans notre ambition de convergence et de solidarité des forces progressistes. La question centrale est celle de la construction permanente de la coopération avec toutes les

694 forces progressistes d'Europe. Et cela de manière résolument audacieuse. Nous devons travailler avec toutes
les forces présentes dans la GUE-NGL. La GUE-NGL joue un rôle majeur dans la défense des principes de
696 solidarité, de justice, des droits humains, des droits des femmes, des services publics et de la paix. Nous
devons également travailler avec les nouvelles forces de gauche qui émergent dans différents pays
698 européens, comme en Espagne, en Belgique, en Irlande, en Pologne, dans les pays des Balkans, ainsi qu'avec
de nouveaux mouvements ou de nouvelles initiatives citoyennes, sans exclusive sur le rapport critique aux
700 institutions et à la monnaie européennes. Il existe aussi des forces désormais disponibles au travail commun
parmi les écologistes ou certains secteurs de la social-démocratie.

702
Pour cela, le PGE souhaite renforcer les initiatives d'ores et déjà lancées, telles que le forum du sud à
704 Barcelone, le forum des alternatives à Paris et l'Alliance contre l'austérité à Athènes. Ces cadres permettent
la rencontre avec les mouvements sociaux, citoyens et intellectuels. Les Initiatives citoyennes européennes
706 sur l'eau, sur le TTIP et les campagnes sur l'égalité femmes/hommes et les droits des femmes sont encore
d'autres lieux d'élaboration et d'actions communes et pluralistes auxquels le PGE participe fortement.

708
Se pose aujourd'hui la question d'un nouveau saut qualitatif dans cette démarche. Les défis de l'heure
710 illustrent la nécessité de nouvelles alliances élargies. Nous appelons à la création et à la structuration d'un
nouvel espace politique de convergence à l'échelle de l'Europe, qui pourrait dans un premier temps être un
712 forum politique européen annuel. Cet espace aura pour vocation de regrouper toutes les forces politiques,
sociales, syndicales, intellectuelles, associatives qui aujourd'hui, cherchent des voies de sortie de crise par le
714 progrès. Ces différentes forces peuvent ne pas être entièrement d'accord sur la meilleure manière de mener la
bataille. L'essentiel est de partager un objectif commun. Le forum de Sao Paulo montre une voie possible. Le
716 spectre politique couvert est délibérément large, regroupant les forces partageant le même souci de défense
des droits humains, des droits sociaux et de la souveraineté populaire. Il s'agirait à la fois d'un lieu
718 d'échanges d'expérience, d'élaboration et d'actions. Cela mettra en valeur les intérêts historiques
convergeants dans la situation actuelle, en partant des rapports de force réellement existant, en portant notre
720 regard au-delà des divergences sur des questions conjoncturelles.

722 Pour remplir cet objectif et se mettre au service de cette ambition, le PGE fera évoluer ses structures et son
mode de fonctionnement.

724
La construction d'un forum annuel des forces politiques, démocratiques et progressistes en Europe,
726 permettrait d'établir les batailles communes et construire les rapports de force en Europe. Ce Forum devrait
être ouvert, pluriel et participatif, avec des mouvements et des intellectuels, pour un travail de convergence.

728
Le PGE doit modifier le rôle de la Présidence collective en donnant à ses membres une fonction de porte-
730 parole et de représentation renforcée et le secrétariat devrait jouer un rôle politique plus important et prendre
des décisions. L'ensemble de la diversité des partis du PGE doit être associée dans ces deux instances.

732
Le PGE tiendra une fois par an une Assemblée Générale, pour permettre un rythme de vie du PGE plus
734 rapide. Cette Assemblée Générale pourrait se tenir en même temps que le Forum politique européen annuel.

736 La Commission des Statuts doit travailler à toutes les propositions de modifications nécessaires qui
permettront toutes ces évolutions.

738